



Pour un parti léniniste-trotskyte !

La Chine à un tournant : révolution politique ouvrière ou esclavage capitaliste ?

PAGE 2

Révolution permanente contre « front unique anti-impérialiste » Les origines du trotskysme chinois

PAGE 23

**Publication d'inédits tirés des archives soviétiques
Le combat de Trotsky contre la trahison
stalinienne de la Révolution bolchévique**

PAGE 40

Regroupement révolutionnaire ou alchimie centriste ?

PAGE 64

Pour un parti léniniste-trotskyiste !

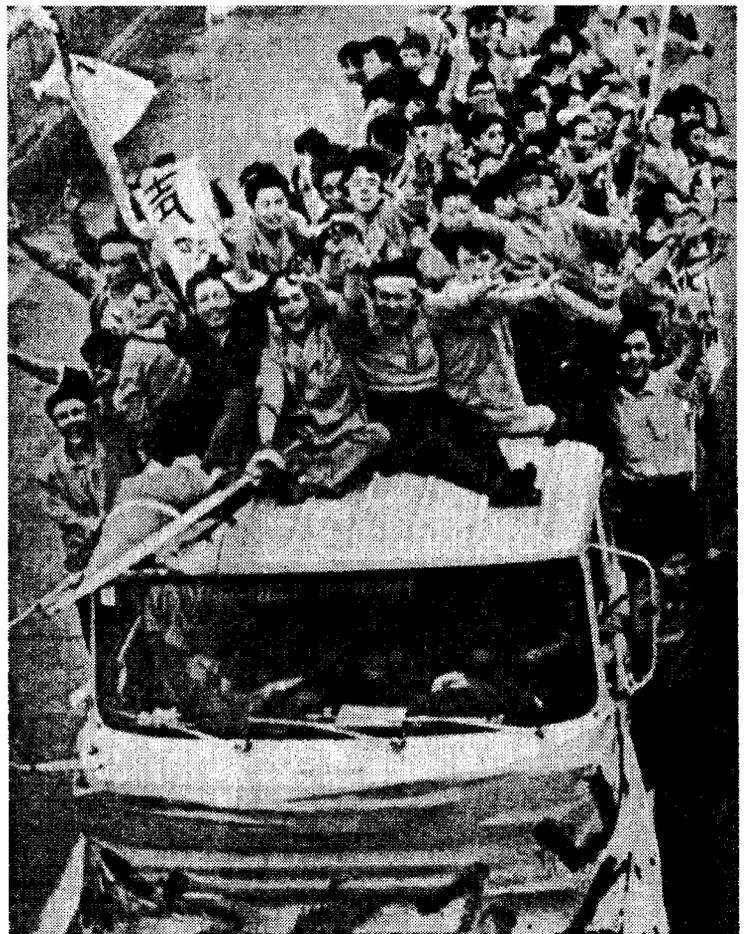
La Chine à un tournant : révolution politique ouvrière ou esclavage capitaliste ?

ADAPTÉ DE SPARTACIST (ÉDITION ANGLAISE)
n° 53, ÉTÉ 1997

La Révolution chinoise aborde un tournant décisif de son histoire. Les forces qui poussent à la restauration capitaliste s'enhardissent : vont-elles réussir à détruire les acquis de la Révolution de 1949, ou bien une révolution politique ouvrière va-t-elle balayer la bureaucratie stalinienne corrompue de Pékin ? Cela va non seulement déterminer le destin du peuple chinois, mais aussi marquer profondément les pays d'Extrême-Orient et au-delà.

A la mort, en février dernier, du « dirigeant suprême » de la Chine, Deng Xiaoping (Teng Hsiao-ping), les porte-parole du capitalisme dans le monde entier se sont répandus en commentaires. Ils ont fait l'éloge de ses « réformes » de marché, qui ont conduit à la privatisation des petites et moyennes industries, et ont ouvert des régions entières du pays aux investissements capitalistes étrangers. Cependant, les plus perspicaces des médias bourgeois notaient aussi que ces « réformes » avaient créé une situation propice aux troubles sociaux. Déplacés par la liquidation des communes rurales et le retour à l'agriculture privée, plus de cent millions de paysans pauvres ou de condition moyenne affluent dans les villes pour y chercher du travail. En même temps, l'écart se creuse, en termes de développement économique et de niveau de vie, entre, d'une part, la région côtière du sud-est et le delta du Yangtze, qui sont les premiers bénéficiaires des investissements étrangers, et, d'autre part, le reste du pays, depuis l'arrière-pays rural jusqu'aux centres d'industrie lourde étatisée, au nord-est et au centre de la Chine.

Tout en faisant l'éloge de Deng pour le « dynamisme de ses réformes », le *New York Times*, porte-parole influent de l'impérialisme US, s'inquiétait de voir « à quel point ces réformes demeurent incomplètes, et par conséquent fragiles ». Sitôt les funérailles officielles de Deng terminées, les Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes exigeaient de la Chine une diminution drastique de ses investissements dans les industries d'Etat, comme condition pour rejoindre l'Organisation mondiale du commerce et



Reuters

Place Tiananmen, Pékin, mai 1989 – Les ouvriers chinois défendaient les manifestants étudiants et s'opposaient aux « réformes » procapitalistes de Deng. Quand les travailleurs ont rejoint en masse les manifestations, le régime stalinien a tremblé.

« pour accélérer l'ouverture de l'économie du pays » (*New York Times*, 2 mars).

A cet égard, le retour de Hong-kong sous contrôle chinois, le 1^{er} juillet, après 150 ans de domination coloniale britannique, a été un événement marquant. Depuis longtemps déjà, les staliniens de Pékin déclaraient que la rétrocession ne



Les staliniens chinois se sont engagés à maintenir le capitalisme à Hong-kong après sa rétrocession. La « magie du marché » signifie néons et limousines pour une poignée de riches, tandis qu'à Hong-kong des milliers de travailleurs vivent dans des cages.



remettrait en cause en aucun cas l'économie capitaliste de Hong-kong. Et ils ne cachent pas que leur politique est la réintégration de Hong-kong et Taïwan à la Chine continentale sur une base capitaliste (« une Chine, deux systèmes »). Effectivement, le 1^{er} juillet dernier, lors d'une rencontre avec des financiers, des « dignitaires » étrangers et des membres du nouveau gouvernement (trié sur le volet) du territoire, Jiang Zemin, le président chinois, leur a assuré que « Hong-kong continuerait à opérer selon le système capitaliste ». Le départ des Britanniques n'a pas seulement été fêté par les travailleurs chinois sur place et dans le reste du monde, heureux d'en finir avec l'humiliation coloniale. Il a aussi été fêté par la bourgeoisie chinoise, et à la Bourse le cours des actions a fait un bond à la veille de la réintégration de Hong-kong à la Chine.

De plus, au quinzième congrès national du Parti communiste chinois (PCC), en septembre dernier, le régime de Jiang a adopté un plan de bradage de la plus grande partie de l'industrie étatisée chinoise, qui prévoit de la transformer en sociétés par actions. Cette transformation reviendrait à liquider ce qui reste de l'économie planifiée mise en place à la suite de la Révolution chinoise de 1949. Pour entreprendre cette privatisation générale de l'industrie étatisée, il faudrait que se consolide un régime contre-révolutionnaire déterminé à se soumettre aux exigences du marché (c'est-à-dire du système capitaliste) et à les imposer. Cette transformation, qui entraînerait des licenciements massifs et autres attaques brutales contre le prolétariat, ne pourrait pas se produire sans briser la résistance d'une classe ouvrière chinoise de plus en plus combative.

Les héritiers politiques de Mao Zedong (Mao Tse-toung) ont mené la Révolution chinoise à l'abîme. Lorsque l'armée de guérilla paysanne de Mao a pris le pouvoir en 1949, renversant le régime nationaliste du Guomindang (Kuomintang) de Chiang Kai-shek, elle a brisé la domination capitaliste et libéré le pays du joug de l'impérialisme japonais et

occidental. La Révolution chinoise a créé une situation qui a permis aux ouvriers, aux paysans et aux femmes de bénéficier d'acquis considérables. On a pu voir quelle énorme défaite cette révolution avait été pour les Etats-Unis et les autres puissances impérialistes, lorsque l'Armée populaire de libération (APL) chinoise est intervenue dans la guerre de Corée en 1950-1953, empêchant ainsi la Corée du Nord d'être submergée par les impérialistes américains et leur régime fantoche en Corée du Sud.

Mais ce que la Révolution de 1949 a produit, c'est un Etat ouvrier *bureaucratiquement déformé*, où une caste privilégiée détient le pouvoir sous la direction des chefs du PCC et de l'APL. Ce qui a joué un rôle déterminant dans cet état de

édition française

SPARTACIST 

Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITE DE REDACTION : Elizabeth Gordon et Xavier Brunoy (responsables), Blandine Hauser (coordination), Susan Adrian, Helene Brosius, Carine Gance, Henri Riemann, Alison Spencer

REALISATION : Susan Fuller

DIFFUSION : Mindy Sanders (New York), Henri Riemann (Paris)

SPARTACIST PUBLISHING COMPANY
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
Téléphone : 1 (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

numéro 31



automne 1997



Burke/Life

L'Armée populaire de libération victorieuse fait son entrée à Pékin en 1949. La révolution de Mao a renversé Chiang Kai-shek et le régime capitaliste du Guomindang, mais les masses prolétariennes chinoises ont été maintenues à l'écart.

choses, c'est l'atomisation du prolétariat chinois. Celui-ci venait de subir vingt ans de répression meurtrière tant aux mains du Guomindang que de l'occupation japonaise brutale qui avait débuté par la conquête de la Mandchourie en 1931, et qui s'était étendue aux grandes villes en 1937. La classe ouvrière chinoise avait aussi été cruellement trahie à plusieurs reprises par le stalinisme, notamment lors de la défaite de la Révolution de 1925-1927. De plus, la Chine avait connu un sévère déclin économique lié à la crise économique des années 1930, qui avait considérablement diminué les possibilités de reprise de la lutte syndicale, fût-elle élémentaire.

Il y avait une différence qualitative entre la Révolution chinoise de 1949 et la révolution russe d'Octobre 1917, dirigée par le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky. L'Etat créé par la Révolution russe était un régime de démocratie prolétarienne, issu du pouvoir des soviets (conseils) d'ouvriers, de paysans et de soldats. La révolution d'Octobre avait été faite par un prolétariat qui avait une conscience de classe, qui était passé par de longues années de lutte politique et qui voyait la prise du pouvoir comme la première étape de la révolution socialiste mondiale.

Par contre, c'est un bouleversement social militaro-bureaucratique qui a mis le PCC au pouvoir. Le pouvoir maoïste, prenant modèle sur l'URSS sous le régime bureaucratique de Staline, a adopté le dogme stalinien de la construction du « socialisme » dans un seul pays. Rejetant la conception marxiste fondamentale que le socialisme ne peut être construit qu'au plus haut niveau technologique et économique, ce qui nécessite l'extension de la révolution socialiste aux pays industriels avancés, ce schéma nationaliste exprimait les intérêts matériels de la caste bureaucratique qui avait usurpé le pouvoir en Union soviétique en 1923-1924. De même, le régime stalinien de Mao défendait les intérêts de la bureaucratie du PCC/APL, qui est au pouvoir en République populaire de Chine depuis le début.

L'écroulement de l'Union soviétique en 1991-1992, après plusieurs décennies de pression militaire et plus encore économique de la part de l'impérialisme mondial, a démontré

une fois pour toutes la banqueroute du schéma stalinien de « socialisme dans un seul pays ». Mais si ce dogme était utopique et réactionnaire dans les conditions de l'Union soviétique, il était encore plus absurde de prétendre que la Chine, à elle seule, pouvait atteindre l'état de développement avancé nécessaire pour créer une société socialiste, alors que ce pays gémissait sous le poids d'une paysannerie extrêmement pauvre qui représentait les trois quarts de sa population. Aujourd'hui, dans le monde « post-soviétique », les pressions impérialistes sur la Chine et les autres pays où le pouvoir capitaliste et la domination impérialiste ont été renversés, à savoir la Corée du Nord, Cuba et le Vietnam, ont qualitativement augmenté, tandis que les puissances impérialistes, principalement les Etats-Unis et le Japon, se positionnent pour une lutte qui a pour enjeu le butin de la contre-révolution capitaliste.

En réaction à ces pressions, les staliniens de Pékin ont lié la Chine encore plus étroitement au marché capitaliste mondial, et ont étendu les « réformes » de Deng tout en maintenant un contrôle rigide sur une population récalcitrante. Ainsi, plus l'économie « s'ouvre » aux exploiters capitalistes, plus on serre la vis à la contestation politique. Les opposants au régime stalinien ne risquent pas seulement la prison ; ils sont confrontés à la terreur d'Etat de la peine de mort, cette pratique barbare à laquelle a aussi recours, avec une vindicte raciste, l'impérialisme US, le gendarme du « monde libre ».

En 1992, Deng avait fait une visite très médiatisée dans les « zones économiques spéciales » (ZES) capitalistes du sud de la Chine, et avait appelé à étendre les initiatives de « libre marché » à tout le pays. Et donc, les investisseurs étrangers, qui ont peur d'engloutir de l'argent dans des sociétés « post-communistes » qui s'écroulent, comme en Russie, ont par contre signé en Chine des contrats qui doubleraient leurs investissements par rapport à l'année précédente. Le régime de Pékin a commencé à parler d'« économie socialiste de marché » comme d'une transition vers une économie de marché à part entière. Dans sa quête d'investissements, il a même

déroulé le tapis rouge devant ces mêmes forces bourgeoises que la Révolution de 1949 avait renversées, et qui depuis cette époque ont accumulé d'énormes richesses à Hong-kong, Taïwan, Singapour et dans d'autres pays du pourtour du Pacifique.

Mais les rêves de restauration capitaliste pacifique et prospère des bureaucrates et des banquiers sont illusoire. L'Etat que les staliniens administrent est basé sur la révolution qui a expulsé la bourgeoisie chinoise et créé une économie nationalisée. C'est parce que l'économie chinoise est collectivisée – une condition préalable à un développement socialiste – qu'en tant que trotskystes, nous avons toujours appelé et continuons à appeler à la défense militaire de l'Etat ouvrier déformé chinois contre les forces capitalistes – et ceci inclut la défense de son droit à un arsenal nucléaire. En même temps, nous luttons pour une révolution politique prolétarienne dirigée par un parti trotskyste, pour renverser la caste dirigeante parasitaire et nationaliste qui est un obstacle au développement d'une société socialiste et qui, aujourd'hui, s'offre comme entremetteurs pour le compte des impérialistes.

L'objectif des aspirants exploiters de la Chine est essentiellement d'acquérir le droit de vendre et d'acheter des biens et de les transmettre à leurs descendants. Cela ne peut être réalisé que par la destruction, d'une manière ou d'une autre, de l'appareil d'Etat existant, et son remplacement par un nouvel appareil, basé sur le principe de la propriété privée des moyens de production. La seule force qui peut stopper la marche vers la restauration du capitalisme, c'est le prolétariat chinois. En 1989, lors des événements tumultueux dont le centre a été la place Tiananmen, les travailleurs de Pékin, rejoints plus tard par leurs camarades dans tout le pays, se sont jetés dans la bataille contre la bureaucratie discréditée et vénale. Pendant deux semaines, en mai-juin 1989, face à la résistance de masse des « lao-baixing » (les gens ordinaires) descendus dans les rues conduisant à Tiananmen, le gouvernement ne put appliquer la loi martiale qu'il avait lui-même proclamée. C'était le début d'une révolution politique. Finalement, le régime réussit à trouver des détachements loyaux de l'armée pour écraser le soulèvement dans le sang. Une vague de féroce répression, essentiellement dirigée contre la classe ouvrière, s'ensuivit dans toute la Chine.

Le prolétariat a subi une répression sanglante, mais il n'a pas été écrasé. Et aujourd'hui, on retrouve tous les éléments qui ont conduit au soulèvement de Tiananmen il y a huit ans sous une forme accentuée : corruption flagrante des bureaucrates, inflation, mécontentement paysan massif. L'insécurité économique augmente au fur et à mesure que le régime cherche à supprimer la « garantie du bol de riz » : un emploi à vie et autres avantages sociaux, qui sont des acquis de la Révolution de 1949 auxquels les travailleurs sont profondément attachés. Depuis 1991, le nombre de grèves et de manifestations ouvrières, dans l'industrie d'Etat comme dans l'industrie privée, ne fait qu'augmenter chaque année. A la différence des travailleurs de Pologne, d'Allemagne de l'Est et d'Union soviétique, qui après des décennies de menottes staliniens se sont dans une large mesure fait bernier par la propagande de l'Ouest comme quoi le « marché libre » capitaliste leur offrirait une vie d'abondance, les ouvriers chinois ont déjà fait l'expérience de la « magie du marché », et savent qu'ils ne seront pas parmi les gagnants.

L'intensification des luttes ouvrières en Chine indique que

la classe ouvrière ne va pas se laisser enlever ses droits sans combat. Un exemple des plus spectaculaires s'est produit dans la ville d'Harbin, dans la province du Heilongjiang, le 1^{er} janvier dernier (*Hong Kong Economic Journal*, 21 janvier). Des familles entières autrefois employées dans l'industrie d'Etat de la betterave à sucre et du lin n'avaient pas été payées depuis des mois – conséquence des nouvelles « réformes » économiques capitalistes. Même les maigres subsides « de première nécessité » avaient été supprimés entre la Fête de la mi-automne et celle des Bateaux-Dragons. Les travailleurs sont « passés à l'action pour se procurer de la nourriture et des vêtements » ; ils ont pris le contrôle des ateliers, ouvert les entrepôts et saisi les stocks de sucre. Ces actions ouvrières d'autodéfense organisées ont été menées en chantant *l'Internationale*, dont les paroles en chinois proclament : « Il n'est pas au monde de héros, ni d'immortels, ni d'empereurs. Tout appartient aux travailleurs. Nous devons nous soulever pour nous sauver nous-mêmes. » Mais le 1^{er} janvier, environ quatre mois après, les ouvriers n'avaient toujours pas reçu un centime. Dans un geste de désespoir, des ouvriers plus âgés s'étaient rassemblés avant l'aube et étaient allés s'allonger sur les rails du chemin de fer, pour se tuer afin d'alléger le fardeau économique pesant sur leurs enfants et leurs petits-enfants. Quand les membres de leurs familles, atterrés, découvrirent ce qui se passait, ils se massèrent eux aussi sur les voies de chemin de fer. Bientôt, plus de 3 000 ouvriers de l'usine textile Acheng entamaient un sit-in sur les rails, tandis qu'un millier d'autres habitants du voisinage observait la scène. Pendant toute une journée, le sit-in paralysa le trafic ferroviaire sur la ligne de Binsui, qui relie Shanghai et Pékin, au sud, à la frontière sino-russe, au nord. Les dirigeants locaux et nationaux du PCC envoyèrent rapidement des « négociateurs », qui arrivèrent à un « compromis » avec les ouvriers pour mettre fin au sit-in.

Mais même des actions aussi spectaculaires et combatives que celles-ci, si elles restent au niveau économique, ne

Disponible en chinois

La « Déclaration de principes » adoptée en septembre 1966 par la conférence de fondation de la Spartacist League/US est maintenant disponible dans une édition bilingue chinois/anglais

(10 pages)

France : 5 FF

USA : US\$ 1

Canada : Cdn\$ 1.25

Pour toute commande :

Le Bolchévick, BP 135-10,
75463 Paris Cedex 10
France

Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO, New York
NY 10116, USA





Scott/BBC

Dans les manifestations de 1989, les ouvriers qui protestaient contre la corruption et les autres effets de la marche vers l'« économie de marché » se rapprochaient à l'« égalitarisme » que prétendait prôner le régime de Mao. La pancarte de droite dit : « Le grand frère aîné est en colère », c'est une référence à la classe ouvrière.

suffiront pas à stopper la vague contre-révolutionnaire. Il faut que la classe ouvrière agisse au niveau politique. La question est : « Le fonctionnaire finira-t-il par dévorer l'Etat ouvrier ou la classe ouvrière réduira-t-elle le fonctionnaire à l'incapacité de nuire ? », comme l'écrivait le dirigeant révolutionnaire russe Léon Trotsky dans *la Révolution trahie* (1937), son analyse de la dégénérescence de la Révolution russe sous le stalinisme. En tant que trotskystes, nous avons lutté pour un programme de *révolution politique prolétarienne* conduite par un parti bolchévique : apporter la conscience socialiste révolutionnaire à la classe ouvrière, pour balayer la bureaucratie, instaurer le pouvoir des soviets ouvriers et rendre l'Union soviétique à son rôle de quartier général de la révolution socialiste mondiale.

C'est le programme de la révolution politique qu'il faut aujourd'hui en Chine pour que les ouvriers et les masses paysannes pauvres puissent sortir victorieux des combats de classes à venir. Dans le cadre de son combat pour reforger la Quatrième Internationale de Trotsky, la Ligue communiste internationale cherche à construire un parti communiste égalitariste, sur la base du programme des bolchéviks de Lénine et Trotsky et du Parti communiste chinois des premières années. Ce parti établirait un lien entre la lutte contre la bureaucratie stalinienne corrompue en Chine et les luttes de classe des ouvriers combattifs d'Indonésie et de Corée du Sud contre leurs dirigeants capitalistes, ainsi qu'avec ceux des centres impérialistes comme le Japon. C'est seulement en étendant la révolution socialiste à ces pays qu'on pourra éliminer une bonne fois pour toutes la menace d'un retour à l'esclavage capitaliste et jeter les bases du développement de la Chine dans une Asie socialiste.

De l'autarcie maoïste à l'« économie socialiste de marché »

Les révolutions sociales qui ont eu lieu au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale en Europe de l'Est, en Yougo-

slavie, en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam et à Cuba ont posé de nouveaux problèmes théoriques pour la Quatrième Internationale trotskyste, dont les militants et la direction avaient été décimés pendant les années de guerre. Lorsque, contre toute attente, des guérillas dirigées par des staliniens, en Yougoslavie et en Chine, remportèrent la victoire, et que d'autres Etats ouvriers déformés furent créés dans toute l'Europe de l'Est, la direction révisionniste de Michel Pablo et Ernest Mandel adopta la position selon laquelle les staliniens pouvaient suivre un cours « approximativement » révolutionnaire, et que, par conséquent, des partis trotskystes n'étaient plus nécessaires.

Cette ligne liquidationniste conduisit en 1951-1953 à la destruction de la Quatrième Internationale en tant que parti mondial de la révolution socialiste. Le suivisme de Mandel/Pablo envers le PCC de Mao a confirmé les conséquences mortelles de la ligne pabliste : Pablo traita calomnieusement de « fugitifs de la révolution » les trotskystes chinois qui avaient été jetés dans les geôles de Mao après une rafle systématique en 1952 et il escamota aussi un appel en leur faveur écrit par Peng Shuzhi (Peng Shu-tse), dirigeant trotskyste chinois qui avait pu quitter le pays avant que la répression ne s'abatte.

Mais même parmi les trotskystes qui combattaient le révisionnisme pabliste, il y avait une grande confusion sur la nature de la Révolution chinoise. Le Socialist Workers Party (SWP) américain, dirigé par le pionnier du trotskysme américain James P. Cannon, pas plus que Peng et d'autres, ne reconnut qu'un bouleversement social fondamental s'était produit en 1949. Ils conclurent plus tard que c'est seulement après l'expropriation de ce qui restait de la bourgeoisie chinoise en 1953-1955 que la Chine était devenue un Etat ouvrier déformé. Cette confusion découlait d'une « orthodoxie » stérile : pour essayer de contrer la ligne des pablistes selon laquelle la Quatrième Internationale n'était plus nécessaire, ils refusaient de reconnaître que la victoire des forces staliniennes avait produit des bouleversements sociaux. Ce qui manquait dans cette analyse, c'était la distinction importante à faire entre un Etat ouvrier comme celui issu de



La « Révolution culturelle » : des Gardes rouges brandissent le « petit livre rouge » de Mao. La fraction de Mao lança l'armée et les Gardes rouges contre ses opposants à l'intérieur de la bureaucratie.

Der Spiegel



Construction d'un canal pendant le « grand bond en avant » de la fin des années 1950. Les tentatives maoïstes d'industrialisation accélérée par la mobilisation massive de main-d'œuvre menèrent à l'effondrement économique total.

la révolution d'Octobre et les Etats ouvriers déformés comme la Chine de Mao ou la Yougoslavie de Tito. Dans ces derniers, il fallait faire une révolution politique contre les régimes bureaucratiques pour défendre et étendre les acquis de ces révolutions. (La dégénérescence définitive du Socialist Workers Party américain devint manifeste lorsqu'il caractérisa Fidel Castro de « trotskyste inconscient », et rejeta le programme trotskyste de révolution politique prolétarienne à Cuba. La « Revolutionary Tendency » [Tendance révolutionnaire] dans le SWP, qui combattit cette dégénérescence pabliste, fut bureaucratiquement exclue et donna naissance à la Spartacist League, elle-même à l'origine de la Ligue communiste internationale. (Cette histoire est retracée dans notre série *Marxist Bulletin*.)

Résumant l'expérience des révolutions d'après-guerre, la Spartacist League écrivait dans sa « Déclaration de principes » de 1966, à propos des forces de guérilla petites-bourgeoises : « Dans certaines conditions, à savoir : l'extrême désorganisation de la classe capitaliste dans le pays colonial et l'absence d'une classe ouvrière luttant en son propre nom pour le pouvoir social, des mouvements de ce genre peuvent supprimer les relations de propriété capitalistes, mais ils ne peuvent pas porter la classe ouvrière au pouvoir politique. Ils créent plutôt des régimes bureaucratiques et antiouvriers qui empêchent le développement de ces révolutions vers le socialisme » (*Spartacist* édition française n° 7, automne 1974). L'Union soviétique, en tant que contrepoids aux puissances impérialistes, a joué un rôle capital dans la création des Etats ouvriers déformés. Ainsi, les fauteurs de Guerre froide américains ont été dissuadés de déclencher des frappes nucléaires contre la Chine et le Vietnam de peur d'une riposte des forces nucléaires soviétiques.

Dans le monde « post-soviétique », les staliniens chinois cherchent à étendre les « réformes » capitalistes pour faire partie (ainsi que leurs rejetons) des nouveaux exploités de la

Chine. Comme l'écrivait Trotsky dans *la Révolution traquée* :

« On objectera peut-être que peu importe au gros fonctionnaire les formes de propriété dont il tire ses revenus. C'est ignorer l'instabilité des droits du bureaucrate et le problème de sa descendance. Le culte tout récent de la famille soviétique n'est pas tombé du ciel. Les privilèges que l'on ne peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or, le droit de tester est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante. Au contraire, la victoire du prolétariat sur la bureaucratie marquerait la renaissance de la révolution socialiste. »

C'est ainsi que le parti qui jadis menait une guérilla spartiate contre Chiang Kai-shek et les occupants japonais produit maintenant des hauts fonctionnaires qui se déplacent en Rolls-Royce pour rencontrer des banquiers de Hong-kong autour de repas qui coûtent plusieurs fois le revenu annuel d'un paysan. La révolusion face à la corruption omniprésente des dirigeants chinois aujourd'hui a contribué à susciter une certaine nostalgie pour l'époque de Mao Zedong. James Miles, observateur perspicace qui passa huit ans en Chine comme correspondant de la BBC, remarquait à propos de la Chine du début des années 1990 :

« On entendait soudain partout – dans les trains, les taxis, dans les bars et les restaurants – de vieilles chansons maoïstes, généralement agrémentées d'une rythmique disco pour les mettre au goût du jour. Fin 1991, plus d'une douzaine de cassettes de ces chansons étaient sur le marché, et plus de 10 millions d'exemplaires avaient été vendus [...]. D'après les chiffres chinois, probablement quelque peu exagérés mais néanmoins indicatifs d'un état d'esprit, les livres de Mao sont maintenant plus demandés que les romans d'amour ou de kung-fu. »

– *The Legacy of Tiananmen – China in Disarray*
[L'Héritage de Tiananmen – La Chine en désarroi]
(University of Michigan Press, 1996)

Pour les citoyens chinois, comme le notait Miles, « c'était une occasion de s'adonner à la nostalgie de ce qu'ils voyaient comme l'époque relativement dépourvue de corruption du

Le régime maoïste voyait en Sukarno le dirigeant de la « bourgeoisie progressiste ». Ci-dessous, Zhou Enlai avec Sukarno à Djakarta en 1965.

A droite, la même année, rafle de communistes à Djakarta. Plus d'un demi-million de communistes, d'ouvriers, de paysans et de membres de l'ethnie chinoise furent massacrés.

Der Spiegel



pouvoir maoïste ». Cette nostalgie contribue à associer à tort Mao avec le communisme et l'égalitarisme, en présentant son régime comme fondamentalement différent de celui de Deng. Mais même si Mao appelait le PCC à « servir le peuple », alors que Deng proclamait que « devenir riche est un titre de gloire », ils ne représentent l'un comme l'autre rien de plus que des pôles différents d'une même bureaucratie antiprolétarienne.

Depuis l'époque où il s'est emparé des rênes de la direction du PCC, au début des années 1930, Mao a donné au stalinisme chinois une tournure nationaliste-paysanne particulière, qui se référait à peine, ne fût-ce que formellement, aux concepts marxistes. La révision antimatérialiste du marxisme par Mao peut se résumer dans cette déclaration de 1960 : « Lénine a dit : « Plus le pays est arriéré, plus sa transition vers le socialisme est difficile. » Maintenant il semble que cette façon de parler est incorrecte. En fait, plus l'économie est arriérée, plus facile, et non plus difficile, est la transition du capitalisme vers le socialisme. » Ce que Lénine comprenait, c'est que pour réaliser le socialisme – étape inférieure de la société communiste sans classes – il faut éliminer la pénurie, et que ceci ne peut être fait que sur la base du niveau technologique le plus élevé possible. Pour cela, il faut que de nombreux pays avancés, industrialisés, contribuent à cet effort sur la base d'une planification socialiste. Mais Mao, le nationaliste messianique, réprouvait totalement cette conception.

Le régime maoïste a été marqué par un volontarisme et un

aventurisme extrêmes. Après la collectivisation de l'agriculture, Mao lança en 1958 le « grand bond en avant », tentative utopique de catapultier la Chine au statut de pays industrialisé en mobilisant massivement la main-d'œuvre paysanne. Les « hauts fourneaux des cours de ferme » construits dans toutes les campagnes furent un symbole de la folie de ce projet. Pour remplir leurs quotas de production d'acier, on finit par fondre les casseroles et les poêles à frire des paysans. Cette campagne conduisit à une désorganisation économique extrême et à une des pires famines de l'histoire.

A la suite de ce « grand bond » en arrière, Mao perdit la direction de la bureaucratie centrale au profit d'une faction plus pragmatique conduite par Liu Shaoqui (Liu Shao-chi) et Deng Xiaoping. Mais en 1966, Mao contre-attaqua en lançant la « Révolution culturelle ». Pendant ces « dix années perdues », comme on appela plus tard cette période, les universités et les usines furent fermées et les scientifiques envoyés dans les campagnes pour « apprendre au contact des paysans ». Les « Gardes rouges » étudiants furent mobilisés pour traquer les ennemis de Mao, qui furent dénoncés comme « partisans de la voie capitaliste » ; ils semèrent le chaos dans les entreprises et dans les écoles jusqu'au moment où on envoya l'APL, sous la direction de Lin Biao (Lin Piao) pour les remettre au pas.

Beaucoup de militants de gauche, à l'extérieur de la Chine, prirent ce que disait Mao pour argent comptant quand celui-ci prétendit mener une lutte de masse contre la « bureaucratie » – entre autres, les prétendus « trotskystes orthodoxes » du Comité international dirigé par Gerry Healy, dont le « Socialist Equality Party » de David North colporte maintenant le « trotskysme » de contrefaçon. Le journal britannique de Healy, *Newsline* (21 janvier 1967) claironnait que « les meilleurs éléments, conduits par Mao et Lin Piao, ont été forcés de sortir du cadre du parti et d'appeler la jeunesse et la classe ouvrière à intervenir » dans cette bataille « antibureaucratique ». La Révolution culturelle n'était en fait qu'une gigantesque bataille entre deux ailes de la bureaucratie, celle de Mao/Lin et celle de Liu/Deng, dont aucune ne méritait le moindre soutien politique de la part de trotskystes.

Liu Shaoqui, purgé, mourut en prison. Mais Deng Xiaoping survécut, et fut réintégré dans le cercle dirigeant en

1973 par Mao et son lieutenant, le Premier ministre Zhou Enlai (Chou En-lai). En 1978, deux ans après la mort de Mao et la purge des enrégés pro-Mao de la « bande des quatre », Deng prit la direction du parti. Initialement, son programme était d'introduire des « correctifs de marché » dans l'économie centralisée. Au cours des années suivantes, une avalanche de mesures fut décrétée et celles-ci démantelèrent l'agriculture collectivisée et établirent les « zones économiques spéciales » pour les investissements capitalistes étrangers, dans lesquelles sévit une exploitation brutale.

Malgré ce que prétendent certains universitaires et certaines organisations de gauche qui exècrent Deng et tiennent Mao pour une alternative révolutionnaire, Deng était à beaucoup d'égards le successeur logique de Mao. L'objectif des « réformes » de marché de Deng, qu'il appelait le « socialisme avec des caractéristiques chinoises », était le même que celui de Mao : faire de la Chine non seulement un État-nation moderne, mais aussi une puissance mondiale. Deng et ses partisans argumentaient que ces « réformes » étaient nécessaires pour mener à bien les « quatre modernisations » – industrie, agriculture, science et technologie, et défense militaire. Moderniser la Chine demeure une tâche révolutionnaire fondamentale. Mais les staliniens ont toujours été les ennemis irréductibles de la seule perspective qui puisse permettre de réaliser cette tâche : l'extension de la révolution socialiste aux pays capitalistes avancés, comme le Japon, qui dans le cadre d'une planification internationale peuvent fournir les ressources techniques nécessaires pour moderniser la Chine.

L'introduction des « réformes » de marché sous Deng a suivi un cours inhérent au régime bureaucratique stalinien. Pour fonctionner efficacement, l'économie planifiée centralisée, qui est un préalable nécessaire au développement socialiste, doit être administrée par un gouvernement de conseils ouvriers élus démocratiquement. Mais les bureaucrates staliniens sont hostiles à toute expression de démocratie ouvrière, à laquelle ils substituent le commandisme

administratif arbitraire. Les déséquilibres sont inévitables dans une économie planifiée lorsque celle-ci est administrée bureaucratiquement. Les régimes staliniens doivent alors introduire des mesures de marché capitalistes : assouplissement de la planification économique, obligation pour les usines de produire pour le marché, encouragements aux entreprises privées et aux investissements capitalistes étrangers. Les expériences similaires de « socialisme de marché » en Yougoslavie et en Hongrie dans les années 1970 et 1980, ainsi que les réformes de la *perestroïka* de l'ex-dirigeant soviétique Gorbatchev, ont favorisé le développement de forces bourgeoises locales, qui avec le soutien total des puissances impérialistes ont finalement eu raison de ces États ouvriers. L'« économie socialiste de marché » chinoise a de même engendré une bourgeoisie locale naissante, qui joue dans une large mesure le rôle d'agent local du capital étranger.

L'alliance criminelle de la Chine avec l'impérialisme US

Ce qui lie les régimes de Mao, de Deng et de Jiang Zemin, le dirigeant actuel de la Chine, c'est le nationalisme inhérent au stalinisme. Aujourd'hui la bureaucratie proclame que la Chine a accédé au statut de « superpuissance », et vante les valeurs chinoises « traditionnelles ». Mais il y avait déjà un messianisme national similaire sous le régime de Mao. Un exemple du nationalisme arriéré qui définissait la « pensée de Mao », c'était son opposition au contrôle des naissances. Clairement irrationnelle dans un pays pauvre subissant une formidable pression démographique, cette position était directement liée au fait que la base de Mao était la paysannerie, pour qui la famille est traditionnellement l'unité de production de base.

C'est sur les questions internationales que le régime maoïste a montré le plus clairement sa nature anti-révolutionnaire. Dans ses premières années, le régime du PCC était allié à l'Union soviétique, et s'était lancé en 1953 dans un plan quinquennal à la soviétique. Mais plus tard,

Wide World



Magnum



Mao serre la main à Nixon en 1972, pendant que les bombes et le napalm des impérialistes américains pleuvent sur le Vietnam.



Workers Vanguard

Les trotskystes manifestent contre l'invasion du Vietnam par la Chine en 1979 : « Chine : ne faites pas les basses besognes de l'impérialisme américain ! »

dans la même décennie, après la désorganisation économique et l'irrationalité du « grand bond en avant », la Chine se plaignit de l'insuffisance de l'aide soviétique. Cela conduisit à la rupture entre les staliniens de Pékin et ceux de Moscou. A peine quelques années plus tard, Mao proclamait que le « social-impérialisme soviétique » était un danger encore plus grand que les Etats-Unis, position qui concordait parfaitement avec l'objectif stratégique des dirigeants américains : détruire l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. La frontière sino-soviétique devint bientôt la plus militarisée du monde.

L'URSS sous Staline et ses successeurs n'était certainement pas un modèle d'internationalisme révolutionnaire. Sous Khrouchtchev, l'Union soviétique refusa même de soutenir la Chine dans sa guerre frontalière avec l'Inde capitaliste en 1959. Mais malgré toutes les dénonciations tonitruantes de Mao contre le « révisionnisme » soviétique, la politique étrangère maoïste était fondamentalement identique à celle du Kremlin. Toutes les deux dérivait du précepte nationaliste du « socialisme dans un seul pays », qui conduisait les staliniens à chercher un *modus vivendi* avec l'impérialisme et à fraterniser avec une flopée de régimes nationalistes-bourgeois anticommunistes du « tiers-monde » pour conclure des accords commerciaux et diplomatiques. Cela a été symbolisé par la conférence de Bandung en Indonésie en 1956, au cours de laquelle le gouvernement chinois a signé la déclaration de « coexistence pacifique », où il s'engageait à la « non-ingérence » dans les affaires des Etats bourgeois néocoloniaux.

Le résultat le plus désastreux du pacte de non-agression de la Chine avec les nationalistes-bourgeois a été l'Indonésie en 1965. Le régime de Mao imposa au Parti communiste indonésien (PKI) de maintenir à tous prix un bloc politique avec le régime « anti-impérialiste » de Sukarno, un allié de Pékin (le PKI était le plus grand parti communiste du monde capitaliste, avec trois millions de membres et plusieurs fois autant de sympathisants). Se basant sur le schéma stalinien de la révolution par « étapes » – d'abord une révolution limitée à la démocratie (bourgeoise), suivie plus tard seulement par une lutte pour le socialisme –, le PKI adopta une politique de « *gotong royong* » (« unité nationale ») avec la bourgeoisie indonésienne et son armée, allant jusqu'à forcer les ouvriers à rendre aux capitalistes

les usines qu'ils avaient saisies.

Les ouvriers ayant été politiquement endormis par les directions traîtres de Pékin et du PKI, l'état-major de l'armée indonésienne put faire un coup d'Etat, sous la direction du général Suharto. Ce coup d'Etat déboucha sur un épouvantable bain de sang. Tandis que des bandes intégristes islamiques perpétrèrent des massacres contre l'ethnie chinoise, le régime assassina plus d'un demi-million de militants et de sympathisants communistes. La réaction de Pékin à cette catastrophe fut de protester contre la persécution des ressortissants chinois et de « déplorer » la rupture des relations amicales entre les deux gouvernements ! Avant 1967, ce massacre anticommuniste ne fut même pas mentionné dans les publications chinoises.

L'élimination de la « menace communiste » dans ce pays stratégique du pourtour du Pacifique enhardit les impérialistes américains, qui intensifièrent considérablement leur invasion du Sud-Vietnam, pour tenter d'écraser la lutte de libération du Nord-Vietnam et du Front national de libération (FNL) au Sud. D'un autre côté, la consolidation de l'Indonésie comme bastion de l'anticommunisme du « monde libre » permit plus tard que se développe une aile « défaitiste » de la bourgeoisie américaine, à mesure que les héroïques combattants vietnamiens la chassaient d'Indochine. Même le « faucon » Richard Nixon intitula ses mémoires *No More Vietnams* [Plus jamais de Vietnam], ce qui reflétait le fait qu'une partie de la classe dirigeante américaine pensait que les Etats-Unis pouvaient se retirer de leur guerre *perdue* sans risquer de mettre en péril leurs intérêts stratégiques en Asie du Sud-Est.

On a pu voir un autre exemple des résultats criminels du nationalisme stalinien pendant la guerre du Vietnam, quand la Chine de Mao refusait de laisser passer l'aide militaire soviétique destinée au Vietnam – aide qui d'ailleurs était souvent inférieure au matériel militaire que le Kremlin livrait à ses « alliés » bourgeois, comme l'Egypte de Nasser. A l'apogée de la Révolution culturelle, alors que dans le monde entier des militants de gauche considéraient la Chine de Mao comme une alternative révolutionnaire aux bureaucrates sclérosés du Kremlin, la Spartacist League insistait qu'étant donné l'hostilité du régime de Mao envers l'Union soviétique, « on ne peut pas écarter la possibilité d'une alliance impérialiste avec la Chine contre les Russes » (« Le

menchévisme chinois », *Spartacist* édition anglaise n° 15-16, avril-mai 1970).

Cette prédiction fut confirmée par le rapprochement officiel entre les Etats-Unis et la Chine, symbolisé par la visite du criminel de guerre Nixon en Chine en 1972, alors même que les bombes américaines pleuvaient sur l'Indochine. En opposition à cela, la Spartacist League appelait à l'« unité communiste contre l'impérialisme », ce qui nécessitait une révolution politique contre les gouvernements de Moscou et de Pékin. A cette époque, la Spartacist League a pu gagner au trotskysme des groupes et des individus qui rompaient avec le maoïsme parce que la Chine trahissait des luttes révolutionnaires partout dans le monde.

Cette politique de coups de poignard dans le dos à l'encontre du Vietnam s'est aggravée sous Deng. Quatre ans après que l'armée nord-vietnamienne et le FNL eurent chassé les Etats-Unis et leur régime fantoche, la Chine décida de « donner au Vietnam une leçon sanglante » et envahit le pays. Ils se lancèrent dans cette honteuse entreprise parce que les troupes vietnamiennes avaient chassé du pouvoir Pol Pot, l'exterminateur du Cambodge et allié de la Chine. Dénonçant la trahison de Pékin, nous déclarions : « Que la Chine ne fasse pas les basses besognes de l'impérialisme américain ! » (supplément au *Bolchévik* n° 11, mars 1979). Finalement, ce fut l'armée aguerrie du Vietnam qui au contraire donna une bonne leçon à Pékin. Peu après la défaite cuisante que lui infligea le Vietnam, la Chine apporta en Afghanistan son soutien aux *moudjahidin* islamistes réactionnaires, ennemis jurés des femmes, soutenus par les Etats-Unis et qui combattaient l'Armée rouge soviétique intervenue dans ce pays en 1979.

L'alliance de la Chine avec les Etats-Unis, inaugurée par Mao et Zhou Enlai, prépara le terrain à la politique de « porte ouverte » à l'exploitation impérialiste de Deng dans la période suivante. Aujourd'hui, les héritiers de Mao ne se réclament même pas formellement des buts du socialisme ; ils s'offrent au contraire ouvertement comme compradors (agents) de l'impérialisme. Mais ils ont beau claironner le « succès » de leurs « réformes » économiques, celles-ci n'en ont pas moins créé d'énormes fissures dans la société. A tout moment des troubles considérables risquent d'exploser, par exemple le soulèvement qui s'est produit à Tiananmen en 1989, et qui a failli mettre fin à la domination de la fragile caste bureaucratique stalinienne.

Le spectre de Tiananmen

Vers la fin des années 1980, les effets de la politique économique de la « porte ouverte » en Chine se faisaient sentir dans toute la société. La colère populaire contre la corruption grondait, tandis que de plus en plus de responsables du parti entrant dans le monde des affaires se mettaient à piller les ressources de l'Etat, et étalaient de façon ostentatoire leur richesse toute neuve. Alors que les « zones économiques spéciales » de la région côtière du sud-est connaissaient un boom dans le secteur du bâtiment, la population urbaine dans toute la Chine subissait de plein fouet une forte inflation, phénomène nouveau et choquant dans la République populaire. En 1988, le taux d'inflation officiel était de 19 %, chiffre inférieur à la réalité vécue par les habitants des villes mais qui n'en représentait pas moins un triplement par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, les salaires dans l'industrie d'Etat n'augmentaient cette année-là que de 1 % environ. Dans les années qui précède-

rent 1989, les revenus et la sécurité de l'emploi étant en baisse, les luttes ouvrières se multipliaient. Dans les campagnes, la production de céréales s'écroulait, provoquant des pénuries alimentaires dans les villes, tandis que les revenus des paysans stagnaient eux aussi. Cela accéléra l'exode de dizaines de millions de travailleurs des champs vers les villes.

C'est au printemps de 1989 que les tensions sociales générées par les « réformes » de marché explosèrent, quand les travailleurs de Pékin se joignirent à la lutte des manifestants étudiants de la place Tiananmen. Le poids social qu'ils y apportaient provoqua une crise qui faillit être fatale aux dirigeants staliniens. Tiananmen, la plus grande place publique du monde, est le centre politique de la Chine. Au sud, se trouve le mausolée de Mao ; à l'extrémité ouest le « Grand Hall du Peuple », un gigantesque lieu de réunion gouvernemental ; et au centre s'élève le monument aux héros de la Révolution chinoise. Le quartier général du PCC, le complexe de Zhongnanhai, n'est qu'à quelques centaines de mètres de là.

C'est à Tiananmen que Mao a proclamé la République populaire en 1949. Depuis lors, c'est l'endroit choisi pour les cérémonies officielles, les rassemblements et les défilés militaires. Mais c'est aussi, à l'occasion, le théâtre de manifestations de protestation de masse. Et de la mi-avril jusqu'au 4 juin 1989, la place a été occupée par des dizaines de milliers d'étudiants et d'ouvriers qui défiaient le régime honni de Deng.

Un récent documentaire de Carmela Hinton, intitulé *la Porte de la Paix céleste*, brosse un tableau intéressant des événements de Tiananmen. Ce film inclut un bref historique des manifestations précédentes à cet endroit, dont la plus significative avait été celle du 5 avril 1976, lorsque les habitants de Pékin étaient venus en masse déposer des fleurs en hommage au Premier ministre Zhou Enlai, qui venait de mourir. Tout à la fin de la Révolution culturelle, cette manifestation, qui avait commencé comme un hommage à Zhou, se transforma en manifestation de masse contre la « bande des quatre », et fut violemment dispersée. Selon toute probabilité, les manifestations étaient une manipulation de Deng et de sa faction, qui étaient engagés dans une bataille pour la succession de Mao, alors très malade. Néanmoins, les masses qui affluaient sur la place Tiananmen exprimaient leur désir de mettre fin au chaos destructeur de la fort mal nommée Révolution culturelle.

Les événements de 1989 ont évolué dans un sens qualitativement différent, néanmoins l'occupation de Tiananmen a commencé elle aussi par un rassemblement en hommage à un défunt, cette fois-ci l'ex-secrétaire général du PCC Hu Yaobang, qui était mort le 15 avril. Hu était très respecté pour le simple fait qu'il était un des seuls responsables de premier plan à n'être pas personnellement impliqué dans la corruption. Bien qu'étant un protégé de Deng, Hu avait été contraint de démissionner à la suite des manifestations étudiantes de 1986-1987, auxquelles commençaient à prendre part des ouvriers à Shanghai, la plus grande ville et le plus grand centre commercial de Chine.

Les événements de Tiananmen en 1989 commencèrent quand des étudiants du département d'histoire du Parti de l'Université du peuple enfourchèrent leurs bicyclettes en pleine nuit pour aller déposer des fleurs pour Hu au Monument des Héros de la Révolution, à l'endroit exact où les habitants de Pékin avaient rendu hommage à Zhou Enlai

treize ans auparavant. Le lendemain, les étudiants des différents campus de la ville rejoignirent une manifestation qui se dirigea vers la place, en chantant l'hymne ouvrier révolutionnaire, *l'Internationale*. Il y eut ensuite un sit-in devant le Grand Hall du Peuple, et les étudiants tentèrent de faire pression sur le Congrès national populaire, censé être l'Assemblée nationale chinoise, pour que celui-ci accepte une pétition. Les étudiants, issus de familles relativement privilégiées, y compris des plus hauts échelons de la bureaucratie, estimaient qu'ils avaient une sorte de droit « naturel » à protester contre la corruption et à réclamer davantage de droits pour les étudiants. Ils exigeaient aussi une explication officielle pour le limogeage de Hu du poste de chef du parti, deux ans plus tôt.

Bientôt, jusqu'à 10 000 personnes affluèrent à Tiananmen, dont des ouvriers et des chômeurs. Quand eurent finalement lieu les funérailles de Hu, le 22 avril, des manifestations avaient éclaté dans des centres provinciaux, comme Xi'an, dans la province du Shaanxi, et Changsha, la capitale de la province du Hunan. Deux jours après les funérailles, les étudiants appelèrent à une grève officielle dans 21 universités de Pékin. Des délégations de jeunes portèrent leurs revendications dans les quartiers ouvriers, affirmant avec insistance qu'ils « ne s'opposaient pas au gouvernement ou au parti ». Le régime répondit dans un éditorial menaçant du *Quotidien du peuple* du 26 avril qui qualifiait ce qui se passait de « complot » pour détruire le système socialiste. Cependant, les manifestations continuèrent à s'amplifier et à s'étendre au reste de la Chine.

Le 4 mai, 300 000 personnes affluèrent à Tiananmen pour le 70^e anniversaire du « Mouvement du 4 mai » – mouvement qui avait commencé comme une manifestation étudiante anti-impérialiste et d'où naquit le Parti communiste chinois. Après les manifestations massives du 4 mai 1989, les dirigeants étudiants décidèrent d'engager une grève de la faim pour obliger le gouvernement à faire des concessions. La solidarité avec les grévistes de la faim conduisit à une autre gigantesque manifestation le 17 mai, marquée par la participation massive d'ouvriers des usines de la banlieue de Pékin.

A ce moment-là, le régime se vit contraint de réagir, et le 20 mai la loi martiale fut proclamée. Cela fut un tournant décisif. Pendant un mois, les dirigeants staliniens avaient laissé se développer sous leurs yeux des manifestations de défi. Mais lorsque les travailleurs entrèrent en masse dans le mouvement de protestation, Deng et ses comparses réalisèrent que s'ils ne réprimaient pas la rébellion, leurs jours étaient comptés. Comme nous l'écrivions à l'époque, « c'est parce qu'elles étaient le début d'une révolte ouvrière contre le programme de "construction du socialisme avec des méthodes capitalistes" de Deng que les manifestations ont pris un caractère de masse et potentiellement révolutionnaire » (*Workers Vanguard* n° 480, 23 juin 1989).

Les témoignages ultérieurs ont entièrement confirmé cette évaluation. Lors des premières manifestations, seul un petit nombre d'ouvriers curieux osèrent s'aventurer sur la gigantesque place. D'après tous les témoignages sur le rôle des ouvriers dans les premières manifestations, les étudiants petits-bourgeois les regardaient de haut, et les considéraient comme d'« incultes » fauteurs de trouble potentiels. Les ouvriers étaient cantonnés dans la partie ouest de la place, repoussés par le service d'ordre étudiant s'ils essayaient de s'approcher trop près du centre de l'action. Mais comme les manifestations continuaient et qu'ils se faisaient plus nom-

breux, les ouvriers commencèrent à s'organiser réellement et à avancer leurs propres revendications, ce qui donnait aux manifestations une certaine puissance sociale.

Les ouvriers étaient surtout préoccupés par l'inflation galopante et la corruption générale de la bureaucratie « communiste ». Ils avaient une haine particulière pour les enfants de Zhao Ziyang (le remplaçant de Hu comme chef du parti), de Deng et d'autres dirigeants en train de devenir fabuleusement riches grâce à leurs relations familiales. James Miles témoigne : « Une chanson particulièrement populaire parmi les manifestants commençait par ces mots : "*Dadao guandao* [à bas les bureaucrates profiteurs], *dadao guandao, fan fubai* [opposons-nous à la corruption], *fan fubai*", sur l'air de la comptine *Frère Jacques*. »

Les tracts publiés le 20 avril par un groupe connu sous le nom de Fédération autonome des ouvriers de Pékin (FAOP) réclamaient une augmentation des salaires et une stabilisation des prix, et appelaient à « rendre publics les revenus et les biens personnels des hauts responsables du parti ». Un tract intitulé « Dix questions posées au PCC » demandait : « M. et Mme Zhao Ziyang jouent au golf chaque semaine. Qui paie l'entretien du terrain, et les autres dépenses ? [...] Combien de résidences et de villégiatures les hauts responsables du parti possèdent-ils, disséminées dans tout le pays ? » Il concluait avec à-propos : « Le parti aurait-il l'amabilité d'expliquer la signification et les implications des termes suivants : i) Parti, ii) Révolution et iii) Réactionnaire » (cité dans *Voices from Tiananmen Square – Beijing Spring and the Democracy Movement* [Voix de la place Tiananmen – Le printemps de Pékin et le mouvement pour la démocratie], Mok Chiu Yu et J. Frank Harrison, Black Rose Books, 1990).

Les dirigeants de la FAOP étaient des ouvriers des grandes et moyennes entreprises d'Etat. La FAOP, qui se considérait comme une organisation ouvrière indépendante, fonctionnait en réalité d'une façon plus large. Subdivisée en départements pour la logistique, la propagande et l'organisation, elle avait une imprimerie dans un endroit secret et avait installé une station de radio dans le coin ouest de la place Tiananmen. Celle-ci était devenu un « forum démocratique » permanent : chaque nuit, elle diffusait des déclarations d'auditeurs, entrecoupées d'extraits de documents internes (*neibu*) du gouvernement qui avaient été interceptés – un gros succès parmi les auditeurs de la station. Des groupes similaires se multiplièrent bientôt à Pékin et dans tout le pays.

Un « détachement ouvrier » fut constitué pour protéger les manifestants étudiants. Des équipes « Osons mourir » – dont l'une portait le nom de « Black Panthers » – furent organisées pour intervenir contre les arrestations de manifestants par la police ; en plusieurs occasions les ouvriers obtinrent la libération de ceux qui avaient été arrêtés. Parmi les dizaines de groupes ouvriers qui commençaient à surgir, il y avait, par exemple, le « Corps des tigres volants », composé de centaines de motocyclistes. Le lendemain de la proclamation de la loi martiale, les « Tigres volants » franchirent en moto les portes de la gigantesque usine « aciérie de la capitale », distribuant des tracts et appelant les ouvriers à la grève. Comme le raconte Andrew Walder dans « Manifestations populaires dans le mouvement pour la démocratie de 1989 – la Structure des organisations de base » (1992) :

« Après la proclamation de la loi martiale à Pékin, ces groupes sont devenus plus nombreux [...] et mobiles, sillonnant la

ville pour faire face à la progression des troupes ou renforcer les barricades aux carrefours. A Pékin, de surcroît, la résistance aux troupes de la loi martiale était renforcée dans toute la ville par des organisations de quartiers au nom inconnu [...]. Si des soldats ou des véhicules de l'armée étaient repérés, les vigies sonnaient l'alarme (habituellement en frappant sur des casseroles et des poêles à frire depuis les toits), et les habitants sortis de leur maison affluaient pour rejoindre leur poste sur les barricades. »

Pendant deux semaines entières, le régime stalinien fut incapable d'appliquer la loi martiale. La première grande unité de l'APL envoyée dans la ville, la 38^e Armée, refusa d'intervenir contre les manifestants. Dans son livre *The Deng Xiaoping Era – An Inquiry into the Fate of Chinese Socialism, 1978-1994* ([L'ère Deng Xiaoping – Enquête sur le sort du socialisme chinois, 1978-1994], Hill and Wang, 1996), Maurice Meisner décrit la résistance au sommet de la hiérarchie militaire contre l'appel du régime à réprimer les manifestations :

« Le 21 mai, sept prestigieux dirigeants retraités de l'APL, dont l'ancien ministre de la Défense Zhang Aiping et l'ancien commandant en chef de la Marine Ye Fei, écrivirent une lettre ouverte à Deng Xiaoping, en sa qualité de président de la Commission militaire centrale du Parti. Ils rappelaient au dirigeant suprême de la Chine que "l'Armée populaire appartient au peuple". "Elle ne peut s'opposer au peuple, encore moins opprimer le peuple, et elle ne peut absolument pas ouvrir le feu sur le peuple et créer un incident où le sang serait versé" [...]. Quand elle fut lue aux haut-parleurs sur la place Tiananmen, cette lettre déclencha des hurras et des larmes de joie parmi les jeunes manifestants. »

Dans les rues, les militants discutaient avec les soldats de l'APL sur ce que cela signifie d'être une « armée du peuple », et les invitaient à chanter avec eux des chants révolutionnaires. Le 24 mai, la plupart des soldats reçurent l'ordre de se retirer de la ville.

A ce moment-là, le gouvernement central était en train de cesser d'exister. Les ministères avaient arrêté de travailler, et aucune proclamation officielle n'était diffusée. Même la police aurait, paraît-il, rejoint les manifestations. Il y a certaines similitudes entre les événements de Pékin et la révolte

des ouvriers hongrois en novembre 1956, quand les manifestants avaient réussi à stopper la première vague de troupes soviétiques envoyées pour les écraser. Les assemblées d'ouvriers se multipliaient, non seulement à Pékin mais dans tout le pays ; il y avait des formations embryonnaires qui auraient pu devenir des conseils ouvriers comme ceux qui étaient apparus en Hongrie en 1956, de même qu'en Russie en 1917, où ils constituèrent la base de l'Etat prolétarien après la prise du pouvoir par les bolchéviks.

Mais les ouvriers chinois ne réussirent pas à transformer cette situation exceptionnelle en lutte politique pour chasser les tyrans bureaucratiques et prendre le pouvoir en leur propre nom. Les ouvriers et la jeunesse faisaient preuve de beaucoup d'ingéniosité et d'héroïsme, mais leurs revendications restaient partielles et rudimentaires. Ceci montre combien l'intervention d'un parti révolutionnaire est nécessaire pour unir toutes les couches de la population travailleuse, la jeunesse et les femmes, sous la direction du prolétariat mobilisé comme force révolutionnaire consciente et luttant pour le pouvoir. *Tant en Hongrie en 1956 qu'en Chine en 1989, ce qui a fondamentalement manqué, c'est une direction révolutionnaire comme celle que représentait le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky en Russie en 1917.*

Soulèvements après la répression à Pékin

Début juin, le régime réussit à regrouper ses forces. Il fit venir de nouvelles troupes, en particulier la 27^e Armée. Le 3 juin, à la tombée de la nuit, quelque 40 000 soldats, appuyés par des véhicules blindés, pénétrèrent dans la ville et massacrèrent la population massée dans les rues pour leur résister. Quand les troupes arrivèrent à Tiananmen, le 4 juin au petit matin, leur première cible fut paraît-il la radio ouvrière à l'ouest de la place. Un dirigeant étudiant vit des chars écraser les tentes de la FAOP, tuant 20 personnes. Par contraste avec la guerre ouverte menée contre les travailleurs de Pékin, la plupart des étudiants restés à Tiananmen furent autorisés à partir sans représailles. Ils n'étaient alors plus qu'environ 5.000. La plupart des étudiants de

Dans la province du Henan, des ouvriers agricoles sans emploi font la queue pour acheter des billets de train pour Pékin. La misère rurale et l'accentuation des différenciations de classe dans les campagnes chassent les paysans chinois vers les villes.



l'université de Pékin avaient quitté la place quand la grève de la faim s'était étiolée, et ils avaient été remplacés par des jeunes venus de province.

Le bilan exact du massacre du 3-4 juin est impossible à établir, mais il est vraisemblable que plusieurs milliers de personnes ont été tuées ou blessées. Pourtant, la terreur de l'armée ne réussit pas à mater la rébellion. En fait, elle contribua à généraliser la résistance prolétarienne, avec la multiplication, partout en Chine, de groupes « Osons mourir ». Par exemple, le « Détachement Osons mourir des Oies sauvages » de Shanghai, décrit par Andrew Walder comme « une organisation composée d'ouvriers qui, après avoir entendu la nouvelle des événements de Pékin, se rassemblèrent pour ériger des barricades, arrêter la circulation, organiser des points de contrôle aux carrefours et crier des mots d'ordre pour protester contre le massacre ». Des groupes de citoyens contrôlèrent les rues de Shanghai et de Xi'an pendant au moins une semaine après le 4 juin. A Tianjin, les « brigades populaires » défilèrent dans les rues en appelant à une grève générale, aux cris de « Remboursez la dette du sang », et « Renversons, renversons, renversons-les tous, jusqu'à ce qu'il n'en reste plus un seul ; plus il y aura de chaos, mieux ce sera ».

Quelques semaines plus tard, les autorités organisèrent une exposition sur les manifestations au Musée d'histoire militaire de Pékin. Dans la cour il y avait une collection de véhicules militaires incendiés. A l'intérieur, une carte montrant les villes où des manifestations avaient eu lieu : plus de 80 villes y étaient répertoriées, et c'était là seulement le chiffre officiel. Avoient participé à la mobilisation plébéienne des ouvriers au chômage ou intérimaires des campagnes, qui conféraient aux manifestations une certaine rudesse. Un groupe « Osons mourir » particulièrement remuant de la ville de Harbin, dans le Nord-Ouest, marchait aux cris de « Renversons le gouvernement », « Grève générale » et « Nous voulons boire de la bière » ! Dans certains cas, l'absence de direction claire permit à des éléments ouvertement réactionnaires de faire entendre leur voix, y compris avec des mots d'ordre en faveur du Guomindang.

Même une toute petite organisation bolchévique chinoise aurait pu se développer et jouer un rôle décisif en 1989. La situation de double pouvoir qui commençait à prendre corps, lorsque les travailleurs se mirent à prendre eux-mêmes le contrôle des villes, avait besoin d'être développée en une lutte pour le pouvoir politique. Cela aurait voulu dire, entre autres, se battre pour transformer les assemblées ouvrières informelles en conseils ouvriers ouverts à tous, excepté aux tendances ouvertement contre-révolutionnaires, et pour étendre ce type d'organisation aux communautés rurales, et spécialement aux forces armées, forgeant ainsi des liens réels avec les soldats et les officiers qui ne voulaient pas tirer sur le peuple. Coordinées au niveau national, ces organisations auraient pu être la base d'un régime révolutionnaire de démocratie ouvrière opposé aux staliniens et déterminé à se battre jusqu'à la mort contre la restauration capitaliste.

Le régime justifia la répression contre les manifestations en prétextant qu'elles étaient l'expression d'une agitation « contre-révolutionnaire ». Mais ces manifestations étaient tout sauf cela. Certes, il y avait tout un éventail d'appétits politiques et sociaux exprimés par les manifestants étudiants. Des aspirations socialistes étaient souvent mélangées à de grandes illusions dans les Etats-Unis et la démocratie

bourgeoise en général. A certains moments, des orateurs de Tiananmen comparèrent leur mouvement à Solidarność en Pologne ; or celui-ci, après avoir été à l'origine un syndicat « indépendant » est rapidement devenu une formation contre-révolutionnaire, qui a joué un rôle dirigeant dans la restauration du régime capitaliste dans ce pays en 1988. Mais depuis le début, les revendications des manifestants, essentiellement pour plus de droits démocratiques et pour mettre fin à la corruption, étaient de nature égalitaire. Les ouvriers défilaient à Tiananmen avec des portraits de Mao Zedong et de Zhou Enlai, pas de Chiang Kai-shek.

Cela est resté vrai même quand la haine populaire envers le gouvernement a atteint son apogée, après le massacre de Pékin. Par exemple, le « clan rouge », un groupe qui fit son apparition à l'usine d'assemblage automobile n° 3 de Xinjiang, dans l'extrême ouest de la Chine, écrivait dans ses tracts, à l'annonce des massacres, que « les dix années de réformes ont été dix années de corruption, dix années de privations pour le peuple ». Ces privations ont été ressenties de façon particulièrement douloureuse à l'intérieur de la Chine, bien loin du boom des régions côtières. Clairement, les ouvriers de l'automobile de Xinjiang ne se réjouissent pas de l'ouverture de la Chine à l'exploitation capitaliste.

C'est le maintien au pouvoir des tyrans staliniens, parasites et cupides, qui assure que les forces qui veulent fonder une agitation véritablement contre-révolutionnaire vont pouvoir continuer à se renforcer. Alors que la Chine approche maintenant de ce qui pourrait être la crise terminale pour cet Etat ouvrier déformé, les ouvriers et les paysans, pour pouvoir remporter la victoire, doivent forger un parti révolutionnaire, communiste-égalitariste, avec un programme pour défendre et étendre les acquis de la Révolution de 1949 en balayant l'excroissance bureaucratique qui a « ouvert la porte » à un avenir de misère pour les masses laborieuses de Chine.

La Chine et la crise terminale du stalinisme

Dès que le gouvernement de Deng/Li Peng eut repris le dessus, il se lança dans une féroce chasse aux sorcières dirigée principalement contre la classe ouvrière. Alors que les manifestants étudiants subissaient peu la répression, des dizaines d'ouvriers, dans tout le pays, étaient exécutés pour « hooliganisme » et autres « crimes » inventés de toutes pièces. Le régime tentait par cette terreur d'envoyer un message au reste de la classe ouvrière, mais la répression n'apportait qu'une « stabilité » superficielle. On en eut une indication quand on demanda aux ouvriers des industries d'Etat de Pékin de remplir des questionnaires indiquant leur rôle dans les manifestations. Cinquante mille ouvriers ont effectivement *reconnu* y avoir participé. On peut seulement imaginer quel est le véritable nombre.

Quelques mois plus tard se produisaient en Europe de l'Est des événements qui allaient ébranler une fois encore les staliniens chinois. Les manifestations dans l'Etat ouvrier déformé est-allemand (RDA) conduisirent à la chute du Mur de Berlin en novembre, déclenchant un début de révolution politique. Le prolétariat est-allemand descendit dans la rue et réclama une authentique démocratie socialiste à la place de l'hypocrisie et de la répression du régime Honecker. La LCI lança la plus grande mobilisation de son histoire, dans une bataille politique contre le régime stalinien démissionnaire pour l'avenir de la RDA. On a pu voir l'impact politique grandissant qu'avait notre lutte pour une révolution politique

prolétarienne en Allemagne de l'Est et pour l'unification révolutionnaire d'une « Allemagne rouge des conseils ouvriers dans des Etats-Unis socialistes d'Europe » lorsqu'à Berlin un quart de million d'ouvriers se sont rassemblés dans une manifestation prosoviétique et antifasciste organisée à l'initiative de la LCI devant le monument de Treptow, le 3 janvier 1990. Aussitôt après cette mobilisation, les capitalistes ouest-allemands ont accéléré la marche forcée vers la contre-révolution – l'*Anschluss* –, aidés en cela par les sociaux-démocrates allemands jouant le rôle de « cheval de Troie de la contre-révolution » et les staliniens est-allemands celui de liquidateurs empressés de l'Etat ouvrier. (Pour une analyse complète, voir *Spartacist* édition française n° 26, printemps 1991.) La réunification capitaliste de l'Allemagne qui a suivi a été le coup d'envoi de la crise terminale du pouvoir stalinien en Europe de l'Est, qui a culminé avec la victoire des forces restaurationnistes capitalistes en Union soviétique en 1991-1992.

Ce fut une défaite dévastatrice pour les ouvriers et les opprimés du monde entier, qui a apporté aux peuples d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS les horreurs de la misère généralisée, des massacres nationalistes et tant d'autres calamités. Cela a aussi exacerbé les rivalités interimpérialistes pour savoir qui dominerait le monde post-soviétique. Le PCC avait beau être nationaliste et antisoviétique, les dirigeants de Pékin n'en ont pas moins réalisé qu'ils allaient maintenant subir une pression considérablement accrue de la part des Etats-Unis, du Japon et des autres puissances capitalistes. Dans les mois qui suivirent, des fissures fractionnelles firent leur apparition dans la direction du parti ; le groupe autour de Deng Liqun (surnommé « le petit Deng »), responsable de la propagande, tira la sonnette d'alarme contre la « libéralisation bourgeoise » et la menace d'une « évolution pacifique », autrement dit la restauration du capitalisme par la poursuite des réformes économiques. Mais le « grand Deng » (Xiaoping) l'emporta, affirmant que la Chine pouvait éviter le sort des staliniens soviétiques si

elle plongeait encore plus profondément dans la mer du libre marché. Deng argumenta que c'était la seule façon de pouvoir soulager la misère du peuple chinois qui, selon lui, était ce qui menaçait vraiment la « stabilité ».

Le quatorzième congrès du parti, en octobre 1992, entérina formellement l'« économie socialiste de marché ». La nouvelle constitution adoptée par le congrès jetait aux orties les vieux discours creux sur l'« internationalisme prolétarien », supprimant même la formule qui affirmait que « le système socialiste est incomparablement supérieur au système capitaliste ». Par la suite, les « réformes » pro-capitalistes furent considérablement accélérées. Les zones « franches » des ZES se sont depuis étendues à toute la Chine, y compris le delta du Yangtze, la région la plus riche de Chine.

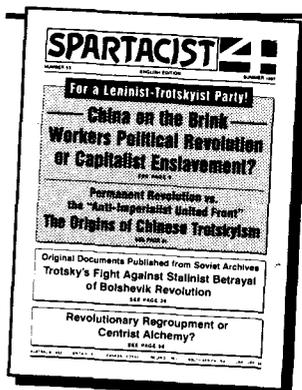
Alors que les investissements étrangers en Chine continuent à augmenter, le secteur de l'économie qui connaît la croissance la plus rapide est celui des « entreprises de ville/village ». Ces « collectifs » sont officiellement propriété publique, mais on ne sait pas vraiment à qui ils appartiennent. Dans ces entreprises, qui produisent pour le marché (cela va des mines à l'industrie légère), une exploitation intensive sévit. Le taux de mortalité dans les mines chinoises – environ *10 000 morts par an* – peut être imputé aux mines « collectives », qui ne sont pratiquement surveillées par aucune autorité d'Etat. Ces entreprises sont en train de créer une classe bourgeoise chinoise en plein développement, qui a souvent des liens avec des investisseurs étrangers et des officiers de l'armée chinoise.

Les hauts fonctionnaires de l'Etat se sont jetés en masse dans le monde sans foi ni loi des affaires en Chine et sont devenus des hommes d'affaires privés, des entrepreneurs « collectifs » ou des agents pour des investisseurs étrangers. Début 1993, environ un tiers de tous les fonctionnaires de l'Etat avaient un deuxième emploi, souvent comme consultants ou dans les relations publiques ; ils ont en effet un accès privilégié à des informations confidentielles lucratives grâce à leurs relations dans la bureaucratie. Personne n'adhère plus

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol, *Spartacist* est envoyé à tous les abonnés aux publications de la LCI dans ces langues.



English edition No. 53
(56 pages) US \$1.50



Edition française n° 30
(64 pages) 10FF



Deutsche Ausgabe Nr. 18
(64 Seiten) DM 3,—



Edición en español No. 27
(56 páginas) US \$1

au PCC si ce n'est pour favoriser une carrière dans les affaires. Et ce n'est nulle part plus évident qu'à Shanghai, la base de Jiang Zemin. Comme l'expliquait récemment un dirigeant chargé du recrutement dans le PCC de Shanghai : « Notre préoccupation première, c'est la capacité de gagner de l'argent. » Le régime actuel rêve de faire de Shanghai un nouvel Hong-kong, en misant sur le développement capitaliste de l'important district de Pudong, qui fait face au centre de Shanghai sur l'autre rive de la rivière Hangpu.

La corruption est très répandue dans la police ; cela va de la récupération des « péages » sur les routes jusqu'à la vente d'uniformes de police sur les marchés en pleine rue. *Tout* est bon pour faire de l'argent dans cette sordide atmosphère. Il y a quelques années, on a découvert que la « Fédération des femmes de toute la Chine », une émanation de la bureaucratie censée lutter contre les discriminations sexuelles, avait importé des prostituées russes pour travailler dans un hôtel de Canton dont la fédération était propriétaire en association avec un groupe de financiers de Hong-kong !

Ce qui a joué un rôle important dans la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS, c'est le développement d'une génération de rejets privilégiés et instruits de la bureaucratie, qui s'identifiaient de plus en plus à l'Occident capitaliste, et qui voulaient se garantir une vie de luxe. Ce sont en grande partie eux, les « yuppies » soviétiques, qui se sont rassemblés derrière Boris Eltsine. En Chine, un phénomène similaire s'est produit avec la montée du *taizidang* (« le parti des princes ») : des hauts fonctionnaires et des membres de la famille de bureaucrates haut placés, qui n'ont que faire de l'égalitarisme même déformé de la République populaire d'antan.

Comme le notait Léon Trotsky à propos de l'URSS de Staline : « Ce qui n'était qu'une déformation bureaucratique se prépare aujourd'hui à dévorer l'Etat ouvrier sans en laisser une miette et à dégager sur les ruines de la propriété nationalisée une nouvelle classe dirigeante » (« Un Etat non ouvrier et non bourgeois ? », novembre 1937). Aujourd'hui en Chine, l'APL, le cœur même de l'Etat, est un des plus grands opérateurs dans le secteur des affaires. Au début, l'armée avait été encouragée à se lancer dans les affaires pour arrondir son budget. Actuellement, l'APL possède plus de 20 000 entreprises, qui vont du Palace Hotel de Pékin, un des plus luxueux du pays, à des usines de bicyclettes et de réfrigérateurs. Sa plus grosse affaire est le conglomerat Poly Group, dont la principale activité est l'exportation d'armes, y compris des avions, les missiles Silkworm et des armes plus conventionnelles provenant des stocks de l'armée.

Parmi les officiers qui siègent au département Armement de l'APL, lequel contrôle le Poly Group, figurent les gendres de Deng Xiaoping, de Zhao Ziyang et de l'ancien président Yang Shangkun. En 1993, les deux plus hauts dignitaires militaires chinois ont averti que les efforts faits pour renforcer l'armée étaient sapés par « l'idéologie capitaliste décadente et son mode de vie ». Ce qui mine aussi l'appareil bureaucratique, c'est l'émergence de « seigneurs de la guerre » économique qui ont développé des bases régionales puissantes et sont de plus en plus indépendants de l'autorité centrale de l'Etat. Souvent liés financièrement à des investisseurs étrangers, ils travaillent en collusion avec les responsables locaux de l'armée et de la police, qu'ils soudoient grassement.

La structure de l'APL, composée d'armées à base régionale, aggrave encore la menace qui pèse sur l'unification

nationale de la Chine, quelque chose qui n'a pu être atteint que grâce à la Révolution de 1949. Une lutte pour le pouvoir à Pékin pourrait facilement se transformer en guerre civile entre unités de l'APL, sur une base régionale. La contre-révolution capitaliste amènerait non seulement l'écroulement économique et la paupérisation, mais aussi le danger d'un retour au règne des seigneurs de la guerre et à un chaos politique sanglant.

En Chine, un Etat relativement homogène sur le plan ethnique, avec seulement 8 % de la population appartenant à des minorités ethniques, il n'y a pas de danger de mouvements séparatistes nationalistes comme ceux qui ont contribué à la destruction des Etats ouvriers multinationaux soviétique et yougoslave. En même temps, les territoires habités par les Tibétains, les Mongols et les peuples musulmans de la province du Xinjiang sont immenses et ont une importance militaire. Les minorités ethniques de Chine, depuis 1949, ont certes fait de grands progrès en termes d'alphabétisation, de santé et dans d'autres domaines, mais elles ont aussi dû subir une discrimination chauvine de la part de la bureaucratie han.

Le chauvinisme stalinien a contribué à ouvrir la porte à des forces séparatistes réactionnaires soutenues par les Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes. Cela fait des décennies que les impérialistes utilisent la revendication d'indépendance du Tibet comme machine de guerre contre l'Etat ouvrier déformé chinois. Plus récemment, peu avant la mort de Deng, parmi les musulmans turcophones de la province du Xinjiang qui manifestaient pour leurs droits, on a pu voir des indices de l'implication de séparatistes musulmans réactionnaires basés au Kazakhstan, ex-république soviétique d'Asie centrale, de l'autre côté de la frontière. Un parti trotskyste en Chine chercherait à mobiliser le prolétariat pour défendre les droits des minorités nationales contre le chauvinisme han. Tout en étant opposés aux mouvements « indépendantistes » soutenus par les impérialistes, nous défendons le droit à l'indépendance d'une république *soviétique* tibétaine.

Hong-kong : les colonialistes britanniques partent, le capitalisme reste

Les *taizidang* [yuppies chinois] peuvent toujours rêver de se transformer de parasites sociaux en classe dirigeante capitaliste, mais ceux qui ont toutes les chances de tenir le haut du pavé si la contre-révolution l'emporte, ce sont les hommes d'affaires chinois expatriés, qui ont investi des milliards en Chine. Contrairement à la révolution d'Octobre 1917, qui a détruit la bourgeoisie russe en tant que classe, la Révolution chinoise a essentiellement chassé le Guomindang du pays, vers Taïwan, Hong-kong et ailleurs, ce qui a permis à cette classe bourgeoise de maintenir sa cohésion. Aujourd'hui, elle est de retour par le biais des investissements. La première des « zones franches » chinoises, les ZES, était située à Shenzhen, un village agricole juste à côté de Hong-kong, qui en dix ans seulement s'est transformé en une ville de deux millions d'habitants. Le gros des investissements est venu de capitalistes de Hong-kong, qui ont construit des usines de chaussures, de textile et de jouets pour exploiter les ouvriers à des salaires bien plus bas que de l'autre côté de la frontière. Ces dernières années, avec la multiplication des ZES, les investissements ont afflué de Taïwan, de Singapour et d'ailleurs.

Pendant des siècles, les marchands chinois, qu'on avait

surnommé les « Juifs de l'Asie », ont joué un rôle important dans le commerce en Asie du Sud-Est. Avec la croissance économique des dernières décennies dans la région, le capital chinois a supplanté le capital japonais comme source principale d'investissements en Asie. Certaines des familles étendues qui sont au centre de ce phénomène comptent parmi les plus riches du monde. Avec leur richesse, leurs attaches familiales en Chine et leurs liens solides avec les banquiers et les hautes personnalités politiques au niveau international, ils constituent une classe dirigeante capitaliste en réserve. Le clan Riady en Indonésie, dont le soutien financier au président américain Clinton a provoqué un ignoble accès de racisme anti-« péril jaune » aux Etats-Unis, est une de ces familles.

La force d'attraction que cette classe exerce déjà sur la Chine continentale est visible à Hong-kong, par où passent 60 % des investissements étrangers en Chine. Hong-kong est déjà virtuellement complètement intégrée à la province continentale du Guangdong, avec laquelle elle partage un héritage culturel et une langue (le cantonais). Une grande partie du delta de la Rivière des perles est devenue une gigantesque ceinture industrielle de « zones franches », où chaque année de nouvelles terres agricoles sont livrées aux promoteurs capitalistes. C'est aux puissances d'argent de Hong-kong, et non à Pékin, qu'en réfèrent de plus en plus les bureaucrates du Guangdong. Comme le dit un vieux dicton cantonais : « Les montagnes sont hautes, et l'empereur est loin. » C'est aussi via Hong-kong que s'enrichissent de nombreux fonctionnaires du gouvernement et de l'armée : ils travaillent avec des sociétés commerciales et des entreprises bidons créées pour recycler de l'argent qui revient ensuite en Chine sous forme d'investissements dans des joint-ventures et autres entreprises capitalistes.

Quelque temps avant la rétrocession de Hong-kong à la Chine, on a eu droit à une avalanche immensément cynique de verbiage sur les « droits de l'Homme » de la part des ex-colonisateurs britanniques et des médias occidentaux. Depuis l'occupation de l'île en 1841, pendant la première Guerre de l'Opium contre la dynastie chinoise décrépite des Qing, les Britanniques ont gouverné la colonie pratiquement comme un Etat policier, en opprimant brutalement leurs sujets chinois. Hong-kong est devenue un havre pour les trafiquants de drogue britanniques et chinois, les seigneurs de la guerre chinois et, plus tard, les crapules du Guomindang fuyant le continent en 1947-1949. Mais quand l'armée de guérilla de Mao Zedong approcha de Hong-kong à la fin de la guerre civile, Mao la fit stopper parce que, comme les Etats-Unis lui étaient hostiles, il recherchait des alliés parmi les autres puissances impérialistes. Aujourd'hui, derrière le luxe du « miracle » économique de Hong-kong, il y a un des fossés les plus profonds au monde entre les riches et les pauvres. Une dizaine de milliers de personnes, ouvriers affreusement exploités et personnes âgées, vivent dans des cages de fer entassées sur deux ou trois rangées. En février 1996, 24 sans-abri sont morts en une nuit lors d'un coup de froid inhabituel.

Le mince vernis de libertés démocratiques à Hong-kong, ces libertés qui selon les impérialistes sont piétinées par la Chine, n'ont été octroyées qu'après l'accord de rétrocession de la colonie à la Chine, en 1984. En réponse aux vociférations des impérialistes sur les « droits de l'Homme », Pékin a fait remarquer que ses lois pour Hong-kong sont en fait basées sur la législation coloniale britannique elle-même !

Ce simple fait en dit long sur les objectifs du régime stalinien chinois. Pékin s'engage par avance à ne pas lever le petit doigt contre les magnats capitalistes de Hong-kong ; cette politique est symbolisée par la nomination du richissime armateur Tung Chee-hwa comme fondé de pouvoir du gouvernement central à Hong-kong. En échange de quoi, à partir du 1^{er} juillet, la bureaucratie nationaliste a pris le contrôle du plus grand port de conteneurs du monde, ainsi que de la plus importante des réserves de devises du monde.

Maintenir la stabilité, c'est la préoccupation qui obsède la fragile caste bureaucratique stalinienne, et pour ce faire elle met en place sa propre batterie de lois d'Etat policier, que sont chargées de faire respecter la police locale et une dizaine de milliers de soldats de l'APL qui sont stationnés à Hong-kong. Mais la politique « une Chine, deux systèmes » de Pékin vise moins Hong-kong que Taïwan. En défendant la propriété capitaliste à Hong-kong, les staliniens espèrent montrer à la bourgeoisie du Guomindang – qui a fait massacrer des milliers de Taïwanais en 1947 pour asseoir sa domination brutale sur cette île – que ses droits de propriété seront solidement protégés dans l'éventualité d'une réunification avec le continent.

Les trotskystes n'ont pu que se réjouir de la perte par l'empire colonial britannique décrépit de sa dernière grande colonie, quand le 1^{er} juillet l'Union Jack taché de sang a été remplacé par le drapeau aux cinq étoiles rouges de la République populaire. Mais comme l'écrivait la Spartacist League/Britain dans « Grande-Bretagne hors de Hong-kong ! » (*Workers Hammer* n° 109, septembre 1989), nous sommes pour « un seul pays, un seul système – sous pouvoir ouvrier ! » Nous nous réclamons des premières années du communisme chinois, avant que la ligne liquidationniste du Comintern de Staline ne conduise à la décapitation de la Révolution de 1925-1927. En 1922, le PCC avait dirigé une grève de 10 000 marins à Hong-kong. Trois ans plus tard, le comité de grève de Canton-Hong-kong, dirigé par les communistes, menait une grève de seize mois suite à l'assassinat par les troupes britanniques de manifestants anti-impérialistes à Shanghai. Ces communistes se battaient pour libérer Hong-kong et le reste de la Chine en mobilisant la classe ouvrière à la tête de la bataille pour la libération nationale. Aujourd'hui, le régime « communiste » stalinien se prostitue avec empressement aux maîtres capitalistes de Hong-kong. Tout ce qu'il cherche, c'est à assurer une place privilégiée aux bureaucrates du PCC alors que la bourgeoisie chinoise s'apprête à récupérer en Chine ce qu'elle a perdu en 1949.

Le chaos du marché

James Miles observe à propos des « réformes » de Deng : « En comparaison avec la précipitation apparemment désastreuse vers le capitalisme de libre marché que l'on voit dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est, la Chine paraissait avoir trouvé la bonne formule [...]. Mais la révolution économique chinoise avait son prix. Bien que peu d'observateurs y aient prêté attention en 1992, il était visible que la croissance économique explosive de la Chine grossissait aussi les rangs des déçus et des désillusionnés, particulièrement parmi les paysans et les ouvriers des entreprises d'Etat, dont les voix sont rarement entendues. »

Le gouvernement chinois est parfaitement conscient du mécontentement qui bouillonne à la base de la société. Les partisans chinois du libre marché visent particulièrement le réseau d'industries d'Etat – qui restent le cœur de l'économie – et les avantages sociaux dont bénéficient les ouvriers dans

ces usines. Les capitalistes étrangers et les partisans de l'économie « libérale » en Chine même réclament à cor et à cri que le gouvernement supprime ses subventions à ces industries. Malgré quelques premières tentatives dans cette direction, Pékin continue à consacrer rien moins que 70 % de ses prêts bancaires à maintenir les entreprises d'Etat à flot. Pourquoi ? La réponse tient à la dynamique décrite par Trotsky à propos de la caste dirigeante stalinienne en Union soviétique : « Elle continue à défendre la propriété étatisée par crainte du prolétariat. » C'est ainsi qu'en 1992, une vague de luttes ouvrières combatives a forcé le gouvernement à abandonner son plan de supprimer les trois principaux acquis sociaux (l'emploi, les salaires et les prestations sociales garantis à vie).

En même temps, la planification centralisée – la colonne vertébrale économique d'un Etat ouvrier – a été considérablement atténuée. Beaucoup d'usines d'Etat ont été forcées de vendre leur production directement sur le marché, tandis que la part du secteur d'Etat dans la production industrielle du pays, qui était de 78 % en 1978, était tombée à 42 % l'année dernière. Pourtant, bien qu'il y ait eu un certain nombre de licenciements dans les usines d'Etat, les licenciements en masse ont été découragés, parce que le gouvernement est légalement obligé de trouver un nouvel emploi aux travailleurs licenciés. D'un autre côté, avec les restrictions de crédits, les entreprises d'Etat en difficulté paient les salaires de leurs ouvriers avec plusieurs mois de retard et effectuent des coupes sombres dans les avantages sociaux comme l'éducation et les soins médicaux pour les familles des ouvriers. Et il n'y a encore aucun « filet de protection sociale » pour ceux qui perdent leur travail.

Pour la première fois en « Chine populaire », un nombre important de citoyens, estimé à 15 millions, se retrouvent au-dessous du seuil de pauvreté. Tout ce que le régime trouve à

faire, c'est d'encourager les travailleurs à se trouver un deuxième emploi, ou à créer leur propre entreprise, espérant sans doute que cela ne leur laisserait pas le temps de penser à la politique. Mais au cours des six dernières années, les attaques contre le niveau de vie des travailleurs ont provoqué une montée des grèves et des actions de protestation.

Il y a d'innombrables sources d'agitation potentielles en Chine. La main-d'œuvre des entreprises « collectives » vient en général de l'immense masse de travailleurs des campagnes qui ne peut plus gagner sa vie à la ferme. Engendrée par la destruction des communes rurales au début des années 1980, cette gigantesque « armée industrielle de réserve » a d'abord servi à fournir des ouvriers pour les ZES. Elle est maintenant employée dans toute la Chine. Dans les villes, ces travailleurs sont utilisés dans le bâtiment et dans d'autres boulots que les habitants de l'endroit refusent de faire, sans bénéficier des garanties et des prestations sociales élémentaires. Ces travailleurs migrants – qu'on appelle maintenant l'« armée de Deng » –, qui ont les pires difficultés à trouver un logement, habitent souvent dans la périphérie des villes, dans des enclaves isolées où ils vivent avec d'autres migrants originaires de la même région et parlant le même dialecte.

En 1994, les migrants représentaient plus de 20 % de la population de Shanghai, alors qu'à Pékin le nombre de migrants atteignait 3,2 millions. La situation désespérée de ces migrants, qui a beaucoup à voir avec l'augmentation du taux de criminalité en Chine, crée une poudrière sociale prête à exploser. Comme l'écrivait un journal de Shanghai en 1993 : « Si même 1 % de cette énorme masse de gens se retrouve sans rien pour vivre, ce sera le chaos social [...]. Et s'ils joignent leurs forces à celles des millions de chômeurs dans les villes, alors les conséquences seront encore plus inimaginables. »

Le démantèlement des communes rurales de Chine a eu des effets désastreux pour les masses paysannes. La Chine, qui compte pour un quart de la population mondiale, ne possède que 9 % des terres arables de la planète. Il est vraiment impossible de résoudre les problèmes de l'agriculture chinoise si la Chine n'est pas intégrée à une économie planifiée internationale, qui fournira les machines, l'électricité et les autres ingrédients nécessaires à une production agricole moderne à grande échelle. Livrée à elle-même, la Chine ne peut tout simplement pas atteindre un tel niveau technique. Mais la collectivisation de l'agriculture sous Mao fournissait au moins un moyen administratif d'assurer à la paysannerie les moyens de subsister ainsi qu'un niveau élémentaire de santé publique et d'éducation.

Mais sous Deng, les communes furent considérées comme une entrave à la constitution d'un réservoir de main-d'œuvre et comme décourageant le développement des entreprises rurales. Les fermes ont maintenant été redivisées en parcelles individuelles, conformément au « système de responsabilité familiale ». Les paysans qui réussissent le mieux – ou ceux qui ont les bonnes *guanxi* (relations) – sont encouragés à embaucher des ouvriers et à créer des petites entreprises privées ou « collectives ». Il se crée ainsi une bourgeoisie rurale, avec, au-dessous d'elle, une immense classe de paysans pauvres. La santé et l'éducation sont maintenant hors de portée de la plupart des paysans.

La corruption officielle aggrave considérablement le sort de la paysannerie. Les fonctionnaires locaux livrent aux

Women and Revolution

Journal de la commission femmes de la Spartacist League/U.S.

n° 45
hiver – printemps 96
(56 pages)
en anglais

France: 8 FF
USA: US\$ 1
Canada: Cdn\$ 1.50

Commande:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France





Collection Joseph Abeles



Scheler/Black Star

En 1949, la Troisième Révolution chinoise a libéré les femmes d'un esclavage séculaire, symbolisé par le bandage des pieds qui les estropiait (à gauche). Un groupe d'étude près de Canton après la révolution (à droite). L'alphabétisation joua un rôle capital dans l'intégration des femmes à la vie économique.

promoteurs une quantité toujours plus importante de terrains, tout en prenant l'habitude d'exiger que les ménages paysans paient des impôts ou des « contributions » bidons pour des projets qui ne se matérialisent jamais. Dans un reportage sur un village du sud de la Chine, où les paysans qui ne pouvaient payer leurs impôts voyaient leurs terres confisquées, un journal écrivait que les habitants considéraient les fonctionnaires locaux comme « pires que le KMT [Guomindang] ». Il y a quelques années, le *Quotidien de Pékin* citait une vieille paysanne du Nord-Est qui dénonçait le pillage des bureaucrates locaux : « Les paysans ne peuvent vraiment pas le supporter. Si les fonctionnaires continuent à se comporter comme cela, nous allons vraiment être forcés de nous révolter. » En 1993, l'Académie chinoise des sciences sociales rapportait que « les défilés, manifestations et attaques de bureaux locaux du gouvernement » avaient atteint un niveau sans précédent depuis la prise du pouvoir par le PCC.

Parmi les premières à souffrir des mesures réactionnaires stalinienne figurent les femmes chinoises, à qui la Révolution de 1949 a pour la première fois donné la possibilité d'accéder à la vie sociale et économique. Mais si avec la Révolution chinoise le statut des femmes, auparavant un quasi-esclavage, s'est considérablement amélioré, leur libération sociale a été entravée par la pauvreté de la Chine et par la glorification que le régime stalinien faisait de la famille, dans laquelle l'oppression des femmes est enracinée.

Mais aujourd'hui, avec le retour à l'agriculture familiale et la propagation générale des pratiques de corruption, on voit réapparaître des fléaux pré-révolutionnaires comme l'infanticide féminin et les kidnappings de femmes pour les vendre comme « épouses ». Dans les villes, les ouvrières sont souvent les premières licenciées par des directeurs d'entreprises d'Etat en quête d'économies qui ne veulent plus payer les allocations de maternité. Les jeunes ouvrières sont la majorité dans les usines des ZES, où elles s'échinent souvent jusqu'à quatorze heures par jour, avec à peine un jour de repos

par mois, tant que les employeurs peuvent en tirer un profit. Quand elles perdent leur emploi, on les renvoie à un avenir lugubre dans les fermes, pour travailler dans les champs sans machines, et comme esclaves domestiques au foyer, où les « vertus familiales » confucéennes arriérées ont fait un retour en force.

Les « réformes » procapitalistes du régime menacent d'éliminer certains des acquis les plus importants de la Révolution de 1949, mais elles ont aussi pour effet de saper certains des mécanismes administratifs du pouvoir stalinien. Les communes rurales, par exemple, fournissaient non seulement des services importants aux paysans, mais elles étaient aussi une structure grâce à laquelle les cadres du parti pouvaient contrôler la population. Un des effets de l'afflux de travailleurs ruraux dans les villes a été de détruire, dans la pratique, le système de permis de résidence qui restreignait auparavant le droit des citoyens chinois à se déplacer dans le pays. Et en ôtant aux industries d'Etat la responsabilité de fournir aux ouvriers des services de base, le régime a aussi sapé le système des *danwei* (unités de travail), un instrument indispensable de contrôle bureaucratique sur les ouvriers.

Nationalisme et contre-révolution

Un an après le soulèvement de Tiananmen, Deng Xiaoping, dans une conversation avec l'ancien Premier ministre canadien Pierre Trudeau, lui confiait les craintes qui hantent les dirigeants chinois. Deng déclarait :

« Si l'agitation éclate à nouveau, au point que le parti ne soit plus efficace et que le pouvoir d'Etat ne soit plus efficace, et qu'une fraction se saisisse d'une partie de l'armée et qu'une autre fraction se saisisse d'une autre partie de l'armée – ce sera la guerre civile [...]. Dès que la guerre civile éclatera, des seigneurs de la guerre locaux surgiront partout, la production dégringolera, les communications seront coupées, et il ne s'agira pas de quelques millions ni même de dizaines de millions de réfugiés – il y aurait bien plus de cent millions de gens qui fuiraient le pays. La première touchée serait l'Asie – aujourd'hui la partie du monde la plus prometteuse. Ce serait un désastre planétaire. »

Cette déclaration aide à expliquer pourquoi le régime chinois expédie en prison ou dans les terribles camps de « travail » (*laogai*) les dissidents, même les plus modérés. La manière dont la bureaucratie s'est comportée l'an dernier dans le conflit avec le Japon autour des récifs désolés que les Chinois appellent « îles Diaoyu » et les Japonais « îles Senkaku » illustre bien sa peur panique de toute forme d'expression politique. Lorsqu'un groupe de militants d'extrême-droite japonais revendiqua ces îles pour le Japon, le gouvernement chinois fit cause commune avec les nationalistes de Hong-kong et de Taïwan pour attiser les flammes de la démagogie chauvine. Mais quand les étudiants de Pékin commencèrent à protester contre l'occupation des îles, les dirigeants chinois devinrent muets comme des carpes, postèrent cent policiers supplémentaires devant l'ambassade japonaise et interdirent toute manifestation de protestation. Comme le déclarait un intellectuel interrogé par le *New York Times* (19 septembre 1996) : « Le gouvernement a peur que s'il laisse les étudiants manifester contre les Japonais, il pourrait y avoir, parmi les 10 000 manifestants, deux chômeurs qui crieraient "A manger !" et "Nous voulons vivre !" et alors la manifestation pourrait totalement se transformer. »

Le régime de Pékin est tellement fragile qu'il ne peut pas autoriser des manifestations même si elles sont en accord avec la politique de l'Etat ! Dans le but de désamorcer l'agitation sociale, le gouvernement de Jiang Zemin, ces dernières années, a consciemment encouragé les sentiments nationalistes les plus virulents, prétendant que l'économie de marché propulserait la Chine au statut de superpuissance. Un communiqué du plénum du PCC, en octobre 1996, annonçait une campagne de « civilisation spirituelle » visant à promouvoir le patriotisme « d'une manière pénétrante et soutenue » et à encourager les « vertus familiales » et d'autres aspects de la culture chinoise « traditionnelle ».

Le conflit autour des îles Diaoyu montre bien le rôle contre-révolutionnaire joué par le nationalisme dans les Etats ouvriers déformés. Le coup médiatique des revanchistes japonais sur ces récifs, qui sont inhabités et n'ont pas d'utilité militaire, ne représentait aucune menace pour la Chine. D'un point de vue marxiste, cela ne posait certainement pas la question de la défense militaire de l'Etat ouvrier déformé chinois. Après que Pékin ait mis le holà aux protestations publiques, des réactionnaires de Hong-kong et de Taïwan se sont emparés de l'affaire, et ont envoyé des bateaux arborant les drapeaux de Taïwan et de la République populaire. Des manifestations de masse, dont certaines affichaient un racisme anti-japonais virulent, ont eu lieu à Taipei et à Hong-kong. Les nationalistes de droite sont ainsi devenus les champions du chauvinisme anti-japonais, fortement exacerbé en Chine continentale par le 65^e anniversaire de l'occupation brutale de la Mandchourie par les Japonais.

S'étant débarrassée même de la démagogie « socialiste » qui lui servait de feuille de vigne, la bureaucratie stalinienne voit dans les « traditions » confucéennes réactionnaires et dans le chauvinisme les moyens de créer une forme de ciment idéologique pour l'aider à mettre au pas la population. Le nationalisme, qui est une idéologie née alors que le capitalisme émergeait de la société féodale, est une *fausse conscience* pour le prolétariat chinois. Mais c'est l'idéologie appropriée pour les capitalistes de Hong-kong et la bourgeoisie naissante en Chine continentale. Le nationalisme a joué un rôle politique important dans la vague contre-

révolutionnaire qui a déferlé sur l'URSS et l'Europe de l'Est : que ce soit le nationalisme des peuples minoritaires, encouragé pendant des décennies par le Département d'Etat américain et la CIA, ou le chauvinisme de la caste dirigeante, dont certains éléments considéraient le régime capitaliste comme la voie vers le statut de grande puissance. Et il n'a pas fallu longtemps à ceux qui, au sein du Parti communiste d'Union soviétique, se prétendaient déterminés à préserver le « socialisme » pour se retrouver dans un bloc « rouge-brun » avec des fascistes déclarés. En Chine, le nationalisme joue déjà un rôle similaire. Ainsi, au nom de la création d'une « grande Chine », la bureaucratie invite la bourgeoisie chinoise à revenir dans le pays dont elle a été chassée en 1949.

Tant dans la bureaucratie nationaliste de Pékin que du côté des impérialistes, on prédit que la Chine deviendra la prochaine superpuissance mondiale si elle continue à développer une économie de marché et à écraser les travailleurs. Mais c'est une chimère. La Chine n'est certes plus le pays faible et divisé qu'elle était avant la Révolution, quand les Américains, les Français, les Japonais et d'autres puissances impérialistes s'étaient taillé des « concessions » sur son territoire. Mais la Chine subit toujours le poids de siècles d'arriération, particulièrement en ce qui concerne la question agraire. Aujourd'hui, même si ses zones urbaines deviennent gigantesques, la Chine ploie toujours sous le poids d'un arrière-pays très arriéré et misérable, où, d'après les estimations de la Banque mondiale, environ 350 millions de personnes – plus du quart de la population du pays – ont moins d'un dollar américain par jour pour vivre.

Une Chine capitaliste serait le théâtre d'intenses rivalités impérialistes. C'était pour le « droit » d'exploiter la Chine que les Etats-Unis et le Japon se sont affrontés dans la guerre du Pacifique en 1941-1945. Aujourd'hui, ces deux puissances du Pacifique ont à nouveau l'intention d'exploiter sans entraves l'immense prolétariat chinois, ainsi que les abondantes ressources de la Sibérie, rouverte au pillage impérialiste après la destruction de l'Union soviétique. Les Etats-Unis restent la puissance militaire dominante, avec 100 000 soldats stationnés en Asie, dont environ un tiers en Corée du Sud. Mais le Japon s'affirme de plus en plus. Lors de sa conférence de presse du Nouvel An à Tokyo, en janvier dernier, le Premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto avertit que l'époque où le Japon pouvait « agir en considérant la paix et la prospérité comme allant de soi dans la communauté internationale, sous l'aile des Etats-Unis, était déjà révolue » (*International Herald Tribune*, 8 janvier).

Une révolution politique prolétarienne en Chine se heurterait immédiatement à une réaction impérialiste hostile et violente. Elle enverrait aussi des ondes de choc dans le monde entier, et encouragerait considérablement la lutte du prolétariat international, que l'offensive et le triomphalisme bourgeois avec la soi-disant « mort du communisme » a fait *régresser* sur le plan tant politique qu'économique depuis la contre-révolution capitaliste dans l'ancienne Union soviétique en 1991. Une révolution politique prolétarienne en Chine trouverait aussi un soutien important parmi les prolétariats en lutte d'Extrême-Orient et d'Asie du Sud-Est. Dans les manifestations et les grèves qui ont éclaté en Indonésie l'année dernière contre la dictature haïe et corrompue de Suharto, les ouvriers en lutte se sont opposés à certains de ces mêmes capitalistes qui investissent de l'argent en Chine

dans le but d'y exploiter les ouvriers. Dans la plus grande partie de l'Asie du Sud-Est, les investissements ont créé un prolétariat jeune, qui pourrait, derrière une direction révolutionnaire, renverser l'exploitation brutale des régimes capitalistes de la région.

Ce qui va se passer en Chine dans la période qui vient aura un impact énorme sur la péninsule coréenne. Les grèves combatives, à l'échelle nationale, des syndicats indépendants qui ont secoué la Corée du Sud au début de cette année ont montré combien le prolétariat sud-coréen est capable de lutter contre ses exploiters capitalistes. Quant à l'Etat ouvrier épuisé et très déformé en Corée du Nord, il est au bout du rouleau, et une terrible famine accable sa population. Pourtant, la bureaucratie criminellement vénale de Pékin refuse de fournir l'aide alimentaire désespérément nécessaire à son ancien allié nord-coréen, pour ne pas froisser ses partenaires en affaires sud-coréens. Un gouvernement ouvrier et paysan révolutionnaire en Chine lutterait, comme nous le faisons, pour la réunification révolutionnaire de la Corée. Il mobiliserait toutes les ressources à sa disposition pour mettre fin à la famine qui sévit de l'autre côté de sa frontière du nord-est, tout en donnant une aide politique et matérielle aux travailleurs sud-coréens dans leur lutte pour chasser les exploiters féroces qui cherchent à obtenir la capitulation inconditionnelle du Nord pour reconstituer une Corée réunifiée capitaliste.

Pour un parti léniniste-trotskyiste !

La Chine arrive à un tournant. Il faut que les militants qui veulent se battre contre la menace d'un retour à l'esclavage capitaliste apprennent que ce qu'ils savent du communisme est au mieux grotesquement déformé. Depuis la défaite de la Révolution de 1925-1927, ce qui passe pour être du communisme, c'est le nationalisme paysan utopique de Mao, quand ce n'est pas simplement une appellation cynique pour ceux qui cherchent à utiliser leurs relations dans la bureaucratie pour devenir les exploiters des travailleurs. La destruction contre-révolutionnaire de l'URSS et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est a totalement confirmé le pronostic fait par Léon Trotsky dans son analyse de la dégénérescence de la Révolution russe sous le stalinisme : soit les ouvriers chasseraient la bureaucratie parasitaire, soit la bureaucratie préparerait le terrain à la restauration du capitalisme. La question décisive est celle de la direction révolutionnaire. Un parti léniniste authentique doit aussi jouer le rôle de mémoire collective de la classe ouvrière. C'est pourquoi la LCI lutte pour apporter au prolétariat chinois le programme authentique du léninisme, y compris l'histoire supprimée des trotskystes chinois (voir dans ce numéro l'article en page 23).

Quand une situation de révolution politique a commencé à se développer en Allemagne de l'Est en novembre 1989, la LCI a investi toutes les ressources dont elle disposait pour intervenir avec un programme pour « stopper la réunification capitaliste » et pour « une Allemagne rouge des conseils ouvriers, dans des Etats-Unis socialistes d'Europe ». En Russie, au lendemain du contre-coup d'Etat d'Eltsine contre les *has-been* staliniens de la « bande des huit », la LCI a immédiatement publié un tract, distribué massivement à Moscou, qui appelait à des actions ouvrières pour « stopper la contre-révolution d'Eltsine ! » Le temps d'agir était venu pour le prolétariat soviétique, mais les travailleurs, désabusés, démoralisés et atomisés par presque soixante-dix ans

de mensonges staliniens, n'ont pas bougé. La conscience du prolétariat qui a fait la révolution d'Octobre avait été déformée, depuis longtemps, par le nationalisme rétrograde de Staline (souvent déguisé en « patriotisme » soviétique, particulièrement pendant la Deuxième Guerre mondiale, quand Staline a utilisé la « défense de la mère-patrie » comme idéologie pour mobiliser la population et écraser le Troisième Reich de Hitler). La « construction du socialisme dans un seul pays », prétexte mensonger pour justifier une politique étrangère contre-révolutionnaire de trahisons des révolutions au niveau international, afin de se concilier l'impérialisme, était l'antithèse du programme internationaliste révolutionnaire du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky.

De l'Allemagne à la Russie, les staliniens sont devenus les bradeurs de ces pays à l'impérialisme. L'écroulement des Etats ouvriers à régime stalinien est une énorme défaite pour les travailleurs et les opprimés du monde entier, inaugurant une période de triomphalisme bourgeois autour de la soi-disant « mort du communisme ». Cette défaite a provoqué un recul de la conscience des travailleurs, mais nous, trotskystes, disons que c'est le stalinisme qui a fait totalement faillite. Le communisme continue à vivre dans les luttes de classe des travailleurs, et dans le programme politique de la LCI, le parti des marxistes révolutionnaires qui luttent pour de nouvelles révolutions d'Octobre.

La destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique a considérablement encouragé ceux qui veulent renvoyer la Chine à l'époque de l'esclavage capitaliste et du joug impérialiste. Mais il y a aussi des signes que des luttes sociales tumultueuses contre la misère et l'exploitation du libre marché pourraient bien éclater dans la période qui vient. Quelle direction prendront ces luttes ? Pour que la classe ouvrière prenne le pouvoir politique et construise une Chine des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, il faut la direction d'un parti léniniste-trotskyiste, qui agira comme défenseur de toutes les victimes de la course à l'économie de marché. Un tel parti prendrait des mesures spécifiques pour organiser les ouvriers migrants surexploités, qui forment un lien potentiellement puissant entre les travailleurs des villes et les immenses régions paysannes de l'intérieur de la Chine. Il prendrait fait et cause pour les droits des femmes, se battrait impitoyablement pour défendre leurs emplois et pour empêcher qu'elles retombent sous la coupe des marieurs et des tyrans domestiques.

Pour forger un parti internationaliste, communiste-égalitariste, il faut non seulement lutter politiquement contre les dirigeants traîtres staliniens, mais aussi contre ceux qui veulent amener les travailleurs dans le camp de la contre-révolution « démocratique ». Certains militants de Tiananmen travaillent à organiser, en particulier dans les ZES capitalistes, des syndicats opposés à la Fédération des syndicats de toute la Chine, le syndicat corporatiste du régime. Ces militants, qui sont souvent héroïques, luttent pour les droits des travailleurs à la fois contre les patrons et contre les forces de police chinoises. Cependant, en tant que marxistes, nous mettons en garde contre ceux qui, comme Han Dongfang, sont liés à la bureaucratie syndicale procapitaliste à Hong-kong et à l'AFL-CIO américaine, dont les dirigeants jouent depuis longtemps le rôle d'agents de l'impérialisme US dans le mouvement syndical.

Pendant la Guerre froide antisoviétique, l'appel à des « syndicats libres » était devenu la spécialité des larbins

de l'impérialisme dans les syndicats. Par cela, ils entendaient des groupes paravents anticommunistes et contre-révolutionnaires. Aujourd'hui, le journal *China Labor Bulletin* de Han, basé à Hong-kong (janvier 1997), qui prétend lutter pour des syndicats « indépendants » en Chine, a reconnu carrément que son rédacteur en chef avait participé à des émissions de *Voice of America* et *Radio Free Asia*, deux radios anticommunistes officielles de l'impérialisme US.

En traçant une ligne de classe intransigeante en défense de l'Etat ouvrier déformé chinois contre la menace de contre-révolution, nous, trotskystes, luttons aussi contre ceux qui dissimulent leurs appels aux forces capitalistes derrière les discours creux sur la « démocratie » bourgeoise. Beaucoup de ceux qui se réclament de la tradition du combat de Léon Trotsky contre les fossoyeurs staliniens de la révolution se sont souvent retrouvés ouvertement du côté de mouvements contre-révolutionnaires « démocratiques », en particulier ceux qui étaient dirigés contre l'ex-Union soviétique. Par exemple, le Secrétariat unifié (SU), autrefois dirigé par feu Ernest Mandel, se proclamait en « Solidarité avec Solidarność » en Pologne, alors même que ce pseudo-« syndicat » se déclarait sans ambiguïté pour la contre-révolution capitaliste. Aujourd'hui, les sympathisants du SU à Hong-kong qui publient *October Review* soutiennent toutes sortes de « dissidents » chinois, y compris des éléments ouvertement procapitalistes.

La tendance International Socialist, dirigée par le Socialist Workers Party britannique de Tony Cliff et incluant l'International Socialist Organization américaine et Socialisme international en France et en Belgique, a pris parti pour les « démocraties » capitalistes dès la naissance de la République populaire de Chine. Ils ont avancé la position antimarxiste que la Chine, depuis 1949, était une société « capitaliste d'Etat ». Cliff fut exclu de la Quatrième Internationale au début de la guerre de Corée, en 1950, quand il refusa ouvertement de défendre la Chine et la Corée du Nord contre l'impérialisme US. Depuis lors, les cliffistes ont soutenu toutes sortes de réactionnaires « anti-staliniens », depuis Solidarność et les *moudjahidin* afghans jusqu'aux émeutiers anticommunistes à Cuba en 1994, qui cherchaient à fomenter une agitation contre-révolutionnaire alors que l'Etat ouvrier déformé cubain est de plus en plus menacé maintenant que l'URSS s'est écroulé.

Aujourd'hui, l'argument selon lequel la contre-révolution capitaliste a déjà eu lieu en Chine a conduit certains « militants de gauche » à marcher main dans la main avec les plus infâmes réactionnaires. Le groupe « Pioneer » [Pionnier], par exemple, basé à Hong-kong (anciennement « New Sprouts » [Nouvelles Pousses]), issu de la Revolutionary Communist League du SU, a manifesté à plusieurs reprises avec le *Guomindang* contre le retour de Hong-kong sous le contrôle de la Chine. Dans une interview au journal japonais du SU *Kakehashi* (28 octobre 1996), un porte-parole de Pioneer expliquait carrément qu'à Hong-kong les staliniens seraient « pires que les colonialistes britanniques, parce qu'il y a quelques années les Britanniques ont mis en place des réformes démocratiques, une loi électorale et la loi sur les droits de l'Homme » !

Dans la même veine, le « Socialist Equality Party » de David North a proclamé que « l'Etat chinois n'est pas, même dans le sens le plus déformé, un instrument pour la défense de la classe ouvrière » (*Fourth International*, hiver-printemps 1994). Plus récemment, ils ont écrit que « sous

Deng, la bureaucratie a largement réalisé sa transformation en classe dirigeante bourgeoise propriétaire » (*International Workers Bulletin*, 17 mars 1997). Pourtant, cette prétendue « classe dirigeante bourgeoise » n'a même pas le droit légal d'acheter et de vendre des propriétés, ni de léguer son « capital » à ses descendants. Bien que le capital étranger tout comme le capital chinois se soient considérablement développés en Chine, la République populaire demeure un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, qui doit être défendu inconditionnellement contre la contre-révolution interne et externe.

Les partisans de North et leurs prédécesseurs dans le Comité international de Gerry Healy ont toujours été des ennemis du programme trotskyste de défense inconditionnelle des Etats ouvriers déformés et dégénéré. Ainsi, tout comme les autres pseudo-trotskystes, ils ont soutenu des contre-révolutionnaires antisoviétiques. Depuis l'écroulement de l'URSS, ils ont continué sur la même voie, et refusent de défendre les Etats ouvriers qui subsistent ; ils s'opposent même aux luttes syndicales dans les pays capitalistes, avec l'argument que les syndicats ont cessé d'être, de quelque manière que ce soit, des organisations ouvrières. En tirant un trait d'égalité entre, d'une part, les Etats ouvriers dirigés par des staliniens et les syndicats, et, d'autre part, leurs directions réactionnaires, les partisans de North renoncent en pratique à la nécessaire lutte politique contre les dirigeants traîtres procapitalistes de la classe ouvrière, et se retrouvent eux-mêmes du côté des exploiters qui cherchent à détruire les syndicats et à renverser les acquis qui subsistent de la Révolution chinoise.

Le « Mémoire sur les tâches et les perspectives » adopté par le Comité exécutif international de la LCI en janvier 1996 déclare :

« La période à venir verra probablement l'éclatement de la crise terminale du pouvoir stalinien en Chine. De puissants éléments dans la bureaucratie, liés directement au capital chinois off-shore et activement soutenus par l'impérialisme occidental et japonais, continuent à pousser dans la voie de la restauration capitaliste. La classe ouvrière chinoise, bien que jusqu'ici limitée à des actions dans des usines individuelles, à cause de la répression policière, a ces dernières années massivement manifesté son mécontentement face à la dégradation sociale, à la précarité et aux inégalités frappantes générées par le programme de « socialisme de marché » de Deng. L'économie rurale a vu le développement d'une classe de petits propriétaires paysans relativement prospères, tandis qu'on estime à cent millions le nombre de paysans sans terre qui ont afflué dans les villes. Nous pouvons par conséquent nous attendre à des batailles de classes monumentales, conduisant soit à la révolution politique prolétarienne, soit à la contre-révolution capitaliste dans le pays le plus peuplé de la terre. »

— *International Bulletin* n° 38 (troisième édition), novembre 1996

Pour écarter la menace d'un retour à l'esclavage capitaliste et ouvrir la voie à un avenir socialiste, les ouvriers chinois doivent se tourner vers la lutte de classe internationale. C'est en liant leur combat pour une révolution politique à la lutte pour écraser la domination capitaliste, de l'Indonésie aux Etats-Unis et de la Corée du Sud au Japon, que le prolétariat chinois jettera un pont vers un avenir socialiste. Mais surtout, les travailleurs chinois doivent être gagnés au communisme authentique de Lénine et Trotsky et du Parti communiste chinois des premières années, celui que dirigeait Chen Duxiu. Ce communisme a été pendant des décennies foulé aux pieds par le stalinisme. Pour un parti trotskyste en Chine, section d'une Quatrième Internationale reforcée ! ■

Révolution permanente contre « front unique anti-impérialiste »

Les origines du trotskysme chinois

TRADUIT DE SPARTACIST
(EDITION ANGLAISE) n° 53, ETE 1997

Pour construire le parti révolutionnaire prolétarien dont elle a besoin – la direction indispensable d'une révolution socialiste – la classe ouvrière doit s'armer de la conscience de son rôle historique et tirer les leçons des victoires et des défaites des luttes de classe qui ont précédé et qui ont modelé le monde auquel nous faisons face aujourd'hui. La clique bureaucratique stalinienne a usurpé l'autorité de la Révolution russe et de l'Internationale communiste, et ce n'est pas le moindre de ses crimes que d'avoir sapé la conscience de classe acquise par l'avant-garde du prolétariat mondial au cours de son histoire (voir article en page 40). Comme ils n'avaient pas de réelle continuité avec les buts et le programme des fondateurs de l'Internationale communiste, Staline et ses épigones devaient se créer un ersatz de légitimité, en déformant et en pervertissant jusqu'à les rendre méconnaissables non seulement la véritable histoire du

mouvement communiste international, mais aussi les concepts et la terminologie du marxisme lui-même.

Dans les Etats dirigés par les staliniens, les grands idéaux libérateurs du socialisme ont été cyniquement manipulés au service de régimes bureaucratiques reposant sur la répression, le mensonge et les privilèges. Cela a engendré beaucoup de démoralisation et de cynisme dans la classe ouvrière. En 1991, les travailleurs d'Union soviétique ne se sont pas battus pour défendre les acquis qui restaient encore de la révolution d'Octobre 1917, vraisemblablement parce qu'ils ne voyaient pas du tout comment le faire alors même que leurs propres dirigeants rejoignaient ceux qui proclamaient « la mort du communisme », mais aussi parce qu'il y avait eu une profonde érosion de la conscience pro-socialiste élémentaire.

Les staliniens ont volé au prolétariat sa propre histoire non seulement en dégoûtant les masses travailleuses du « socialisme », mais aussi en dénaturant toutes les idées fondamentales du marxisme révolutionnaire. Pour faire passer pour du « marxisme-léninisme » le programme du « socialisme dans



Humanities Press

Problèmes de la révolution chinoise de Léon Trotsky. Trotsky critiqua la politique suicidaire de l'Internationale communiste qui soutenait le Guomindang nationaliste-bourgeois. Cette critique et son plaidoyer pour le programme de la révolution permanente eurent un impact considérable sur les cadres communistes chinois. Chen Duxiu, dirigeant fondateur du trotskysme chinois, ici en 1937.

un seul pays », Staline et ses héritiers durent totalement falsifier le passé, et vider de toute signification réelle le langage du marxisme. C'est ainsi que les luttes entre les *classes* sont transformées en bataille morale entre « progressistes » et « réactionnaires » ; et que le « front unique » devient une formule pour subordonner le prolétariat à ses ennemis de classe.

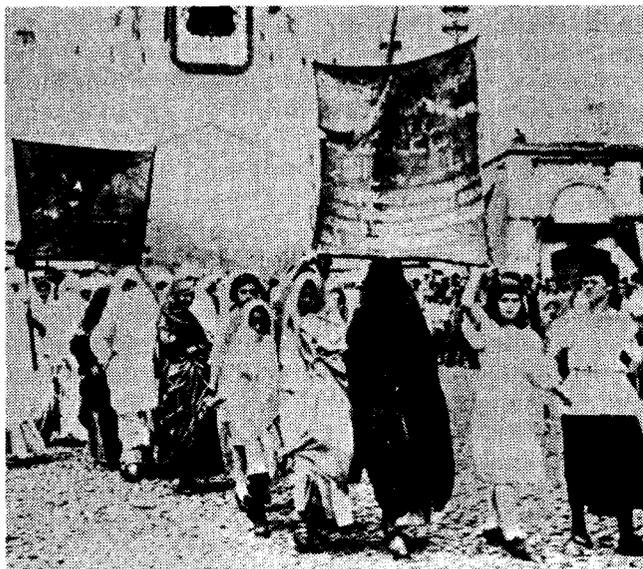
Les staliniens chinois dirigés par Mao Zedong (Mao Tse-toung) ont développé une version particulièrement démente du double langage stalinien. Le « capitalisme » ne signifie plus une forme concrète de rapports de propriété ; « suivre la voie capitaliste » est devenu une injure lancée contre les opposants à Mao au sein de la bureaucratie. Des étudiants qui étaient cyniquement mobilisés pour casser des grèves ouvrières durant la guerre intra-bureaucratique connue sous le nom de « Grande Révolution culturelle prolétarienne » étaient qualifiés de « révolutionnaires prolétaires ». Dans le jargon maoïste, la lutte contre le soi-disant « social-impérialisme soviétique » était la justification du rapprochement de la Chine avec le véritable impérialisme américain, au plus fort de sa sale guerre, finalement perdue,

contre la Révolution vietnamienne.

Aujourd'hui les bureaucrates au pouvoir à Pékin continuent à s'appeler « communistes » alors qu'ils font des pieds et des mains pour s'enrichir, eux et leur progéniture, et faire partie d'une nouvelle classe d'exploiteurs capitalistes en Chine continentale. La caste dirigeante chinoise doit être balayée par une *révolution politique* prolétarienne, tout comme auraient dû l'être leurs congénères de Russie et d'Europe de l'Est, qui ont livré à la contre-révolution capitaliste les Etats ouvriers déformés d'alors. Ceux qui aujourd'hui cherchent à défendre et à étendre les acquis sociaux résultant de l'écrasement du capitalisme par la Troisième Révolution chinoise, celle de 1949, doivent se réapproprier le programme et les buts des fondateurs du Parti communiste chinois (PCC), qui cherchaient à construire un parti représentant les intérêts de classe révolutionnaires du prolétariat.

C'est la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky qui est la pierre angulaire de la stratégie révolutionnaire dans les pays à développement capitaliste retardataire. Elle a prévu la façon dont se déroulerait la Révolution bolchévique de 1917 en Russie et a été confirmée par cette même révolution, où, pour la première fois dans l'histoire, le prolétariat, avec à sa tête une direction révolutionnaire, a conquis et exercé le pouvoir d'Etat. C'est en Chine en particulier que la théorie de la révolution permanente, et par la suite la critique dévastatrice de Trotsky contre le programme de l'Internationale communiste stalinisée qui subordonnait le prolétariat chinois au parti bourgeois du Guomintang (Kuomintang), eurent un impact électrisant sur beaucoup de communistes.

La théorie de la révolution permanente fut développée dans les années 1904-1906 par Trotsky et A.L. Helfand (Parvus), pour tenter d'anticiper le cours probable du développement révolutionnaire dans la Russie tsariste. Cette théorie, telle que finalement codifiée par Trotsky, affirmait que la révolution russe aurait un caractère socialiste prolétarien ;



Archives Jules Humbert-Droz, Suisse

Manifestation de l'Union des femmes de Bakou à l'occasion du « premier congrès des peuples d'Orient » du Comintern, en 1920. La révolution prolétarienne est la voie vers la libération des femmes et de tous les opprimés.

que l'accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises (comme la destruction de l'autocratie tsariste, la terre à ceux qui la travaillent, une solution démocratique de la question nationale) n'était concevable que sous la forme de la dictature du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie. La dictature du prolétariat mettrait inévitablement à l'ordre du jour non seulement les tâches démocratiques mais également les tâches socialistes. La révolution russe donnerait un élan puissant à la révolution prolétarienne dans le reste du monde, particulièrement dans les pays impérialistes avancés d'Europe ; des révolutions ouvrières dans ces pays fourniraient à leur tour l'assistance matérielle indispensable pour ouvrir la voie à la construction d'une société socialiste en Russie.

Il y avait dans la social-démocratie russe d'avant la révolution de Février 1917 deux autres points de vue. Les menchéviks affirmaient que la révolution se déroulerait en étapes distinctes : d'abord une révolution démocratique bourgeoise, et plus tard une révolution socialiste. Ils argumentaient que la victoire de la révolution bourgeoise russe n'était possible que sous la direction de la bourgeoisie libérale, et qu'elle devrait porter cette dernière au pouvoir.

Les bolchéviks dirigés par Lénine étaient plus proches de la position de Trotsky en ceci qu'ils insistaient sur le fait que la bourgeoisie russe était *incapable* de diriger une révolution démocratique. Les bolchéviks argumentaient que ce qu'il fallait, c'était une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, qui culminerait dans la création d'une « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Lénine pensait que ce régime révolutionnaire serait nécessairement confiné à un programme démocratique bourgeois, mais il argumentait que la révolution russe servirait d'étincelle à la révolution socialiste en Occident, permettant ainsi au prolétariat russe d'arriver au pouvoir sur un programme socialiste dans un délai historique relativement bref.

La révolution victorieuse d'Octobre 1917 confirma pleinement la justesse de la position de Trotsky sur le caractère de la révolution en Russie. Le mot d'ordre de Lénine était de toute façon défectueux parce qu'il envisageait la création d'un Etat défendant les intérêts de deux classes différentes, le prolétariat et la paysannerie, et en avril 1917, Lénine le rejeta. Dans ses « Lettres sur la tactique », il explique : « Quiconque, *aujourd'hui*, ne parle que de la "dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie" retarde sur la vie, *est passé* de ce fait, pratiquement, à la petite-bourgeoisie contre la lutte de classe prolétarienne, et mérite d'être relégué aux archives des curiosités pré-révolutionnaires "bolchéviques". » Cependant, comme l'a souligné la Ligue communiste internationale :

« Le parti, dirigé par Lénine et avec l'appui du comité plus radical de Petrograd, a semi-empiriquement surmonté les limitations de cette "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie" parce que son appétit politique allait clairement vers le pouvoir prolétarien, et il s'est battu pour ça malgré l'ambiguïté théorique. Mais, en fait, les bolchéviks n'ont jamais adopté la théorie correcte et essentielle de la révolution permanente de Trotsky. Cette déficience théorique, et le fait de ne pas avoir explicitement rejeté la "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie", sont devenus par la suite une brèche dans laquelle se sont engouffrés les forces qui se sont plus tard fait passer pour la "vieille garde" bolchévique (par exemple Staline) afin d'attaquer Trotsky, la théorie de la révolution permanente, et les prémisses et implications internationalistes révolutionnaires de la Révolution bolchévique elle-même. »

– Lettre de la LCI à la LQB brésilienne, 11 juin 1996
(*International Bulletin* n° 41, avril 1997)



Collection A. H. Buchman, Hoover Institution

Etudiants communistes chinois lors d'un congrès à Paris en février 1923. Zhou Enlai est le sixième à partir de la droite dans la rangée du haut, Zheng Chaolin le quatrième à partir de la gauche dans celle du bas.

Pendant la Révolution chinoise de 1925-1927, le Comintern (Internationale communiste – IC), sous la direction d'abord de Zinoviev et ensuite de Boukharine/Staline, ressuscita la théorie menchévique de la révolution par étapes et là fit appliquer par le jeune Parti communiste chinois. La politique du Comintern, qui consistait à liquider le PCC dans le Guomindang, le parti de la bourgeoisie nationale, fut imposée malgré les doutes et l'opposition exprimés à plusieurs reprises par les cadres dirigeants chinois, qui en déférèrent à l'autorité de Moscou. Le résultat, ce fut la défaite sanglante de la révolution, le Guomindang noya la classe ouvrière chinoise dans le sang, catastrophe qui décapita la classe ouvrière chinoise.

Pour Trotsky, qui s'était battu contre cette trahison, les événements chinois de 1925-1927 furent un point charnière ; ils lui permirent de généraliser la théorie de la révolution permanente aux pays autres que la Russie. La Révolution chinoise prouva par la négative que la voie de la révolution permanente était celle par laquelle le changement révolutionnaire passait *nécessairement* dans tous les pays à développement capitaliste retardataire. Après 1927, c'est sous la bannière de la révolution permanente que Trotsky mena la lutte contre les usurpateurs staliniens.

Les premières années du Comintern et la question coloniale

Le Comintern faisait œuvre de pionnier lorsqu'il chercha pour la première fois à aborder la question des rapports entre les partis communistes et les mouvements nationalistes-bourgeois dans les pays d'Orient. Les espoirs que les bolchéviks avaient placés dans l'extension d'Octobre avaient été focalisés sur l'Europe, où des révolutions prolétariennes étaient possibles de façon imminente. A quelques exceptions près, il y avait peu ou pas du tout de tradition de partis ouvriers marxistes dans les pays du monde colonial et semi-colonial, et la plupart des partis nationalistes-bourgeois, comme le Guomindang chinois, étaient aussi de création relativement récente. Le mouvement ouvrier dans le monde colonial était lui-même jeune et numériquement faible. Le travail de l'IC sur la question nationale et coloniale s'adressait donc au début largement au mouvement ouvrier des pays avancés, pour tracer une

ligne de démarcation programmatique nette entre les communistes et le cloaque chauvin qu'était la Deuxième Internationale. Les « vingt et une conditions » adoptées lors du deuxième congrès du Comintern exigeaient des partis communistes dans les pays impérialistes qu'ils soutiennent « non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies » et qu'ils entretiennent « parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux ».

Des luttes révolutionnaires avaient déferlé sur une grande partie de l'Europe. Lénine et Trotsky s'attendaient à ce que la révolution prolétarienne triomphe dans plusieurs pays capitalistes avancés d'Europe dans un délai relativement court. Le Comintern avait tendance à considérer la possibilité de révolution socialiste dans les colonies comme une *extension* de révolutions victorieuses dans les métropoles impérialistes. Dans un rapport aux délégués du Parti communiste russe au dixième congrès des soviets en décembre 1922, Trotsky affirmait que « considérées indépendamment et isolément, les colonies ne sont absolument pas prêtes pour la révolution prolétarienne. Si elles sont considérées isolément, alors le capitalisme a encore une longue possibilité de développement économique chez elles. Mais les colonies appartiennent aux centres métropolitains, et leur sort est intimement lié au sort de ces centres métropolitains européens » (Trotsky, *The First Five Years of the Communist International* [Les cinq premières années de l'Internationale communiste], vol. 2).

Les « Thèses sur les questions nationale et coloniale » adoptées par le deuxième congrès de l'IC en 1920 affirmaient l'importance « d'organiser partout où il est possible les paysans et tous les opprimés en soviets et ainsi de créer une liaison très étroite du prolétariat communiste européen et du mouvement révolutionnaire paysan de l'Orient, des colonies, et des pays arriérés en général ».

Dans le rapport de la commission sur les questions nationale et coloniale, pour aborder la question de l'organisation des soviets paysans, Lénine donna l'exemple du Turkestan, qui faisait partie de l'Asie centrale soviétique. L'instauration du pouvoir ouvrier en Russie avait facilité l'établissement du système des soviets dans certaines parties de l'ancien empire tsariste où le prolétariat existait à peine. Lénine affirma plus

généralement que l'extension du pouvoir prolétarien dans les pays métropolitains pourrait éventuellement permettre aux colonies de sauter l'étape capitaliste du développement : « Si le prolétariat révolutionnaire victorieux mène parmi eux une propagande systématique, si les gouvernements soviétiques les aident par tous les moyens à leur disposition, on aurait tort de croire que le stade de développement capitaliste est inévitable pour les peuples arriérés. »

Les Thèses de 1920 traitaient des relations entre les partis communistes et les mouvements nationalistes-bourgeois d'une manière assez algébrique. Elles déclaraient que « l'Internationale communiste doit entrer en relation temporaire et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire ». En particulier, les thèses soulignaient la nécessité de « combattre le panislamisme, le panasiatisme et autres mouvements similaires qui tâchent d'utiliser la lutte émancipatrice contre l'impérialisme européen et américain pour rendre plus fort le pouvoir des impérialistes turcs et japonais, de la noblesse, des grands propriétaires fonciers, du clergé, etc... »

Au moment du quatrième congrès de l'IC, fin 1922, la situation avait changé. En Europe, la vague révolutionnaire de l'après-guerre avait reflué. A présent, comme le notaient les nouvelles « Thèses générales sur la question d'Orient », des partis communistes s'étaient formés dans de nombreux pays d'Orient. La question des relations entre ces jeunes organisations communistes et les mouvements nationalistes-bourgeois exigeait des réponses concrètes. Même si les Thèses condamnaient la bourgeoisie coloniale, l'alinéa intitulé « Le front anti-impérialiste unique » offrait une réponse ambiguë au problème des perspectives communistes dans le monde colonial :

« Le prolétariat soutient et arbore des revendications partielles, comme par exemple la république démocratique indépendante, l'octroi aux femmes des droits dont elles sont frustrées, etc., tant que la corrélation des forces qui existe à présent ne lui permet pas de mettre à l'ordre du jour la réalisation de son programme soviétique. »

Tout en critiquant la bourgeoisie coloniale, les Thèses du quatrième congrès allaient clairement plus loin que simplement reconnaître la possibilité d'actions communes avec les nationalistes-bourgeois, comme par exemple un bloc militaire contre une puissance impérialiste. Les Thèses envisageaient la possibilité d'un bloc *politique* avec le nationalisme bourgeois autour d'un programme minimum de revendications démocratiques. Elles avançaient implicitement un programme menchévique, étapist, pour la révolution coloniale, la première étape étant une lutte démocratique contre l'impérialisme (le « front unique anti-impérialiste »).

Il y a bien entendu un gouffre entre ces impulsions opportunistes exprimées au quatrième congrès du Comintern révolutionnaire et la politique de trahison catastrophique pleinement développée que Staline et Boukharine mirent en œuvre par la suite en Chine. Mais déjà certains dirigeants du Comintern, comme Zinoviev, en concluaient que la révolution prolétarienne en Orient n'était pas une possibilité, si ce n'est dans un avenir lointain. Le « premier congrès des travailleurs d'Extrême-Orient », qui s'était tenu plusieurs mois auparavant (janvier 1922), avait adopté les « Thèses sur les tâches des communistes en Extrême-Orient » qui déclaraient : « Même si dans les conditions internationales actuelles la division du programme des partis communistes en un programme

minimum et un programme maximum n'est importante que dans certaines circonstances, une telle division doit être considérée comme valide pour le futur immédiat, en particulier dans les pays d'Extrême-Orient, dans la mesure où la prochaine étape du développement de ces pays est le renversement démocratique et l'organisation de classe indépendante – politiquement et économiquement – du prolétariat. »

Les Thèses du quatrième congrès ne donnent presque aucun détail concret sur le travail des sections dans les pays coloniaux. Mais la teneur de ce qui était en train de se passer transparaît clairement dans les discours des délégués au congrès. Le Parti communiste d'Indonésie (PKI) était déjà entré dans la Ligue islamique, le Sarekat Islam. Après l'exclusion des communistes par le Sarekat en 1921, le PKI tenta sans succès de lancer ses propres groupes « Sarekat Islam rouges ». Tan Malaka, le délégué indonésien au quatrième congrès, argumenta pour un « front unique avec le nationalisme révolutionnaire », défendit le panislamisme qui soi-disant correspondait « à la lutte de libération nationale » et justifia l'entrée du PKI dans le Sarekat Islam. Les Thèses du quatrième congrès révisaient la ligne dure d'opposition au panislamisme adoptée au deuxième congrès, notant de manière neutre qu'« à mesure que s'élargit et mûrit le mouvement d'émancipation nationale, les mots d'ordre politico-religieux du panislamisme sont évincés par des revendications politiques concrètes ».

Il est à noter que le quatrième congrès a eu lieu quelques mois seulement après que les envoyés du Comintern eurent persuadé la direction réticente du Parti communiste chinois d'abandonner son opposition à l'entrée dans le Guomindang nationaliste-bourgeois. Un délégué chinois au quatrième congrès déclarait :

« Dans l'hypothèse que le front unique anti-impérialiste est nécessaire pour se débarrasser de l'impérialisme en Chine, notre parti a décidé de former un front national avec le parti national révolutionnaire du Kuomintang [...]. Si nous n'entrons pas dans ce parti, nous resterons isolés, prêchant un communisme qui est, il est vrai, un grand et sublime idéal, mais que les masses ne suivent pas. »

– *The Communist International 1919-1943 : Documents* [L'Internationale communiste 1919-1943 : documents], vol. I, textes rassemblés par Jane Degras (1956)

La fondation du communisme chinois

C'est seulement la théorie de la révolution permanente qui a permis aux marxistes de transcender la confusion, les limitations et dans certains cas les erreurs de la politique du Comintern des premières années sur les questions coloniale et nationale. Les résolutions des premiers congrès de l'IC ne répondaient pas à la question essentielle à laquelle étaient confrontés les nouveaux partis communistes d'Orient : quel serait le caractère de *classe* de la révolution à venir ? La révolution permanente prévoyait que sans l'établissement de la *dictature du prolétariat*, même les tâches démocratiques les plus élémentaires ne pourraient pas être accomplies. C'est sur la politique à avoir vis-à-vis de la Chine et du Guomindang bourgeois qu'a eu lieu la confrontation, dans le mouvement communiste, entre les programmes concurrents que sont la révolution permanente et la collaboration de classes.

Ce sont les changements économiques accompagnant la Première Guerre mondiale qui ont donné corps à la perspective de révolution permanente en Chine, ainsi qu'en Inde. La guerre avait bloqué les flux de biens de consommation et de capitaux en provenance des puissances d'Europe occidentale, ce qui avait donné un puissant élan à l'industrie capitaliste locale. En Chine, les entreprises tant chinoises que japo-



Labor Defender

Manifestation ouvrière pendant la grève des marins contre le pouvoir colonial britannique en 1922 à Hong-kong

naïses commencèrent à se multiplier pendant la guerre pour alimenter l'immense marché intérieur, le gros des nouveaux investissements allant dans les centres urbains côtiers et étant concentrés dans l'industrie textile et les soieries, ainsi que dans l'industrie agro-alimentaire. En 1919, on atteignait le chiffre de 1,5 million d'ouvriers d'industrie, la majorité d'entre eux nouvellement urbanisés et conservant des liens très étroits avec la campagne. Bien que constituant toujours une petite minorité de la population, le prolétariat était concentré dans de grandes entreprises dans quelques centres urbains, ce qui lui conférait une énorme puissance sociale.

La pénétration impérialiste avait introduit les techniques de production les plus modernes, mais en même temps les impérialistes perpétuaient l'arriération du pays. L'existence de « sphères d'influence » étrangères empêchait toute unification nationale significative en Chine. L'immense majorité de la population vivait toujours dans les campagnes. Plus de la moitié de la paysannerie chinoise ne possédait aucune terre, et 20 autres pour cent n'en possédaient pas assez pour assurer leur simple subsistance. La plupart des terres étaient détenues par des propriétaires absents – des hauts fonctionnaires, des banquiers et des capitalistes des villes – qui contrôlaient, par l'intermédiaire des marchands et des usuriers locaux, le capital commercial pénétrant jusque dans les villages les plus reculés, et qui à leur tour étaient dominés par le capital financier étranger et le marché mondial.

C'est la croissance récente et explosive de la classe ouvrière chinoise qui ouvrit pour le prolétariat la perspective de mener les masses paysannes à la révolution sociale. Le premier syndicat de Chine ne fut organisé qu'en 1918. Mais sept ans plus tard, un million d'ouvriers chinois participaient à des grèves, dont beaucoup avaient un caractère directement politique (Harold Isaacs, *la Tragédie de la Révolution chi-*

noise). Deux ans après, les syndicats chinois comptaient trois millions de membres, et à Shanghai les ouvriers lancèrent une insurrection victorieuse qui plaça le pouvoir politique à portée de leurs mains. Le jeune PCC conquiert rapidement l'hégémonie dans ce mouvement ouvrier explosif.

En 1918, les premiers cercles d'étude marxistes étaient organisés en Chine. Le marxisme et la Russie soviétique commençaient à attirer les étudiants et autres intellectuels, au fur et à mesure que leurs illusions dans l'« Occident démocratique » se dissipèrent. Au cours de l'année 1919, les cadres fondateurs du PC chinois se regroupèrent dans le « Mouvement du 4 mai », ainsi appelé en référence à la journée de gigantesques manifestations étudiantes qui avaient éclaté pour protester contre les clauses du traité de Versailles accordant à l'impérialisme japonais d'immenses concessions en Chine. Le dirigeant des communistes chinois était Chen Duxiu (Ch'en Tu-hsiu), alors professeur à l'Université nationale de Pékin. Brillant linguiste chinois, il avait introduit un système de simplification du langage écrit pour le rendre accessible aux masses. Chen, alors démocrate révolutionnaire, avait été conseiller d'un gouverneur de province sous le régime nationaliste qui avait suivi le renversement de la dynastie Qing (mandchoue) lors de la Première Révolution chinoise de 1911. Mais l'expérience lui ayant enlevé toute illusion dans les prétentions démocratiques et progressistes du Guomindang, Chen devint un des organisateurs du « Mouvement du 4 mai » et un des fondateurs du PCC.

Le manifeste des communistes chinois de novembre 1920 déclarait : « le Parti communiste dirigera le prolétariat révolutionnaire pour lutter contre les capitalistes et arracher le pouvoir politique des mains des capitalistes, car c'est ce pouvoir qui maintient l'Etat capitaliste ; et il placera ce pouvoir dans les mains des ouvriers et des paysans, tout comme

l'ont fait les communistes russes en 1917 ».

Le premier programme du PCC, adopté lors de sa conférence de fondation en juillet 1921, se prononçait pour le système des soviets et décrivait ainsi son objectif : « Renverser la bourgeoisie par une armée révolutionnaire du prolétariat, et reconstruire l'Etat avec les classes laborieuses, jusqu'à ce que toutes les différences de classe soient abolies » (cité dans Gregor Benton, *China's Urban Revolutionaries* [Les révolutionnaires urbains en Chine], Humanities Press, 1996). En fait, ce programme était ultra-gauche plutôt qu'autre chose, comme on pouvait s'y attendre de la part d'un très jeune parti communiste. Il rejetait toute tactique envers les nationalistes-bourgeois, déclarant : « Vis-à-vis des partis politiques existants, une attitude d'indépendance, d'agression et d'exclusion doit être adoptée [...] notre parti doit se lever au nom du prolétariat, et ne doit s'autoriser aucune relation avec les autres partis ou groupes » (cité dans *The Communist Movement in China* [Le mouvement communiste en Chine], textes rassemblés par Chen Kung-po, C. Martin Wilbur, 1979).

C'est le Comintern en cours de dégénérescence qui *inversa* le cours des choses en intervenant contre les impulsions saines du PCC qui avait recherché initialement une solution analogue à la révolution russe d'Octobre. Sous la pression de l'envoyé du Comintern, Maring (Henricus Sneevliet), un communiste néerlandais et auteur de la politique entriste du PKI en Indonésie, le PCC avait accepté à contre-cœur une entrée partielle dans le Guomindang en août 1922. Sun Yat-sen avait refusé de signer un pacte de front unique avec le PCC, et avait insisté que ses militants entrent en tant qu'individus dans le Guomindang, et se placent sous sa discipline. En janvier 1923, un mois après la fin du quatrième congrès du Comintern, le diplomate soviétique Adolf Joffé signait avec le dirigeant du Guomindang Sun Yat-sen un « pacte de non-agression » qui déclarait notamment :

« Le Dr. Sun est d'avis, étant donné l'inexistence de conditions favorables à leur application avec succès en Chine, qu'il est impossible de réaliser en Chine, soit le communisme soit même le système soviétique. M. Joffé est entièrement d'accord avec ce point de vue ; il pense de plus que les problèmes les plus importants et les plus urgents pour la Chine sont l'achèvement de son unification nationale et la réalisation de sa pleine indépendance nationale. »

— *La question chinoise dans l'Internationale communiste (1926-1927)*, textes rassemblés par Pierre Broué, éditions EDI (1976)

C'était un codicille diplomatique, mais en réalité, ceci faisait partie des négociations préparatoires qui ont pavé la voie à l'entrée du PCC dans le Guomindang. C'est ce qu'on retrouve en substance dans une résolution du comité exécutif du Comintern (CEIC) du même mois intitulée « Sur les relations entre le Parti communiste chinois et le Kuomintang ». Invoquant la faiblesse du mouvement ouvrier en Chine, la résolution concluait que c'était la « révolution nationale » qui était la tâche centrale, et déclarait de plus que la place des membres du PCC était à l'intérieur du Guomindang. Plus tard cette même année, encore une fois sur la « recommandation » du Comintern, la troisième conférence nationale du PCC vota de transformer l'entrée partielle en entrée complète. La même conférence adopta une motion affirmant que « Le Kuomintang (KMT) devrait être la force centrale de la révolution nationale et en assumer la direction ». Désormais, l'indépendance du parti avait été abandonnée et la révolution prolétarienne remplacée par une stratégie de « révolution nationale », c'est-à-dire de révolution bourgeoise.

Comme le fit remarquer plus tard Chen Duxiu, Maring, lorsqu'il proposa d'entrer dans le Guomindang en 1922, affirma que « le Kuomintang n'était pas un parti de la bourgeoisie, mais le parti commun de différentes classes » et en conclut que les communistes devaient par conséquent y adhérer. Cette ligne de « bloc des quatre classes » était conforme à la politique internationale du Comintern de cette époque, qui se lançait dans des opérations comme le Farmer-Labor Party [parti fermiers-ouvriers] aux Etats-Unis.

Chen notait qu'à l'origine les cinq membres du comité central du PCC *étaient tous contre l'entrée*. Les dirigeants du PCC se méfiaient beaucoup du Guomindang, car ils connaissaient très bien son penchant pour le banditisme et ses manœuvres avec les « seigneurs de la guerre », ainsi que son dédain pour les luttes sociales. Les objections du parti chinois auraient dû être sérieusement discutées et débattues au sein du Comintern. Mais ces divergences furent tenues secrètes et dissimulées aux opposants à la clique bureaucratique alors en train de se consolider au sommet de l'Etat soviétique et du Comintern.

Pourtant l'Opposition de gauche de Trotsky lança une bataille politique contre la politique de Staline en Chine, et à la différence des dirigeants du PCC, l'Opposition de gauche ne s'inclina pas devant Staline et Boukharine. Mais ce n'est que bien après la défaite de la Deuxième Révolution chinoise que les dirigeants du PCC comme Chen eurent connaissance de cette bataille. A ce moment-là, Chen avait été retiré de la direction du PCC, et on en avait fait le bouc émissaire du sanglant désastre de la politique de collaboration de classes *de Staline* en Chine. Bien que les épigones staliniens dans le Comintern aient cherché à l'isoler et à le discréditer, Chen avait encore beaucoup de défenseurs dans les échelons supérieurs du parti. Gregor Benton décrit ainsi la situation :

« Il existait donc en Chine un groupe qui sans le savoir faisait écho aux deux principales positions de Trotsky sur la Révolution chinoise — et qui les avait même anticipées : qu'il était erroné de subordonner le parti au Guomindang, et que c'est le

Le Bolchévik

Organe de la Ligue trotskyste de France

Abonnez-vous !

20 FF pour 4 numéros
(incluant *Spartacist*)

Hors Europe : 30 FF
(avion 40 FF)
Etranger : mandat
poste international

Belgique : 100 FB
Canada : Cdn\$ 8

Commande :
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France



fait de n'avoir pas suivi un cours indépendant du Guomindang qui avait mené à la défaite des communistes [...].

« Car même si l'opposition embryonnaire dans le PCC avait entendu dire qu'une lutte politique se déroulait en Russie, ils n'avaient aucune idée des questions en jeu, ou si ces questions incluaient la nature et les conditions de la Révolution chinoise. Lorsqu'ils purent finalement lire eux-mêmes la théorie de la révolution permanente de Trotsky, l'effet fut détonant. »

Trotsky et la Deuxième Révolution chinoise

La Deuxième Révolution chinoise débuta avec l'incident de Shanghai le 30 mai 1925, quand une manifestation contre la répression visant des grévistes marcha sur un poste de police, où douze manifestants furent tués par les soldats britanniques. En riposte, une grève générale fut appelée à Shanghai et s'étendit rapidement à Canton (Guangzhou), à Hong-kong et ailleurs. Les produits britanniques furent boycottés, et les dockers chinois de Hong-kong bloquèrent le port.

Le Guomindang établit son premier « régime » à Canton en 1925, en chassant le seigneur de la guerre local. Mais un mouvement grandissant de grève générale rendait inévitable une confrontation entre la bourgeoisie et le prolétariat. Le coup d'Etat de Chiang Kai-shek (Tchang Kai-chek) en mars 1926 à Canton donna le coup d'envoi de la campagne de la réaction pour écraser le prolétariat chinois. Chiang fit arrêter tous les militants du PC attachés à l'armée et lança un raid contre le comité de grève de Canton-Hong-kong, lui confisquant ses armes. En mai, le comité central exécutif du Guomindang interdit au PC de critiquer les positions du fondateur du Guomindang, Sun Yat-sen, et ordonna au PC de livrer la liste de ses militants travaillant à l'intérieur du Guomindang. Malgré des demandes répétées de la part des dirigeants du PCC qui voulaient quitter le Guomindang, Staline et Boukharine restèrent inflexibles. Envoyé par Moscou pour servir de conseiller politique à Chiang, Borodine déclara que les communistes devaient « faire les coolies » pour le Guomindang. Chiang fut nommé membre honoraire du Comintern avec une seule voix contre – celle de Trotsky.

Les événements politiques décisifs se déroulèrent l'année suivante à Shanghai. En mars, alors que l'armée de Chiang Kai-shek approchait de la ville, plus de 500 000 ouvriers



UPI

Borodine, envoyé en Chine par Staline comme « conseiller politique » de Chiang Kai-shek, ordonna aux communistes chinois de « faire les coolies » pour le Guomindang.

déclenchèrent une grève générale, qui se transforma en insurrection. Armés seulement de 150 pistolets, les ouvriers prirent d'assaut les postes de police, et au matin les seigneurs de la guerre avaient fui la ville. Le prolétariat tenait Shanghai entre ses mains, mais la trahison de Staline l'offrit à Chiang Kai-shek. Chiang entra dans Shanghai le 26 mars. Alors que le PCC lui organisait un accueil triomphal, le généralissime recevait des gros bonnets de la pègre de Shanghai. Cinquante sociétés et banques offrirent à Chiang un trésor de guerre de dix millions de dollars, avec lesquels il paya tous les tueurs à gage connus de Shanghai pour écraser les syndicats. Le 28 mars, il proclama la loi martiale.

Pendant que se déroulaient ces événements, Trotsky exigeait de façon pressante que le PCC organise des soviets et engage une lutte révolutionnaire pour le pouvoir :

« 1. La Révolution chinoise a conquis des centres prolétariens importants, comme Shanghai et Hankou [...]. Tout semble indiquer que la *première chose* qui doit être faite dans ces centres prolétariens est d'organiser des soviets de députés ouvriers.

« 2. La collaboration révolutionnaire entre le prolétariat et les pauvres des villes et des campagnes est une question de vie ou de mort [...]. Ce genre de collaboration effective, authentique et au quotidien parmi les masses populaires éveillées par la révolution ne peut se faire dans la réalité qu'à travers la création de soviets de députés d'ouvriers, d'artisans et de paysans.

« 3. L'armée nationale, dont l'éducation politique ne fait que commencer, sera inévitablement gonflée au-delà de toute proportion quand y adhéreront des forces nouvelles, provinciales, complètement vierges pour ce qui est de la politique. Ce qui caractérise le corps des officiers [...] c'est qu'ils sont recrutés dans la bourgeoisie ou parmi les propriétaires terriens [...]. Dans les conditions actuelles, il semblerait qu'il n'y a pas de mesure plus efficace pour contrer de tels dangers que l'établissement de sections de soldats dans les soviets [...]. »

– « Au politburo du comité central du PCUS(B) »,
31 mars 1927

Le jour même, le Comintern ordonnait au PCC de cacher toutes les armes qu'il avait précédemment saisies. Staline avait ordonné une reddition. Chiang n'allait pas faire de prisonniers. Le 12 avril, il déclencha un sanglant coup de force qui décapita le prolétariat chinois. Des dizaines de milliers de communistes et de syndicalistes furent massacrés. Malgré tout, le Comintern continua à soutenir la fraction « de gauche » du Guomindang, dont le centre était à Wuhan. Mais Wang Jing-wei, le dirigeant du Guomindang de Wuhan, se retourna rapidement contre le PCC et refit l'unité avec Chiang.

En décembre 1927, effectuant une manœuvre totalement cynique destinée à désamorcer les critiques de l'Opposition de gauche trotskyste au moment où s'ouvrait le quinzième congrès du Parti communiste russe, Staline fit un tournant à 180 degrés et ordonna un soulèvement à Canton. Celui-ci avorta. L'avant-garde des ouvriers, si héroïque qu'elle ait été, n'avait aucune chance ; la grande masse des travailleurs resta passive. Lorsque Chiang envoya 45 000 soldats pour réprimer le soulèvement de Canton, un rassemblement de masse appelé pour défendre la ville ne rassembla que 300 ouvriers. On estime que la Commune de Canton ajouta 5 700 victimes supplémentaires aux terribles pertes subies par le prolétariat en 1927.

Il était indispensable de faire une évaluation politique de la catastrophique défaite de la Deuxième Révolution chinoise, et c'est ce à quoi Trotsky s'employa. De 1926 jusqu'à la création de la Ligue communiste de Chine en 1931, l'attention de Trotsky resta rivée sur la Chine. Parmi les nombreuses questions qui devaient être clarifiées, deux se détachaient comme



A. Mondadori

Milice ouvrière armée à Shanghai, mars 1927

particulièrement cruciales : l'entrée dans le Guomindang et le caractère de classe de la Révolution chinoise.

Trotsky avait voté contre l'entrée dans le Guomindang lorsque cette question avait été débattue au politburo russe en 1923. Cependant, il ne semble pas qu'il soit intervenu de manière importante dans la bataille politique sur la Chine avant le printemps de 1926. Trotsky savait très peu de choses sur la période de fondation du PCC, et il était délibérément maintenu par Zinoviev et Staline dans l'ignorance des divergences entre les dirigeants du PCC et les dirigeants du Comintern. Comme il l'a noté plus tard :

« En 24 et 25, la question chinoise a été traitée par les canaux du Comintern sur la base d'un accord personnel entre Zinoviev et Staline. Le politburo n'a jamais été consulté [...]. Ce n'est qu'épisodiquement que j'ai pu intervenir dans cette question, par exemple quand j'ai voté au politburo contre l'admission du Kuomintang dans le Comintern comme parti sympathisant. Ce n'est qu'en 1926, après la rupture entre Zinoviev et Staline que les secrets ont été petit à petit révélés. »

— Lettre à Harold Isaacs, 29 novembre 1937
(*Œuvres*, tome 15)

Et pendant la plus grande partie de la période où fit rage la controverse sur la Chine, l'Opposition de gauche de Trotsky était dans un bloc politique avec l'opposition de Zinoviev, basée à Leningrad. Il y avait au sein de cette Opposition unifiée des divergences considérables sur la Chine. Zinoviev, qui avait été président du Comintern jusqu'à sa brouille avec Staline, portait une grande part de responsabilité dans la politique de l'IC en Chine depuis le début, y compris dans la décision d'entrer dans le Guomindang. Au sein de l'Opposition unifiée, les zinoviévistes s'opposaient à ce qu'on exige du PCC qu'il quitte le Guomindang, y compris après que ce dernier ait commencé à mettre *ouvertement* en œuvre une politique contre-révolutionnaire. Lorsque finalement l'Opposition unifiée appela publiquement le PCC à quitter le Guomindang, en automne 1927, la question avait perdu de son acuité, puisque non seulement Chiang Kai-shek mais même le soi-disant Guomindang « de gauche » s'étaient déjà tournés contre les communistes.

Sur la question de l'entrée [dans le Guomindang], Trotsky n'était pas seulement confronté à l'opposition des zinovié-

vistes, mais aussi à celle de plusieurs membres de sa propre fraction qui soit étaient d'accord avec Zinoviev, comme Radek, soit avaient peur d'argumenter jusqu'au bout sur cette question par crainte de précipiter une rupture avec Zinoviev. Trotsky a reconnu plus tard, dans une lettre à Max Shachtman datée du 10 décembre 1930, qu'il avait été lui-même trop conciliant là-dessus. Tout en notant que « depuis le tout début, c'est-à-dire depuis 1923 », il s'était résolument opposé à ce que le Parti communiste adhère au Guomindang et qu'il avait voté en conséquence au politburo, Trotsky ajoutait :

« En 1926 et 1927, j'ai eu des conflits ininterrompus avec les zinoviévistes sur cette question. Deux ou trois fois, la question en était à un point de rupture. Notre centre était constitué d'un nombre approximativement égal de représentants des deux tendances alliées, car ce n'était après tout qu'un bloc. Lors du vote, la position de l'Opposition de 1923 fut trahie par Radek, sur une base principielle, et par Piatakov, sur une base imprincipielle. Notre fraction (1923) était furieuse à ce sujet et exigea que Radek et Piatakov soient retirés du centre. Mais étant donné que c'était une question de scission avec les zinoviévistes, la décision générale fut que je devais me soumettre publiquement sur cette question et faire connaître à l'Opposition ma position par écrit [...].

« Je peux dire à présent avec certitude que j'ai commis une erreur en me soumettant formellement sur cette question. »

Trotsky affirmait maintenant de façon catégorique :

« Le Parti communiste chinois est entré dans un parti bourgeois, le Kuomintang, alors que le caractère bourgeois de ce parti était déguisé par une philosophie de charlatan à propos d'un "parti ouvrier et paysan", et même d'un parti de "quatre classes" (Staline-Martynov). Le prolétariat a ainsi été dépouillé de son propre parti au moment le plus critique [...]. La responsabilité incombe entièrement au CEIC et à Staline, ses inspirateurs [...].

« *Jamais et dans aucune circonstance le parti du prolétariat ne peut entrer dans un parti d'une autre classe, ni fusionner avec lui organisationnellement.* Un parti du prolétariat absolument indépendant est une condition première et déterminante pour une politique communiste. »

— « La situation politique en Chine et les tâches de l'opposition bolchévique-léniniste », juin 1929

Début 1927, dans le cadre du compromis avec Zinoviev, Trotsky avait soutenu l'appel à une « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », mot d'ordre qu'il avait rejeté vingt ans auparavant dans le contexte russe. Ce mot d'ordre, qui estompait la ligne de classe entre les ouvriers et la paysannerie, était défectueux. C'est pour cette raison que Staline et Boukharine ont pu se l'approprier, et lui insuffler un contenu de collaboration de classes. Ce n'est qu'à l'automne 1927 que Trotsky affirma sans ambiguïté que « la Révolution chinoise dans sa nouvelle étape gagnera en tant que dictature du prolétariat, ou ne gagnera pas du tout » (« Nouvelles opportunités pour la Révolution chinoise », septembre 1927).

En généralisant la théorie de la révolution permanente à l'ensemble des pays économiquement arriérés, Trotsky démolissait les arguments politiques sur lesquels reposait le « front unique anti-impérialiste ». Il soulignait qu'il n'y avait pas d'aile « anti-impérialiste » de la bourgeoisie ; qu'il n'y avait pas de différence dans le principe entre l'argument bidon selon lequel la bourgeoisie coloniale pouvait diriger une lutte contre l'impérialisme et l'argument menchévique comme quoi la bourgeoisie libérale dirigerait une révolution démocratique contre l'autocratie tsariste en Russie. Comme l'expliquait Trotsky en conclusion :

« La "dictature démocratique" ne peut être qu'un déguisement de la domination de la bourgeoisie pendant la révolution.

L'expérience de notre double pouvoir (1917) nous l'apprend aussi bien que l'expérience du Kuomintang chinois [...].

« Nous aboutissons ici à deux points de vue qui s'excluent réciproquement : l'un est celui de la théorie révolutionnaire internationaliste de la révolution permanente et l'autre est celui de la théorie réformiste nationale du socialisme dans un seul pays. Non seulement la Chine arriérée, mais aucun pays du monde ne pourra construire le socialisme dans ses limites nationales. »

— *la Révolution permanente*

A quel moment Trotsky arriva-t-il à cette conclusion ? Dans une lettre à Préobrajensky en 1928, Trotsky expliqua que c'est à partir de la formation du gouvernement de Wuhan, c'est-à-dire après le massacre de Shanghai, qu'il avait réalisé qu'il ne pouvait pas exister de dictature démocratique viable. Cependant, il est probable que la lenteur de Trotsky à appeler publiquement à la révolution permanente a eu d'autres raisons qu'une incapacité à saisir la dynamique de classe de la révolution qui se déroulait. La « révolution permanente » avait été considérée comme l'équivalent du péché originel du trotskysme par les épigones stalinien, y compris Zinoviev et Kamenev. Et si Trotsky fit de mauvais compromis sur la question de l'entrisme, il fut plus qu'évasif sur la révolution permanente. Il condamna même publiquement ses positions antérieures, qui avaient été confirmées en Russie. Ainsi, la plate-forme de l'Opposition unifiée, publiée en septembre 1927, déclare ce qui suit : « Trotsky a déclaré devant toute l'Internationale communiste que, sur toutes les questions de principe, quelles qu'elles fussent, où il a controversé avec Lénine, c'est Lénine qui a eu raison, et en particulier sur la question de la révolution permanente et de la paysannerie. Cette déclaration faite devant toute l'Internationale communiste, le groupe Staline ne l'a pas publiée et il continue à nous accuser de "trotskysme". »

Dès septembre 1926, Trotsky avait souligné que :

« La petite-bourgeoisie, par elle-même, aussi nombreuse qu'elle puisse être, ne peut pas décider la ligne principale de la politique révolutionnaire. La différenciation de la lutte politique suivant des lignes de classe, la divergence aiguë entre le prolétariat et la bourgeoisie, impliquent une lutte d'influence entre eux pour gagner la petite-bourgeoisie, et elles impliquent la vacillation de la petite-bourgeoisie entre les marchands, d'une part, et les ouvriers et les communistes de l'autre. »

— « Le Parti communiste chinois et le Kuomintang »

Cette déclaration, à elle seule, montre clairement que Trotsky comprenait qu'il y avait deux classes fondamentalement opposées en Chine, le prolétariat et la bourgeoisie ; et que la petite-bourgeoisie, y compris la paysannerie, ne pouvait pas jouer un rôle indépendant. A partir de ces prémisses, il ne pouvait y avoir qu'une *seule* solution révolutionnaire : le pouvoir prolétarien, la dictature du prolétariat soutenu par la paysannerie.

Lorsque Trotsky se déclara ouvertement pour la révolution permanente, il fut violemment attaqué non seulement par Zinoviev, qui avait entre-temps capitulé devant Staline, mais aussi par des membres de premier plan de sa propre fraction. Ainsi, Préobrajensky déclara : « Nous, les vieux-bolchéviks de l'opposition, devons nous séparer de Trotsky au sujet de la révolution permanente » (cité dans Isaac Deutscher, *Trotsky, le prophète désarmé [1921-1929]*). Et, comme Trotsky l'a noté plus tard, les membres de l'Opposition de gauche qui avaient les positions les plus conciliatrices sur la Chine furent les premiers à capituler devant Staline. Découragée par la défaite en Chine, une partie de l'Opposition de gauche décida que les perspectives de révolution prolétarienne internationale étaient nulles, et se réconcilia avec la ligne nationaliste stalinienne de « construction du socialisme dans un seul pays ». En luttant jusqu'au bout sur cette question, Trotsky avait endurci sa propre fraction, se débarrassant des éléments démoralisés, et fut donc à même de regrouper dans l'Opposition de gauche des militants de premier ordre parmi les communistes chinois.

Mais le mouvement communiste paya chèrement le fait que la révolution permanente n'ait pas été codifiée plus tôt. Bien sûr, on ne pouvait pas dire avec certitude en 1918 que la révolution permanente telle que démontrée en Russie s'appliquerait à la Chine. La Russie tsariste était en position d'avoir des ambitions impérialistes ; elle n'était pas un vassal colonial comme la Chine, même si c'étaient des étrangers qui possédaient une grande partie de son industrie, et même si c'étaient des relations sociales dérivées de l'arriération féodale qui dominaient les campagnes russes. La Russie s'était débarrassée de la domination mongole depuis plusieurs siècles, alors que l'intelligentsia chinoise n'était réellement entrée dans le monde moderne qu'après la guerre des

Universal



Earl Swisher



Le généralissime Chiang Kai-shek, boucher de la « Commune de Canton » de décembre 1927

Boxers (1900). De plus, en Chine la classe ouvrière constituait un pourcentage de la population plus faible que dans la Russie de 1917.

Ceci dit, le fait de n'avoir pas clairement affirmé que la révolution d'Octobre avait suivi la voie de la révolution permanente a permis à la direction stalinienne du Comintern de dissimuler qu'elle rejetait de plus en plus le programme internationaliste de Lénine. Cela eut aussi pour conséquence que dans les délibérations du Comintern sur la question coloniale, la révolution permanente ne fut jamais considérée comme une variante possible.

Les cadres chinois qui se débattaient pour élaborer des tactiques et pour élucider le caractère de classe de la révolution dans leur pays n'avaient pas accès aux écrits antérieurs de Trotsky. S'ils en avaient eu connaissance, cela aurait bien pu renforcer leur détermination, et faire éclater une bataille dans le Comintern beaucoup plus tôt, avant que la position de Staline soit si bien consolidée. Les controverses programmatiques sur la Chine auraient pu se résoudre autrement, menant à un résultat différent en Chine, et à une configuration différente des rapports de force politiques au sein du Comintern.

La fondation du trotskysme chinois

Chiang Kai-shek noya la Deuxième Révolution chinoise dans le sang : on estime que 25 000 membres du PCC furent tués rien qu'en 1927, et le massacre initial fut suivi d'un règne de terreur blanche. Toutes les organisations syndicales et ouvrières furent décapitées ; beaucoup disparurent, et celles qui restèrent furent contraintes à la clandestinité. Les dislocations causées par l'écroulement de l'économie mondiale en 1929 décimèrent encore davantage la classe ouvrière.

Cyniquement, pour essayer de se couvrir, Staline poursuivit ses embaardées à « gauche » après la débâcle de la Commune de Canton en décembre 1927. Tout en abandonnant en pratique les villes, le PCC nia qu'il y avait eu quelque défaite que ce soit, et réitéra l'appel à des soviets ! La pos-

ture ultra-gauche et aventuriste du Comintern durant la « troisième période » contribua aussi grandement à démoraliser le prolétariat chinois.

Trotsky insistait que les communistes doivent regarder l'amère réalité en face. Il fit valoir que la contre-révolution avait temporairement triomphé en Chine ; que ce qu'il fallait, c'était une retraite tactique pour pouvoir regrouper dans une série de batailles défensives les forces durement éprouvées du prolétariat. C'est alors seulement que le terrain serait prêt pour la troisième révolution chinoise. Trotsky affirmait :

« Le gouvernement qui émergera de la révolution victorieuse des ouvriers et des paysans ne peut être qu'un gouvernement de la *dictature du prolétariat*, dirigeant la majorité du peuple exploité et opprimé. Mais il faut comprendre clairement la différence entre la *perspective révolutionnaire* générale que nous devons infatigablement développer dans les articles et les discours théoriques et propagandistes, et le *mot d'ordre politique actuel* derrière lequel nous pouvons, à partir d'aujourd'hui, mobiliser les masses en les organisant réellement en opposition au régime de la dictature militaire. Un tel *mot d'ordre politique central* est celui de l'*assemblée constituante*.

– « Réponse aux oppositionnels chinois »,
décembre 1929

Le mot d'ordre d'assemblée constituante ou nationale était lié à une série d'autres mots d'ordre démocratiques révolutionnaires, dont la journée de huit heures, l'expropriation des propriétaires terriens et l'indépendance nationale complète de la Chine, qui représentaient les tâches démocratiques urgentes incorporées dans la perspective de la révolution permanente.

Le sixième congrès du Comintern, en 1928, avait rejeté les mots d'ordre démocratiques révolutionnaires transitoires, privant ainsi le PC chinois de la possibilité de mobiliser les masses dans cette situation de contre-révolution. Les staliens prétendaient maintenant que l'Opposition de gauche représentait une « déviation droitière ». Mais Trotsky, qui s'était attendu à cela, déclara que ceux qui avaient subordonné le Parti communiste au Guomindang allaient maintenant « tenter de surenchérir sur l'aile gauche et [voir] dans notre façon de poser la question des "illusions constitutionnelles" et une "déviation social-démocrate" ». En mettant au centre de la question la révolution permanente et partant d'une évaluation sérieuse de la situation d'alors en Chine, Trotsky fournissait la base programmatique pour un regroupement des communistes qui voulaient combattre pour la victoire du prolétariat.

Trotsky ne se berçait pas d'illusions. Ce n'était pas parce qu'il avait eu raison sur la Chine qu'il recruterait en masse. Comme il l'a noté plus tard (« Discussion sur la situation de la Quatrième Internationale », avril 1939) :

« [...] l'étranglement de la Révolution chinoise était mille fois plus important pour les masses que toutes nos prédictions. Nos prédictions pouvaient convaincre une poignée d'intellectuels qui s'intéressaient à ces problèmes, mais pas les masses. La victoire militaire de Tchang devait inévitablement provoquer un reflux, une démoralisation, et ne pouvait en rien favoriser la progression d'une fraction révolutionnaire. »

Tout en sachant qu'il ne pourrait pas gagner les masses après cette cuisante défaite, Trotsky concentra ses efforts sur l'analyse des leçons de la Révolution chinoise et d'autres batailles politiques clés, afin de recruter à l'Opposition de gauche au sein de l'Internationale communiste et de la renforcer. A cette fin, il soumit au sixième congrès du Comintern le document « Critique du programme de l'Internationale communiste », publié en français dans *l'Internationale*

Коммунистический Интернационал после Ленина

Un ouvrage clé de Trotsky publié en russe pour la première fois

L'Internationale communiste après Lénine contient les documents de fondation du trotskysme mondial de 1928 : « Critique du programme de l'Internationale communiste », « Et maintenant ? », ainsi que « La question chinoise après le VI^e congrès » et « Qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste ? »

Publié en 1993 à Moscou par la Prometheus Research Library et la Ligue communiste internationale.

La présente édition comprend aussi une introduction de la PRL.

75 FF (port inclus)

309 pages

ISBN 5-900696-01-4

Pour toute commande :

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

A. H. Buchman



Le comité central provisoire de la Ligue communiste de Chine pendant l'hiver 1936. De gauche à droite : Wang Fanxi, Frank Glass, Hua Zhenbin, Han Jun, Jiang Zhendong, Chen Qichang. Hua Zhenbin, non membre du CC, était l'imprimeur du parti.

communiste après Lénine. (Ce document a finalement été rendu accessible aux lecteurs russes en 1993, dans une édition publiée par la Prometheus Research Library.) La question de la Révolution chinoise deviendra un des principaux critères programmatiques d'adhésion à l'Opposition de gauche internationale.

Les efforts de Trotsky portèrent leurs fruits, particulièrement en Chine, où ils rencontrèrent un terrain fertile. Des centaines de jeunes communistes chinois furent gagnés aux positions de Trotsky pendant leurs études à Moscou, soit à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient (KTVU), soit à l'Université Sun Yat-sen ; ils ramenèrent ses écrits en Chine, et grâce à cela Chen Duxiu et un petit groupe de cadres fondateurs du PCC furent recrutés. Les Etats-Unis sont le seul autre pays (en dehors de la Russie soviétique) où l'Opposition de gauche a gagné un nombre significatif de cadres communistes. James P. Cannon, après avoir lu la critique du projet de programme par Trotsky, alors qu'il était délégué au sixième congrès de l'IC, recruta au mouvement trotskyste une centaine des membres de sa fraction.

C'est Wang Fanxi (Wang Fan-hsi), dans *Memoirs of a Chinese Revolutionary* [Mémoires d'un révolutionnaire chinois] (Columbia University Press, 1980), un des ouvrages les plus importants sur le trotskysme chinois, écrit en 1957, qui a le mieux relaté l'histoire de ces étudiants chinois à Moscou. Wang avait été étudiant à Moscou de 1927 à 1929, et faisait partie d'une génération de brillants jeunes militants chinois qui furent envoyés en URSS pour y recevoir leur éducation politique. Selon Wang, il y avait environ 400 étudiants chinois à Moscou qui se considéraient comme trotskystes. Mais quand les autorités stalinienne eurent vent de cette opposition qui se développait, elles prirent des mesures répressives. Les purges commencèrent au lendemain du dixième anniversaire de la Révolution bolchévique, où un certain nombre d'étudiants chinois s'étaient joints au groupe de l'Opposition de gauche qui avait essayé de manifester. Dix de ces militants étudiants furent exclus de l'université et renvoyés chez eux. Ces étudiants fondèrent alors le groupe *Notre parole*, dont le journal fut la première publi-

cation trotskyste en Chine.

Le premier groupe clandestin de trotskystes chinois en Russie fut organisé fin 1928, et Wang Fanxi en fut élu l'un des trois dirigeants. Le groupe de Wang considérait que son activité principale devait être de traduire en chinois les plus importants écrits de Trotsky, et ils commencèrent par la « Critique du projet de programme ». Comme la période d'études de beaucoup de ces étudiants touchait à sa fin, ils se réunirent clandestinement au début de 1929 sur le campus de l'école d'artillerie de Moscou. Ils décidèrent que les militants qui rentraient en Chine resteraient au sein du PCC aussi longtemps que possible, en dissimulant leurs idées si nécessaire, pour gagner du temps et conquérir le respect des vétérans du PCC de façon à pouvoir se faire écouter plus tard. Si on les excluait, ils se considéraient encore comme une fraction du PCC (conformément à la politique trotskyste à l'époque).

En 1929, il était devenu clair que c'était dangereux, et dans beaucoup de cas impossible, pour des militants connus comme trotskystes de sortir d'URSS. Trotsky fut exclu du parti russe en 1927, exilé en Asie centrale soviétique en 1928 et expulsé vers la Turquie en 1929. Cette escalade de la répression stalinienne fut douloureusement ressentie par les étudiants chinois. Au début, le harcèlement avait pris la forme de passages à tabac infligés par des Chinois pro-staliniens, mais après 1929 la répression des trotskystes devint le boulot de l'appareil policier du GPU. La nouvelle que Chen Duxiu, l'ancien dirigeant du PCC, avait été gagné au trotskysme déclencha la fureur du GPU. Fin 1929, ils réussirent à extorquer des aveux, ainsi qu'une liste de membres, à l'un des étudiants trotskystes, et à la suite de cela, une rafle du GPU permit d'effectuer la nuit même des centaines d'arrestations. Selon Wang :

« Parmi plus de deux cents trotskystes arrêtés, moins de dix abjurèrent complètement et furent ensuite renvoyés en Chine. Deux autres camarades purent s'échapper de Sibérie et retourner en Chine. On ne sait pas ce qu'il advint du reste, mais beaucoup sont certainement morts dans les prisons de Staline ou face à un peloton d'exécution du GPU. »

La dégénérescence de la Révolution russe produisit une bureaucratie dont la perspective était étroite et nationaliste ;

ceci conduisit à une réémergence du chauvinisme grand-russe. Wang cite un livre écrit par le communiste yougoslave dissident Anton Ciliga, également prisonnier des geôles de Staline, qui raconte que « les communistes à la peau jaune étaient traités de façon bien pire que leurs co-détenus blancs ». Les interrogatoires permirent au GPU d'obtenir le nom de trotskystes qui travaillaient à l'intérieur du PCC. La plupart d'entre eux furent immédiatement exclus. Parmi eux, Wang Fanxi qui travaillait comme secrétaire de Zhou Enlai (Chou En-lai).

Les étudiants chinois rentrés au pays jouèrent un rôle important dans le mouvement trotskyste chinois des premières années. Mais les étudiants de Moscou n'étaient pas les seuls communistes en mouvement qui essayaient de comprendre le désastre de 1927 et d'en tirer des conclusions révolutionnaires. Le groupe de loin le plus important du trotskysme chinois était la Société prolétarienne, organisée par Chen Duxiu lui-même. Chen avait été transformé en bouc émissaire des trahisons de Staline, et il avait été exclu du comité central. Chen avait auparavant exprimé des doutes importants vis-à-vis de la ligne du Comintern, mais ce n'est qu'après avoir finalement lu des traductions des documents de Trotsky qu'il fut fermement convaincu que la ligne de Staline était mauvaise. Les premiers documents qu'il lut furent « Bilan et perspectives de la révolution chinoise » (qui fait partie de « Critique du programme de l'Internationale communiste ») et « La question chinoise après le sixième congrès ».

Armé d'une perspective trotskyste pour le cours à suivre pour la révolution, Chen écrivit sa « Lettre à tous les membres du Parti communiste chinois » le 10 décembre 1929. Ce puissant document, qui est au fond la déclaration de fondation du trotskysme chinois, se terminait ainsi :

« Chers Camarades ! Les erreurs actuelles du parti ne sont pas des questions secondaires et accidentelles ; comme dans le passé, elles sont l'illustration de toute la politique opportuniste de Staline en Chine [...]. Nous devons revenir à l'esprit et au programme bolchéviques, nous rassembler en une union, nous ranger résolument au côté de l'Opposition internationale conduite par le camarade Trotsky [...]. Nous ne sommes pas seulement hostiles à l'opportunisme de Staline et de ses comparses ; nous le sommes aussi à l'égard de la politique de compromis de Zinoviev et d'autres. Nous n'avons pas peur de nous mettre en dehors du parti. Et nous sommes résolus à tous les sacrifices pour sauver le parti et la Révolution chinoise ! »
[traduit de l'anglais]

Cinq jours plus tard, une « Déclaration de l'Opposition de gauche » était signée par 81 cadres du PCC, et quelques temps après ils publiaient un journal, *Prolétariat*.

On aurait pu penser qu'après l'effroyable bain de sang que le PCC venait de subir, ceux qui voyaient la justesse et la pertinence de l'analyse de Trotsky auraient hâte de regrouper leurs forces. Mais l'histoire en général, et assurément nos propres expériences dans la construction de la LCI, ont montré que le processus de regroupement révolutionnaire est un vrai champs de mines. Il est indispensable d'avoir une attitude sérieuse vis-à-vis de la clarté politique, basée sur des *critères programmatiques*. La fusion des quatre organisations trotskystes existant en Chine prit près de deux ans, et nécessita l'intervention personnelle de Trotsky lui-même, qui dut mettre toute son autorité dans la balance.

Dans les groupes fondés par les étudiants, il y avait au début une certaine réticence envers le mot d'ordre d'assemblée constituante. Mais l'hostilité que la plupart des étudiants revenus de Moscou éprouvaient envers Chen Duxiu était un

obstacle encore plus important. Ils étaient horrifiés à l'idée de s'unir avec Chen, en partie parce qu'ils étaient influencés par la campagne du Comintern, qui en avait fait son bouc émissaire. C'est par Liu Renjing (Liu Jen-ching, connu également sous le nom de Neil Shih), qui devait passer au Guomindang quelques années plus tard, que le mécontentement était attisé avec le plus d'ardeur. Liu, qui avait rendu visite à Trotsky dans son exil en Turquie, pensait que c'était lui qui devait être le chef incontesté du trotskysme chinois.

Pendant toutes ces luttes intestines, Trotsky refusa de prendre parti. Mais finalement, lorsqu'il reçut et lut la lettre ouverte de Chen au PCC, il intervint plus vigoureusement. Il était clair que Chen acceptait le programme trotskyste. Même s'il avait mis en œuvre la désastreuse ligne du Comintern en Chine, il avait sérieusement réfléchi sur ses erreurs, ce qui faisait de lui un *meilleur* communiste. Ce n'était pas facile pour un homme de plus de cinquante ans de tout recommencer, et de participer au lancement d'une petite organisation révolutionnaire qui subissait des persécutions tant des forces hostiles de l'Etat que du PCC, dont la taille était de loin supérieure à la sienne. Trotsky écrivit :

« Aujourd'hui j'ai finalement reçu une copie de la lettre du camarade Ch'en Tu-hsiu du 10 décembre 1929. Je pense que cette lettre est un très bon document. Des attitudes totalement claires et correctes sont prises en réponse à toutes les questions importantes ; particulièrement par rapport à la question d'une dictature démocratique, le camarade Tu-hsiu adopte une position totalement correcte [...].

« Lorsque nous avons un révolutionnaire de si grande valeur que Ch'en Tu-hsiu, qui rompt formellement avec son parti, est ensuite jeté hors du parti, et qui annonce finalement que sa position est 100 % en accord avec l'Opposition internationale, comment pouvons-nous l'ignorer ? [...]. Nous avons beaucoup de jeunes dans l'Opposition qui peuvent et doivent apprendre du camarade Ch'en Tu-hsiu ! »

— « Deux lettres à la Chine », août-septembre 1930

Trotsky savait qu'il fallait de nombreuses années pour former un cadre révolutionnaire expérimenté, particulièrement quelqu'un de la stature et de la capacité de Chen. Durant toutes les années qui ont suivi, tant que Chen est resté loyal au programme révolutionnaire, Trotsky est intervenu pour défendre son autorité contre ceux qui l'attaquaient pour servir leurs intérêts de clique.

Les camarades chinois organisèrent un comité de négociation pour l'unité, mais ses délibérations piétinaient. Trotsky attendit trois mois et, voyant que rien ne bougeait, écrivit finalement une lettre aux camarades chinois en janvier 1931. Cette lettre résumait ses positions sur les questions importantes pour la Chine. Pour Trotsky, la question principale était de se battre contre l'« esprit de cercle ». Voyant qu'il n'existait pas de divergence politique fondamentale à ce moment-là, Trotsky insista : « *Chers amis, fusionnez définitivement vos organisations et votre presse aujourd'hui même !* »

Le Premier Mai 1931, la Ligue communiste de Chine (LCC) fut fondée. Son comité central comprenait des militants provenant des quatre groupes qui fusionnaient pour former la nouvelle organisation. Selon les différents comptes rendus qui ont été faits sur cette conférence, la LCC avait entre 400 et 500 membres, avec des comités locaux à Shanghai, Hong-kong, Canton, Pékin, Nankin, Wuhan et Guangdong. L'implantation industrielle de la LCC était impressionnante pour un groupe de sa taille. Sa base syndicale était à Shanghai, avec des fractions opérationnelles dans les centrales électriques, le téléphone, les postes,

le textile et les soieries ; la LCC avait également une fraction syndicale dans le chantier naval stratégique de Tai-Koo à Hong-kong.

Dans les geôles du Guomindang

Les partisans de Léon Trotsky furent les seuls qui, dans la période de défaites catastrophiques consécutive à la Deuxième Révolution chinoise, cherchèrent à maintenir leurs racines dans la classe ouvrière urbaine. Il y eut bien dans les années 1930 quelques luttes ouvrières économiques sporadiques à Shanghai et à Hong-kong, dans lesquelles les trotskystes jouèrent des rôles dirigeants. Mais la prostration générale des masses travailleuses, dont les syndicats et autres organisations légales avaient été anéantis, eut de lourdes conséquences politiques.

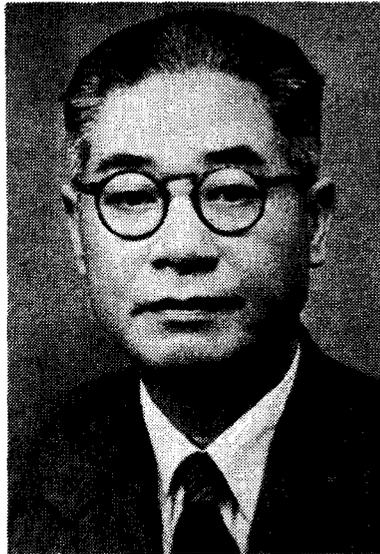
Durant presque toute son existence, l'organisation trotskyste chinoise fut condamnée à une existence clandestine, traquée d'abord par la police du Guomindang, ensuite par l'occupation japonaise puis par les staliniens de Mao. Dans le mois qui suivit la fondation de la LCC, les membres du comité central, à l'exception de Chen et de Peng Shuzhi (Peng Shu-tse), furent tous arrêtés suite aux agissements d'un informateur ; Chen et Peng furent arrêtés en 1932, transférés de Shanghai à Nankin, jugés et condamnés à treize ans de prison.

Leur procès fut un événement important en Chine. De peur que ces deux dirigeants fussent condamnés à mort, on lança une campagne de défense qui réussit à faire transférer l'affaire d'un tribunal militaire à un tribunal civil. Chen transforma le procès en réquisitoire contre la classe dirigeante chinoise, et défendit fièrement sa carrière de révolutionnaire. Sa déclaration introductive, exemple de son grand courage personnel, exprime avec passion le programme internationaliste de la révolution permanente :

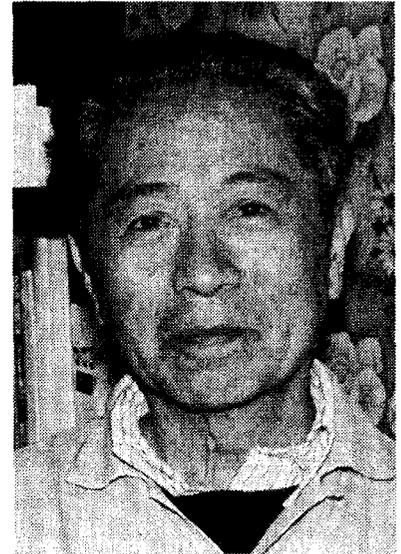
« Dans la Chine économiquement arriérée et semi-coloniale, opprimée de l'extérieur par l'impérialisme international et qui souffre, à l'intérieur, sous le joug des seigneurs de la guerre et des mandarins [...] les classes supérieures exploiteuses couardes, portées à la compromission et qui ne pensent qu'à leur propre peau, ne pourront jamais se battre pour l'émancipation nationale, ni mener une politique démocratique. De plus, elles n'éprouvent que haine et crainte pour un soulèvement des masses inférieures, qu'elles ont jusqu'à présent foulées aux pieds [...]. Seules les masses travailleuses les plus opprimées et les plus révolutionnaires d'ouvriers et de paysans en Chine, jointes aux forces du prolétariat anti-impérialiste à l'échelle mondiale, peuvent, par une gigantesque et furieuse vague révolutionnaire, détruire le joug de l'impérialisme, d'une part, et balayer toute l'oppression des seigneurs de la guerre et des mandarins, d'autre part [...]. La lutte pour l'émancipation des masses laborieuses ouvrières et paysannes, et la lutte pour l'émancipation nationale se rejoignent objectivement en un même courant et ne peuvent pas être séparées l'une de l'autre. C'est pour cette raison que j'ai commencé à créer le Parti communiste chinois après le Mouvement du 4 mai dans l'année 1919. »

– « Protestation devant la haute cour de Kiangsu » de Chen Duxiu, 20 février 1933 (traduit du compte rendu manuscrit en anglais communiqué par les archives de la Hoover Institution, Stanford, Etats-Unis)

La plupart des dirigeants de la LCC périrent en prison. Chen et Peng ne furent relâchés qu'au moment où éclata la guerre sino-japonaise en 1937. Ce n'est qu'en 1935 qu'une direction opérationnelle de la LCC fut reconstruite, après la



sans crédit



Humanities Press

Deux dirigeants trotskystes chinois : Peng Shuzhi (à gauche) et Wang Fanxi

libération de Wang Fanxi. Cette direction, le comité central provisoire, fut élue lors d'une conférence tenue à Shanghai fin 1935, et comptait parmi ses membres C. Frank Glass (dont le nom de plume était Li Furen [Li Fu-jen]). Glass, membre fondateur du Parti communiste d'Afrique du Sud gagné au trotskysme à Johannesburg, joua non seulement un rôle dirigeant au sein de la LCC, mais fut aussi un lien précieux avec le reste de l'Opposition de gauche internationale. Glass joua également un rôle important dans le recrutement du journaliste américain Harold Isaacs, auteur de *The Tragedy of the Chinese Revolution* (Londres, Secker & Warburg, 1938) en collaboration avec Trotsky, qui en rédigea l'introduction. Par la suite, Isaacs rompit avec le marxisme, révisa les deux éditions ultérieures du livre, en 1951 et 1961, dans un sens anticommuniste, et supprima l'introduction de Trotsky. L'édition de 1961 a été traduite en français sous le titre *la Tragédie de la Révolution chinoise* (Gallimard, 1967).

Les staliniens étaient, pendant ce temps-là, en train de se transformer en parti basé sur la paysannerie. Après Canton, une autre série d'actions aventuristes dans les villes conduisit à une nouvelle série de défaites. Beaucoup des militants prolétariens du PCC furent massacrés par Chiang, tandis que d'autres quittaient le parti en masse. Le PCC envoyait aussi des militants des villes vers les campagnes, où il continuait à y avoir quelques révoltes paysannes. Le pourcentage de militants ouvriers dans le parti tomba de 58 % en avril 1927 à moins de 1 % en 1931. Refusant d'admettre qu'il y avait eu une défaite, les staliniens établirent des bases dans les zones rurales où ils s'étaient retirés, et leur donnèrent le nom de « soviets ».

En novembre 1931, une conférence organisée dans la nouvelle capitale « soviétique » de Juichin proclama la création d'un « gouvernement central provisoire de la république soviétique chinoise ». Comme sa base dans les villes rétrécissait comme une peau de chagrin, le PCC devenait de plus en plus dépendant financièrement des zones rurales. Ceci l'amena donc à s'appuyer politiquement sur les couches les plus riches de la paysannerie, et les marchands des campagnes. Selon le livre de Benjamin I. Schwartz, *Chinese Communism and the Rise of Mao* [Le communisme chinois

et la montée de Mao] (Harper Torchbooks, 1951), en l'espace de quelques années, la direction du PCC était devenue majoritairement composée d'étudiants issus de familles de petits fermiers, de membres des professions libérales, de marchands et même d'aristocrates. Les militants du PCC provenaient de plus en plus de la paysannerie, et ceux qui étaient d'origine ouvrière avaient rompu leurs attaches avec la ville depuis longtemps. Comme le notait Harold Isaacs dans *The Tragedy of the Chinese Revolution* (édition de 1938) :

« La défaite de 1927 avait consommé le divorce entre le parti et la classe ouvrière. Le cours aventuriste d'après 1927 l'avait transformé en un parti paysan, sans racines ni influence parmi les ouvriers. Il était devenu l'équivalent chinois, non du Parti bolchévique russe, mais du Parti socialiste révolutionnaire, dont il suivait l'exemple en proposant de mettre en œuvre une transformation agraire sur la base de rapports de propriété bourgeois. »

Citant Engels, Trotsky avait auparavant observé qu'un parti qui laisse une situation révolutionnaire lui échapper disparaît inévitablement de la scène pendant une certaine période de l'histoire. Et il affirma que l'« on ne peut éviter [au Parti communiste chinois] le sort évoqué par Engels – liquidation politique pour une certaine période – qu'en posant clairement, courageusement, toutes les questions fondamentales, celles d'hier et d'aujourd'hui » (« La question chinoise après le sixième congrès »). Comme il refusait de tirer les leçons de la Deuxième Révolution chinoise, le PCC ne put que se liquider sans rémission en tant qu'instrument de la classe ouvrière. Certes, le PCC continuait à se proclamer parti révolutionnaire prolétarien. Mais comme le soulignait Trotsky, alors qu'un parti authentiquement bolchévique en Chine se serait efforcé de diriger une guerre paysanne par l'intermédiaire des ouvriers, le PCC et ses détachements armés paysans (« armées rouges ») n'avaient aucune base de soutien dans les villes, et ils étaient profondément marqués

par leur environnement paysan. Ceci eut un impact profond sur la *conscience* de ses militants :

« L'ouvrier aborde les problèmes sous l'angle socialiste ; le paysan sous l'angle petit-bourgeois. L'ouvrier tente de socialiser la propriété qu'il a reprise à ses exploités ; le paysan, tente, lui, de la partager. L'ouvrier veut faire servir les châteaux et les parcs dans l'intérêt général ; le paysan, pour peu qu'il ne puisse les partager, est enclin à brûler les châteaux et à déboiser les parcs. L'ouvrier fait effort pour résoudre les problèmes à l'échelle étatique, et selon un plan ; mais le paysan aborde tous les problèmes à l'échelle locale, et se conduit d'une façon hostile envers le plan du centre, etc. »

– « La guerre des paysans en Chine et le prolétariat », septembre 1932

Trotsky envisagea la possibilité que, dans une crise révolutionnaire, des bandes armées paysannes dirigées par des staliniens puissent affronter les ouvriers insurgés dirigés par des bolchéviques. Si cela ne s'est pas passé en 1949 – quand l'armée de Mao, basée sur la paysannerie, réussit, dans des circonstances historiques exceptionnelles, à chasser le gang capitaliste corrompu de Chiang – c'est parce que les masses travailleuses urbaines n'ont à aucun moment été mobilisées en tant que force indépendante luttant pour l'abolition du capitalisme. Mais les paroles de Trotsky étaient néanmoins prophétiques. L'idéologie maoïste de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé chinois était le reflet de la conscience provinciale et anti-internationaliste caractéristique de la masse de la paysannerie, laquelle était elle-même en conformité parfaite avec la perspective conservatrice de la bureaucratie stalinienne au Kremlin. La seule différence était que les staliniens chinois défendaient le « socialisme dans un seul pays »... dans un pays différent.

La guerre sino-japonaise et celle du Pacifique

La question qui domina la Chine dans les années 1930 était celle des empiétements croissants de l'impérialisme japonais. En septembre 1931, le Japon envahit la Mandchourie, consolidant sa conquête presque immédiatement. En février 1932, Tokyo établit, en territoire occupé, l'Etat fantoche du Manchukuo et lança une brève expédition punitive contre Shanghai. L'occupation de la Mandchourie fut suivie de six années de trêve précaire, jusqu'à l'invasion japonaise de la Chine centrale pendant l'été 1937, qui marqua le début de la guerre sino-japonaise.

Partant du fait que le Japon était une puissance impérialiste et la Chine une nation semi-coloniale, les trotskystes adoptèrent une politique de soutien militaire à la Chine, tout en s'opposant politiquement à Chiang. Comme Trotsky l'expliquait : « En participant à la lutte *militaire* sous les ordres de Tchang Kai-chek – parce que malheureusement c'est lui qui a le pouvoir dans la guerre pour l'indépendance – préparer *politiquement* le renversement de Tchang Kai-chek. C'est la seule politique révolutionnaire » (« Les ultragauches et la guerre en Chine », septembre 1937).

L'intensification de l'agression japonaise provoqua un « deuxième front unique » entre le PCC et le Guomindang de Chiang. Celui-ci ne se limitait pas à un bloc militaire contre l'impérialisme japonais, c'était au contraire une nouvelle tentative de rapprochement politique avec le Guomindang. Comme l'expliquait Frank Glass :

« Notons qu'aujourd'hui la "Chine soviétique" et l'"Armée rouge" ont totalement disparu de la scène. La Chine soviétique est devenue un "district administratif spécial" sous la juridiction du gouvernement du Kuomintang à Nankin, et l'Armée rouge est à présent la "Huitième Armée de route" subordonnée au haut commandement du généralissime Chiang

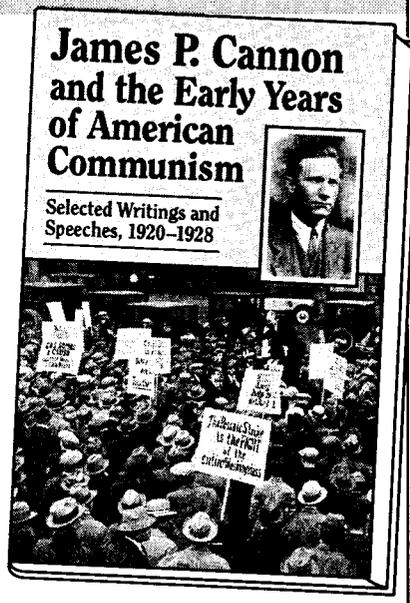
James P. Cannon et les premières années du communisme américain

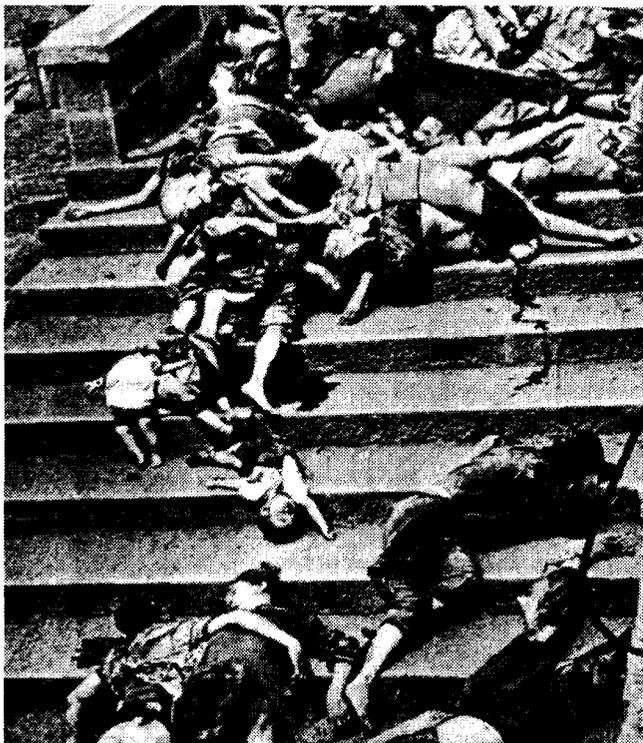
Articles et discours choisis, 1920-1928

(en anglais)

624 pages, broché
100 FF (Cdn\$ 22.50)
(Frais de port inclus)
ISBN 0-9633828-1-0

Commandes et
règlements à :
Le Bolchévique
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
France





Der Spiegel

Victimes d'un bombardement aérien japonais. Après la chute de Nankin, en décembre 1937, les troupes impérialistes japonaises y massacrèrent plus de 340 000 personnes.

Kai-shek. On n'affirme plus qu'il faut renverser le régime du Guomindang pour gagner la guerre national-révolutionnaire. En effet, quiconque s'aventure à formuler cette vérité élémentaire est dénoncé comme un "ennemi du peuple chinois" et un "agent de l'impérialisme japonais". La lutte de classes et la révolution agraire ont été publiquement jetées aux orties. »

— Li Fu-jen, « End of the Chinese Soviets » [Fin des soviets chinois], *New International*, janvier 1938

Les staliniens tentèrent de calomnier les trotskystes chinois en les traitant d'« agents du Mikado ». Après la libération de Chen en 1937, les staliniens l'accusèrent d'accepter de l'argent japonais. Cette attaque calomnieuse fut repoussée. Trotsky ayant prévu ce genre de mensonges, avait prédit que « demain, le GPU qui est en alliance avec le Kuomintang (comme en Espagne avec Negrín) va présenter nos amis chinois comme des "défaitistes" et des agents du Japon. Les meilleurs d'entre eux, Chen Duxiu en tête, peuvent être compromis nationalement et internationalement et fusillés. Il fallait souligner avec toute l'énergie nécessaire que la Quatrième Internationale est aux côtés de la Chine contre le Japon » (« Les ultra-gauches et la guerre en Chine »).

L'âge et la prison avaient commencé à produire leurs effets sur Chen. Il se mit à jouer avec l'idée d'enfouir les trotskystes dans une force militaire « démocratique » pour combattre les impérialistes japonais. Bien que Chen n'ait jamais renié le trotskysme; il eut de plus en plus de divergences fondamentales et sombra dans l'inaction. Avec la signature du pacte Hitler-Staline et l'éclatement de la guerre en Pologne, Chen commença à douter que l'Union soviétique fût restée un Etat ouvrier. Il adopta une position de soutien aux impérialistes « démocratiques » pendant la Deuxième Guerre mondiale. La santé brisée par les années de prison, Chen mourut le 24 mai 1942.

D'autres divergences apparurent dans la LCC sur la question de la guerre contre l'impérialisme japonais, particulièrement lorsque celle-ci fut absorbée dans le conflit inter-impérialiste. Avec l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale en Europe en 1939, et face aux tensions croissantes entre les Etats-Unis et le Japon, le gouvernement du Guomindang se détourna de l'Union soviétique et se tourna vers une alliance avec les Etats-Unis. Avant même que les Etats-Unis et le Japon ne se déclarent la guerre en décembre 1941, le général Chenault avait organisé l'escadrille de volontaires des « tigres volants », composée d'aviateurs et d'avions de chasse américains volant sous le drapeau nationaliste chinois.

En automne 1940, Wang Fanxi écrivit « La guerre du Pacifique et la guerre de résistance chinoise » pour la revue trotskyste *La Lutte*. Wang argumentait que si les Etats-Unis entraient dans la guerre du Pacifique, la guerre de résistance chinoise serait alors subordonnée aux intérêts de l'impérialisme US et perdrait son caractère progressiste ; la LCC devrait donc adopter une position de défaitisme révolutionnaire vis-à-vis des deux camps dans la guerre sino-japonaise. Peng Shuzhi argumentait, lui, que la guerre de la Chine contre le Japon était encore progressiste et le resterait tant que les Etats-Unis n'engageaient pas des forces terrestres importantes dans la guerre en Chine. Au début, Wang gagna à sa position une majorité de l'organisation chinoise, mais ceci fut inversé lorsque Frank Glass revint d'un voyage à New York où il avait consulté le Secrétariat international, qui soutenait dans les grandes lignes la position de Peng.

Nous sommes très éloignés historiquement et physiquement des trotskystes chinois des années 1930 et 1940, et nous manquons de documentation sur les nombreuses questions qui, en mai 1941, scindèrent le trotskysme chinois en deux organisations séparées dirigées respectivement par Wang Fanxi et Peng Shuzhi. Mais il est clair que les divergences sur les rapports entre la guerre de la Chine contre l'impérialisme japonais et la Deuxième Guerre mondiale interimpérialiste jouèrent un rôle important. Sur cette question particulière, les arguments de Wang étaient justes, tels qu'ils étaient exprimés. Dans la Deuxième Guerre mondiale, le droit de la Chine à l'autodétermination nationale devenait subordonné à l'impérialisme américain.

Dès le début de la guerre du Japon contre la Chine, en juillet 1937, Trotsky et les partisans de la Quatrième Internationale avaient donné un soutien militaire inconditionnel à la résistance chinoise contre la conquête japonaise. Mais Wang fit remarquer à juste titre qu'une fois les Etats-Unis entrés dans la guerre, l'effort de guerre du Guomindang serait subordonné aux intérêts de l'impérialisme US. Pendant la guerre, la Chine nationaliste était alliée aux Américains. C'était le général américain Joseph Stillwell qui était le chef d'état-major des forces armées chinoises. Les forces aériennes de Chiang étaient composées d'Américains, et les bases aériennes chinoises servaient de bases à l'impérialisme américain. C'est sous les ordres du général britannique Alexander que les troupes de Chiang se battirent contre les Japonais en Birmanie. Ce qui était déterminant, c'est que c'étaient les impérialistes, et en particulier les Américains, qui avaient le dernier mot sur la façon d'utiliser les forces chinoises. Quand Stillwell se plaignit amèrement que Chiang refusait d'engager ses troupes dans la bataille, le président des Etats-Unis Roosevelt prit le parti de Chiang, et Stillwell fut finalement limogé. Roosevelt considérait que

les troupes de Chiang rendaient un grand service en immobilisant en Chine une bonne partie des troupes japonaises. Ce qui est important, c'est que c'est à Roosevelt que revenait la décision finale.

Les positions exprimées par Wang sur la guerre sino-japonaise étaient dans les grandes lignes défendues par le Workers Party de Max Shachtman aux Etats-Unis ; elles étaient combattues par la section américaine de la Quatrième Internationale, le Socialist Workers Party (SWP), dirigé par James P. Cannon, le fondateur du trotskysme américain, qui partageait largement les positions de Peng. En 1939-1940, Max Shachtman avait rompu avec la Quatrième Internationale et tiré un trait sur l'Union soviétique en tant qu'Etat ouvrier, refusant de la défendre contre l'agression impérialiste. Des années plus tard, la politique de Shachtman l'amena dans le camp de la social-démocratie, et il approuva même l'invasion de Cuba par l'impérialisme américain en 1961. Mais sur la question de la guerre sino-japonaise, le Workers Party de Shachtman, formation centriste de gauche, avait une position correcte contre le SWP trotskyste.

Comme le notait Shachtman, le Guomindang ne faisait pas simplement qu'accepter une aide militaire de la part d'une puissance impérialiste, comme les nationalistes irlandais l'avaient fait de la part de l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale. Chiang avait au contraire subordonné totalement ses forces à l'impérialisme américain. On peut faire une analogie avec l'attitude de Lénine envers la Pologne ou la Serbie pendant la Première Guerre mondiale. Lénine soutenait fortement le droit de la Pologne à l'autodétermination, polémiqum sur ce point contre d'autres socialistes révolutionnaires comme Rosa Luxemburg. Mais Lénine argumenta que, dans le contexte particulier de la Première Guerre mondiale, « les social-démocrates polonais ne peuvent lancer actuellement le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, car, en tant que prolétaires internationalistes, les Polonais ne peuvent *rien* faire sous ce rapport sans tomber, comme les "fracs" [social-chauvins], dans une plate servilité à l'égard d'une des monarchies impérialistes » (« Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », juillet 1916). De même, Lénine considérait la guerre de la Serbie contre l'Autriche-Hongrie comme une guerre juste. Mais dans la Première Guerre mondiale, soutenir cette guerre signifiait simplement soutenir les brigands impérialistes britanniques, français et russes – alliés de la Serbie – contre un autre groupe d'impérialistes.

Shachtman faisait remarquer que le SWP, en soutenant militairement Chiang, soutenait l'allié de sa propre bourgeoisie, l'impérialisme US. C'était un pas vers le social-patriotisme, lié à la « Politique militaire prolétarienne » (PMP) préconisée par le SWP pendant la Deuxième Guerre mondiale. Selon la PMP, initiée par Trotsky, on devait demander que le mouvement syndical contrôle la formation militaire dans l'armée impérialiste pendant la Deuxième Guerre mondiale. Comme nous l'avons souligné dans la LCI, la PMP était au mieux un appel utopiste au contrôle ouvrier de l'Etat bourgeois ; au pire, elle pouvait conduire à une adaptation social-patriote aux Alliés « démocratiques » impérialistes (voir notre brochure Prometheus Research Series n° 2, « Documents on the "Proletarian Military Policy" » [Documents sur la « Politique militaire prolétarienne »]).

L'opposition correcte de Shachtman à la PMP et au soutien militaire du SWP au Guomindang avait cependant aussi un défaut qui ne pardonne pas : Shachtman était aveuglé par

sa propre stalinophobie. Car il ne faisait aucune distinction entre les nationalistes de Chiang et les Huitième et Quatrième armées de route du PCC. Pas plus, à notre connaissance, que le groupe de trotskystes chinois dirigé par Wang. Pourtant, pour des révolutionnaires, il est essentiel de faire cette distinction. Les forces de Mao n'étaient *pas* militairement subordonnées à l'impérialisme américain. Ainsi, il aurait été correct de donner un soutien militaire à l'Armée rouge de Mao contre les Japonais, en cherchant à mobiliser les ouvriers dans les villes, tout en dénonçant la répression des luttes sociales par les staliniens – par exemple, lorsqu'ils empêchaient les paysans de s'emparer des terres, afin de ne pas contrarier le Guomindang. En même temps, les trotskystes n'avaient plus les liens avec le prolétariat qu'il leur aurait fallu pour pouvoir intervenir efficacement pour un programme ou une politique, quels qu'ils soient.

La destruction du trotskysme chinois

Pendant la période de la guerre civile (1946-1949), les trotskystes purent fonctionner un peu plus ouvertement, et recrutèrent quelques jeunes militants. Mais la répression meurtrière, l'isolement et la passivité politique du prolétariat, conjugués, avaient fait des dégâts politiques. Physiquement, il n'y avait guère de prolétariat dans lequel faire un travail ; une grande partie de la base industrielle qui existait auparavant avait été physiquement détruite par les bombardements aériens et d'artillerie pendant les premières phases de la guerre sino-japonaise.

Trotsky comprenait bien entendu que la trahison du Comintern en 1925-1927 avait porté un coup politique et physique dévastateur au prolétariat chinois. Néanmoins, il espérait qu'une remontée économique pourrait raviver la classe ouvrière et permettre aux bolchéviks-léninistes d'intervenir à nouveau. Mais le prolétariat chinois ne s'est jamais remis de la dépression économique mondiale qui s'est produite immédiatement après que Chiang, avec la complicité de Staline, eut décapité la classe ouvrière. Chen Duxiu décrivait la situation dans une lettre à Trotsky en 1939 : « [Les ouvriers] sont ramenés là où ils étaient il y a 30 ou 40 ans » (cité par Gregor Benton dans son introduction au livre de Wang Fanxi *Memoirs of a Chinese Revolutionary*).

Pour combattre leur isolement, les trotskystes chinois ne purent malheureusement pas faire ce que les bolchéviks avaient fait, créer une direction émigrée capable de coordonner son travail avec le parti illégal en Russie. Il aurait peut-être été possible de faire sortir du pays un ou deux individus comme Chen qui auraient pu fonctionner en tant que membres d'une direction internationale, comme le recommandait Trotsky. Mais les options offertes à la LCC pour créer un centre émigré fonctionnel étaient beaucoup plus limitées que celles qu'avaient eues les bolchéviks de Lénine. Avec la dégénérescence de la révolution d'Octobre, Moscou n'était pas utilisable, et les centres urbains voisins d'Asie orientale étaient, soit directement contrôlés, soit influencés, par des puissances impérialistes hostiles, japonaise ou occidentales.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les deux tendances trotskystes chinoises, celle de Wang et celle de Peng, firent toutes deux montre de désorientation politique, refusant de prendre une position claire pour la victoire militaire de l'Armée rouge à base paysanne de Mao contre les forces de Chiang. Les deux organisations prétendaient reconnaître que

le Guomindang était l'ennemi principal, mais le groupe Wang appela à une « cessation immédiate de la guerre sans désarmement des armées stalinienne », tandis que le groupe Peng exigeait que le PC chinois « abandonne les armes et se batte pour l'assemblée constituante ».

Dans des rapports envoyés au Secrétariat international en 1946 et 1947, les deux organisations mentionnaient leur participation à une manifestation dirigée par le Guomindang à Shanghai pour réclamer le retrait des troupes soviétiques de Mandchourie. Le fait que les trotskystes chinois ne se soient pas clairement rangés militairement du côté des forces de Mao, surtout après que Mao eut rompu tacitement avec Staline en 1947 et eut commencé à appeler au renversement du Guomindang, les a rendus stériles.

Quand les forces de Mao s'emparèrent des villes en 1949, et créèrent un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, les trotskystes furent une fois de plus contraints à la clandestinité. Finalement, en décembre 1952, lorsque le gouvernement du PCC entreprit de nationaliser toute la propriété capitaliste, la police de Mao organisa une arrestation massive de près d'un millier de militants et sympathisants trotskystes. Beaucoup de trotskystes moururent dans les geôles de Mao ; d'autres restèrent en prison pendant des décennies. Seuls quelques cadres de longue date, dont Peng et Wang, purent s'exiler. Dans les faits, le trotskysme chinois était détruit.

Zheng Chaolin (Ch'eng Ch'ao-lin) ne fut relâché qu'en 1979, après 27 ans de prison. Ses mémoires sur l'histoire des premières années du trotskysme chinois furent publiées en Chine, avec une diffusion restreinte, en 1986 ; elles ont maintenant été publiées en anglais (*An Oppositionist for Life : Memoirs of the Chinese Revolutionary Zheng Chaolin* [Un oppositional à vie : mémoires du révolutionnaire chinois Zheng Chaolin], Humanities Press, 1997).

Dans son livre *China's Urban Revolutionaries*, Gregor Benton remet en cause la stratégie trotskyste qui consistait essentiellement à chercher à acquérir une base dans la classe ouvrière des villes avant de chercher à influencer et à diriger les paysans :

« Pourtant, après l'invasion japonaise cette stratégie n'était plus applicable. Les trotskystes n'ont pas compris que les ouvriers avaient été neutralisés suite aux effets cumulés de la défaite de 1927, de la répression par le Guomindang qui s'ensuivit, et – plus que tout – de l'occupation japonaise des principaux centres industriels chinois, et que pour que la révolution réussisse, il était essentiel de commencer à organiser les paysans même avant que le mouvement soit ravivé dans les villes. C'est un excès d'orthodoxie qui est à la racine de cet échec. »

Ces critiques de Benton rejoignent celles exprimées dans les mémoires de Wang Fanxi. Benton a d'ailleurs de fortes sympathies pour la tendance Wang du trotskysme chinois. Néanmoins, un « trotskysme » basé sur la paysannerie le ramènerait sur la voie stalinienne, marquée par l'étroitesse nationale et le conservatisme. En tous cas, il est sûr que certains éléments du mouvement trotskyste mondial, tels que Frank Glass et Arne Swabeck, du SWP américain, ne souffraient pas de l'« excès d'orthodoxie » dont se plaint Benton quand ils argumentaient dans les années 1950 contre l'appel à la révolution politique prolétarienne pour chasser le régime maoïste. C'est la conclusion logique de la position selon laquelle la faute des trotskystes a été de ne pas gagner la paysannerie avant que les maoïstes ne le fassent. La réalité, c'est que le petit mouvement trotskyste, condamné à la clandestinité, n'a pas eu les forces suffisantes pour organiser

des unités militaires prolétariennes sous son propre commandement. Et Benton tout comme Wang reconnaissent que dans les quelques cas où les trotskystes s'engagèrent dans la guerre de guérilla, ils furent liquidés, soit par les staliniens, soit par l'armée japonaise.

Benton écrit qu'« après 1949, la vieille polémique trotskyste sur la nature de la révolution chinoise (prolétarienne ou bourgeoise-démocratique, permanente ou par étapes ?) et sur la stratégie et les tactiques pour la mener, a été reléguée aux livres d'histoire ». C'est totalement faux. L'expérience chinoise a puissamment confirmé la théorie de la révolution permanente, même si c'est de manière négative. La « nouvelle démocratie » de Mao, version chinoise de la théorie des deux étapes, s'est révélée fautive. La Chine maoïste n'était pas un Etat paysan ou un « bloc de quatre classes ». Avec la victoire de l'Armée rouge, le gros de la bourgeoisie chinoise a fui à Taiwan avec le Guomindang, et malgré la feuille de vigne que représentaient les quelques politiciens bourgeois qui rallièrent brièvement le gouvernement, le pouvoir était complètement dans les mains du PCC. Il n'y a pas de troisième voie entre la dictature du prolétariat et la dictature de la bourgeoisie.

L'Etat ouvrier chinois établi en 1949 fut bureaucratiquement déformé dès sa naissance. L'évolution ultérieure de la Chine, arrivée aujourd'hui au bord de la restauration capitaliste à cause de Mao et de ses successeurs, a montré avec un relief saisissant quelle différence il y a entre un tel Etat ouvrier déformé et l'Etat soviétique quand il était dirigé par Lénine et Trotsky. Depuis son apparition, notre tendance, la Ligue communiste internationale, affirme :

« L'expérience depuis la Deuxième Guerre mondiale a démontré que la guérilla basée sur la paysannerie avec une direction petite-bourgeoise ne peut mener en elle-même à rien de plus qu'un régime bureaucratique antiprolétarien. La création de tels régimes s'est réalisée dans les conditions de l'impérialisme pourrissant, de la démoralisation et de la désorientation occasionnées par les trahisons stalinienne et par l'absence d'une direction marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière. La révolution coloniale ne peut avoir une signification révolutionnaire progressiste sans équivoque que sous la direction du prolétariat révolutionnaire. Introduire un révisionnisme stratégique au sujet de la direction prolétarienne de la révolution est pour des trotskystes une profonde négation du marxisme-léninisme, quels que soient les vœux pieux exprimés en même temps en faveur de « la construction des partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux ». »

– « Vers la renaissance de la Quatrième Internationale », juin 1963, *Spartacist* édition française n° 8, février 1975

La mobilisation de la classe ouvrière derrière un parti d'avant-garde léniniste internationaliste, entraînant derrière elle les masses paysannes et les autres opprimés dans une lutte révolutionnaire pour renverser l'ordre impérialiste mondial, est la seule voie vers un avenir socialiste. C'est le programme pour lequel les trotskystes chinois se sont battus. En leur temps, ils ont représenté l'avenir de la Chine, et on gardera d'eux le souvenir de pionniers marxistes chinois qui se sont battus pour diriger le prolétariat et le mener de l'avant après la défaite de 1927. Aujourd'hui, il faut forger un parti trotskyste chinois se réclamant de l'héritage de la Ligue communiste de Chine, pour conduire le prolétariat en avant dans un combat contre les héritiers de Mao, qui ont mené la Chine au bord de la contre-révolution. Aujourd'hui, les communistes chinois doivent redécouvrir – comme le firent les fondateurs du trotskysme chinois – la voie de Lénine et Trotsky : la voie de la révolution permanente. ■

Publication d'inédits tirés des archives soviétiques

Le combat de Trotsky contre la trahison stalinienne de la Révolution bolchévique

TRADUIT DE SPARTACIST (EDITION ANGLAISE)
n° 53, ETE 1997

Il y a quatre-vingt ans, le Parti bolchévique dirigé par V. I. Lénine et Léon Trotsky menait la classe ouvrière russe de l'empire tsariste à la conquête du pouvoir. C'était la première fois, mis à part l'épisode bref et limité de la Commune de Paris, que les travailleurs pouvaient donner corps au programme du marxisme : la dictature du prolétariat était devenue un phénomène historique vivant. Au milieu du carnage de la Première Guerre mondiale, la conquête du pouvoir par les ouvriers russes fut le phare qui apporta l'espoir tant au prolétariat européen meurtri qu'aux masses coloniales opprimées par l'impérialisme.

Pourtant, une dizaine d'années plus tard, Léon Trotsky, codirigeant avec Lénine de la révolution d'Octobre et fondateur de l'Armée rouge, était exclu du Parti communiste russe, ses partisans emprisonnés et lui-même exilé d'URSS. L'Internationale communiste, fondée par Lénine en 1919, cessait d'être l'instrument de la révolution mondiale pour devenir l'auxiliaire « international » d'une bureaucratie, à la tête de l'Etat soviétique, qui était de plus en plus conservatrice et nationalement bornée.

La dégénérescence, au début des années 1920, de la République soviétique, passée de l'internationalisme prolétarien à la monstruosité de la terreur d'Etat stalinienne, a été combattue. D'un côté, il y avait la caste bureaucratique conservatrice incarnée par Staline, avec sa doctrine du « socialisme dans un seul pays ». De l'autre, Trotsky et l'Opposition de gauche, qui se sont battus pour le programme internationaliste révolutionnaire qui avait été celui de la Révolution russe.

Un ouvrage de Valentina Vilkova paru récemment, *The Struggle for Power: Russia in 1923* [La lutte pour le pouvoir : la Russie en 1923] (Prometheus Books, 1996) publie sur cette lutte des documents auxquels on vient seulement d'avoir accès. Les documents publiés par Vilkova proviennent des archives soviétiques et ont été brièvement mis à la disposition des chercheurs, avant de redevenir inaccessibles. Ces archives sont désormais devenues les archives personnelles de Boris Eltsine, qui préside à la contre-révolution capitaliste dans l'ex-Union soviétique. Mis à part quelques documents dont des extraits avaient été publiés auparavant en anglais, le livre de Vilkova présente plus de cinquante documents, dont une vingtaine qui n'avaient jamais été publiés auparavant, et plus de trente qui ne l'avaient été qu'en 1989-1991 dans des revues russes de relativement

faible tirage. En mettant ces documents originaux à la disposition du public, le Dr. Vilkova a rendu un précieux service.

L'histoire de la lutte de Trotsky contre la dégénérescence stalinienne de la Révolution russe est, pour l'essentiel, connue et accessible depuis longtemps, du moins en Occident. En plus des recueils des textes de Trotsky lui-même, comme *Cours nouveau* (1924), *la Révolution trahie* (tous les deux publiés par les Editions de Minuit), *l'Internationale communiste après Lénine* (1929), *l'Ecole stalinienne de falsification* (1931), il existe des histoires sérieuses et incontournables de la Révolution russe, comme *History of Soviet Russia* d'E.H. Carr en quatorze volumes (McMillan – La partie couvrant les années 1917-1923 a été publiée en français sous le titre de *la Révolution bolchévique (1917-1923)* par les Editions de Minuit) et les mémoires de ceux qui ont participé à la révolution d'Octobre et au mouvement trotskyste, comme *Moscou sous Lénine* d'Alfred Rosmer (Editions Pierre Horay, 1953, réédité par François Maspéro, 1970), *Mémoire d'un révolutionnaire* de Victor Serge et *Since Lenin died* [Depuis la mort de Lénine] de Max Eastman (Whitefriar Press, 1925). Il y a aussi un ouvrage remarquable, en particulier en ce qui concerne le rôle de Trotsky comme continuateur de la lutte pour le programme bolchévique de la révolution d'Octobre : c'est la biographie de Trotsky en trois volumes d'Isaac Deutscher (Editions 10/18, 1979-1980) : *le Prophète armé (1879-1921)*, *le Prophète désarmé (1921-1929)*, *le Prophète hors-la-loi (1929-1940)*. Deutscher était un dirigeant de l'Opposition de gauche polonaise qui fut exclu du Parti communiste en 1932. Même après qu'il eut rompu avec le trotskysme en désaccord avec la fondation de la Quatrième Internationale trotskyste, Deutscher continua à s'opposer avec ardeur et éloquence au stalinisme, d'un point de vue socialiste.

Néanmoins, le livre de Vilkova présente les documents originaux d'une période critique qui a marqué un tournant dans l'histoire de la République des soviets, et ceux-ci méritent d'être étudiés à fond. Ils nous font vivre le déroulement de la bataille telle qu'elle a eu lieu, sans le bénéfice du recul historique ni le prisme d'une interprétation. Il est indispensable pour des communistes révolutionnaires de nos jours de comprendre le combat contre la dégénérescence stalinienne de la Révolution russe. Les générations précédentes de révolutionnaires, Marx, Engels, Lénine et Trotsky, ont étudié la Révolution française de 1789, les révolutions européennes de 1848 et la Commune de Paris de 1871, et en ont tiré les leçons. De même, les révolutionnaires d'aujourd'hui ne peuvent pas considérer la Révolution russe comme « lettre

Lenin's General Staff of 1917

STALIN, THE EXECUTIONER, ALONE REMAINS



The Central Committee of The Bolshevik Party in 1917

Socialist Appeal

Après avoir pris le contrôle d'une bureaucratie en voie de consolidation en 1923-1924, Staline dut finalement assassiner tous les vieux-bolchéviks qui restaient pour transformer l'Internationale communiste, instrument de la révolution mondiale, en obstacle à cette révolution. Le journal trotskyste américain *Socialist Appeal* (1938) montre ce qu'il est advenu de « l'Etat-major de Lénine en 1917 – Staline, le bourreau, est le seul qui reste. »

morte ». Ils doivent comprendre comment le stalinisme a conduit à la désagrégation finale de la Révolution russe s'ils veulent tirer les leçons du passé et avancer, armés du programme du bolchévisme authentique, pour se battre pour de nouvelles révolutions d'Octobre. Comme le disait James P. Cannon, le fondateur du trotskysme américain, à propos de la Révolution russe :

« Les motivations purement sentimentales, les spéculations sans prémisses de classe fondamentales, les soi-disant "idées neuves" sans base programmatique – tout cela n'a pas de place dans un parti de marxistes. Nous voulons faire avancer la cause de la révolution mondiale du prolétariat. Cela détermine notre attitude et notre façon d'aborder la question russe. Certes, nous voulons voir la réalité, mais nous ne sommes pas des observateurs et des commentateurs désintéressés. Nous n'examinons pas la Révolution russe et ce qui reste de ses grandes conquêtes comme si c'était un insecte dans un bocal. **Nous avons un intérêt à défendre ! Nous prenons part à la lutte !** A chaque étape du développement de l'Union soviétique, qu'elle progresse ou qu'elle dégénère, nous cherchons une base pour l'action révolutionnaire. Nous voulons faire avancer la cause de la révolution mondiale, renverser le capitalisme, établir le socialisme. L'Union soviétique est une question importante et décisive dans cette optique. »

– *The Struggle for a Proletarian Party* [La lutte pour un parti prolétarien] (Pathfinder, 1972)

La révolution permanente

La révolution d'Octobre a porté la classe ouvrière au pouvoir, mais elle l'a fait dans un pays dominé par une paysan-

nerie massive et arriérée. C'est la révolution agraire – le désir des paysans de s'emparer des terres de l'aristocratie féodale – qui a donné en fait une puissante impulsion à la révolution. Le succès de la révolution a été la preuve retentissante que la perspective de la révolution permanente de Trotsky était juste : à l'époque de l'impérialisme, les bourgeoisies des nations à développement capitaliste retardataire sont incapables de résoudre les tâches démocratiques élémentaires (renversement du féodalisme et redistribution de la terre) qui avaient été réalisées par la Révolution française de 1789. Seule la classe ouvrière, une fois qu'elle s'est emparée du pouvoir, peut mettre de telles mesures en application, et pour pouvoir les défendre, elle sera obligée d'entreprendre la réorganisation de l'économie sur une base socialiste.

Les ouvriers russes ont pu briser la chaîne de l'impérialisme à son maillon le plus faible, mais la survie et l'épanouissement de l'Etat ouvrier dépendaient de l'extension de la révolution aux pays capitalistes avancés. C'était la seule façon d'obtenir l'assistance industrielle et technologique nécessaire au développement de la Russie, car on ne pouvait s'attendre qu'à une hostilité implacable de la part des bourgeoisies impérialistes.

En fait, une des motivations premières des bolchéviks était qu'une révolution en Russie stimulerait des soulèvements prolétariens en Occident. Ce calcul était loin d'être un rêve chimérique : le cataclysme de la guerre avait produit une vague de soulèvements révolutionnaires comme on n'en



V.K. Bulla

Lénine inaugure un monument aux martyrs communistes allemands Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg et aux héros de la Commune de Paris, au deuxième congrès du Comintern, en juillet 1920. Les bolchéviks et la classe ouvrière soviétique comptaient sur le puissant prolétariat allemand. L'absence d'une direction révolutionnaire résolue en Allemagne empêcha une victoire ouvrière en 1918-1919 et en 1923. En conséquence, l'Etat ouvrier soviétique resta isolé.

avait pas vus en Europe depuis 1848. La Révolution russe s'est produite dans le contexte de l'effondrement de pas moins de quatre empires séculaires en Europe centrale et orientale : ceux des Habsbourg, des Hohenzollern, des Romanov ainsi que l'Empire ottoman.

Lénine saisissait très bien la relation qu'il y avait entre la lutte pour l'égalité des nations, la lutte pour libérer les peuples asservis du joug de la domination impérialiste, et la prise du pouvoir par le prolétariat. Une des conditions d'admission à l'Internationale communiste (IC) était que les partis des pays impérialistes avaient le devoir impératif de soutenir les luttes de libération des peuples coloniaux. Et dans les pays coloniaux mêmes, les thèses de 1920 de Lénine insistaient qu'il fallait que les communistes préservent l'*indépendance de classe* du prolétariat, même s'ils devaient parfois conclure des alliances temporaires avec des forces démocratiques bourgeoises.

Quand les bolchéviks publièrent les traités secrets des impérialistes, en décembre 1917, et qu'ils renoncèrent à toute prétention sur les Dardanelles et les anciens territoires des empires tsariste et ottoman, ils faisaient un geste concret qui montrait aux nationalités opprimées que c'est par la révolution prolétarienne socialiste internationale que viendrait l'émancipation. Ce n'est qu'*après* la prise du pouvoir par les bolchéviks que la classe capitaliste s'est hypocrite-

ment muée en défenseur de l'« indépendance », par exemple, des pays baltes. Elle cherchait ainsi désespérément un rempart face à l'agitation des communistes contre la guerre impérialiste et face à l'effervescence de classes ouvrières remuantes sur le front intérieur. Comme le notait Trotsky dans son *Histoire de la Révolution russe* :

« D'autre part, les cercles bourgeois de la périphérie, toujours et invariablement portés vers le pouvoir central, se lançaient maintenant dans un séparatisme sous lequel, en bien des cas, il n'y avait pas l'ombre d'une base nationale. La veille encore, la bourgeoisie ultra-patriotique des provinces baltes, à la suite des barons allemands, le meilleur appui des Romanov, se mettait, dans la lutte contre la Russie bolchéviste et les masses de son propre pays, sous le drapeau du séparatisme. »

En novembre 1918, en Allemagne, le kaiser fut contraint à abdiquer, et une révolution ouvrière éclata. Elle fut enrayée par les sociaux-démocrates traîtres du SPD. Déterminés à sauver la bourgeoisie allemande de la légitime colère des ouvriers allemands, les pontes du SPD participèrent activement à la répression sanglante du soulèvement spartakiste de 1919 à Berlin (au cours duquel Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht furent assassinés), ainsi qu'à l'écrasement d'une république des soviets en Bavière. En 1919, en Hongrie, une éphémère république des soviets fut proclamée et en septembre 1920 encore, l'Italie était secouée par une vague d'occupations d'usines qui posait directement la question : quelle classe sera au pouvoir ?

Les bolchéviks étaient pris dans un véritable dilemme : la prise du pouvoir pouvait créer (et créa) un Etat ouvrier, mais un Etat ouvrier immergé dans un océan d'arriération paysanne. La République soviétique ne pouvait pas survivre indéfiniment sans l'extension de la révolution à au moins un des pays avancés, l'Allemagne en particulier. Mais sans la prise du pouvoir en Russie, les bolchéviks n'auraient pas la possibilité de regrouper les militants révolutionnaires qui se détachaient de la Deuxième Internationale après sa trahison. Or c'était nécessaire pour forger de nouveaux partis capables de diriger le prolétariat des pays occidentaux dans ses propres révolutions. Lénine et Trotsky ne se contentaient pas de croire à la révolution socialiste mondiale comme à une abstraction. Ils se sentaient obligés d'*agir*, afin de *changer* le cours de l'histoire.

C'était là toute la raison d'être de la création de l'IC, proclamée par Lénine en 1919. Ce que montra l'incapacité de la vague révolutionnaire d'après-guerre à renverser le capitalisme en Europe de l'Ouest, c'était qu'une importante fraction de la classe ouvrière était restée fidèle aux partis sociaux-démocrates de masse malgré leurs trahisons pour le compte de la bourgeoisie pendant la guerre. Dans la plupart des cas, il n'y avait pas de partis communistes, ou bien ils ne s'étaient formés que tout à la fin de la guerre. Ils étaient donc simplement trop faibles pour arracher les travailleurs à l'influence social-démocrate. Voilà le principal problème que l'IC cherchait à résoudre.

Loin de lancer des diktats (ce qui sera le cas plus tard, quand les staliniens auront pris le contrôle), les dirigeants de l'IC cherchèrent à éduquer patiemment et à aider les partis des autres pays à construire leur propre organisation, avec des racines dans leur propre terrain national. Les « Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes » adoptées par le troisième congrès de l'IC en 1921 étaient un manuel, basé sur l'expérience des bolchéviks tant pendant la période de la clandestinité que pendant la révolution d'Octobre elle-même. Bien que les dirigeants traîtres de la Deuxième Internationale aient aidé la bourgeoisie à

préservé le système capitaliste, la situation en Europe était loin d'être stable. Les réparations imposées à l'Allemagne par les clauses du traité de Versailles créaient pour elles d'énormes difficultés économiques qui allaient alimenter une situation révolutionnaire dans un avenir proche. C'est pourquoi l'IC portait une attention particulière au Parti communiste allemand (KPD).

Le prolétariat soviétique aussi était très conscient de l'importance cruciale d'étendre la révolution prolétarienne à un pays capitaliste avancé comme l'Allemagne. Les ouvriers se rassemblaient aux portes des usines pour lire et écouter les dernières nouvelles d'Allemagne. E.H. Carr décrit la réaction du bolchévik Karl Radek quand Lénine s'adressait aux foules au moment des événements de novembre 1918, qui provoquèrent la chute du kaiser allemand :

« Des dizaines de milliers de travailleurs éclatèrent en applaudissements frénétiques. Je n'ai jamais rien vu de semblable. Tard dans la soirée, des travailleurs et des soldats de l'Armée rouge défilaient encore. La révolution mondiale était enfin venue. Les masses populaires entendaient le martèlement de son pas. Notre isolement prenait fin. »

À l'automne 1923, à nouveau, les masses urbaines de Russie suivaient de près les événements en Allemagne, espérant que très bientôt une révolution allemande allait venir en aide au régime bolchévique assiégé. Comme le rapportait un membre du KPD allemand, délégué auprès du quartier général de l'armée de Toukhatchevsky, les soldats de l'Armée rouge avaient hâte « de marcher les armes à la main pour venir en aide au prolétariat allemand et polonais » (E.H. Carr, *The Interregnum* [L'intermède]).

Les lendemains de la guerre et de la révolution

Mais alors que les bolchéviks faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour favoriser la révolution à l'étranger, leur situation à l'intérieur du pays était désespérée. Aux ravages de la guerre impérialiste avait succédé une guerre civile sanglante ; en 1920, la production industrielle représentait seulement 16 % du niveau de 1912. Comme l'industrie et les transports s'étaient effondrés, la classe ouvrière avait pratiquement disparu : en 1921, la population de Moscou était réduite de moitié et celle de Petrograd des deux tiers. En conséquence, la base prolétarienne du Parti s'était réduite comme une peau de chagrin. Le Parti lui-même avait souffert des pertes en vies humaines de l'ordre de 50 à 80 000 tués, et cela avait eu un impact considérable sur les cadres plus âgés et plus expérimentés. Le régime du « communisme de guerre », avec ses réquisitions forcées de grain, bien que nécessaire pour gagner la Guerre civile, avait tendu les relations avec la paysannerie jusqu'au point de rupture.

Cela fut symbolisé par le soulèvement de la garnison de Kronstadt, qui eut lieu pendant le dixième congrès du Parti, en mars 1921. En 1917, les marins de Kronstadt personnifiaient l'avant-garde prolétarienne qui avait fait la révolution d'Octobre. Partout et à chaque fois que la révolution était en danger, tout au long de la Guerre civile, on envoyait des détachements de Kronstadt pour aider l'Armée rouge à vaincre les armées blanches. Mais en 1921, cette avant-garde révolutionnaire avait été largement anéantie par la Guerre civile, ou démobilisée et atomisée par les dislocations économiques dans l'industrie. Ce qui fait qu'en 1921 la garnison de Kronstadt était constituée en grande partie de « paysans en uniforme » dont les sympathies allaient vers les révoltes paysannes antibolchéviques qui se déclenchaient

comme des feux de broussailles dans les campagnes. Les dirigeants de la révolte de Kronstadt conspirèrent ouvertement avec les Blancs qui cherchaient à se servir de cette garnison stratégique comme d'un levier pour une contre-révolution capitaliste contre le nouvel État ouvrier.

La revendication de « soviets sans bolchéviks » avancée à Kronstadt était un appel voilé à la contre-révolution. Sans le Parti bolchévique aux commandes, la Révolution russe aurait succombé. Cela, même ceux des délégués au dixième congrès du Parti qui avaient de la sympathie pour les revendications de ceux de Kronstadt le comprenaient et ils étaient scandalisés que ces mutins braquent un pistolet sur la tempe de la révolution. Environ 300 délégués du Parti quittèrent en toute hâte le congrès pour accompagner le maréchal Toukhatchevsky et ses soldats dans leur traversée héroïque et périlleuse de la banquise vers la garnison de Kronstadt. Deutscher décrit cet épisode comme un « Valhalla de glace ». Beaucoup périrent en défendant la révolution quand la glace se brisa sous leurs pieds et que l'eau les engloutit. Ceux qui atteignirent la forteresse envoyèrent aux rebelles des tracts qui déclaraient que des « soviets libres » signifiaient le retour « de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers, des généraux, des amiraux et des nobles, des princes et autres parasites », et demandaient à ceux de Kronstadt de choisir : « soit avec les Gardes blancs contre nous, soit avec nous contre les Gardes blancs » (voir « Kronstadt et la contre-révolution », *Workers Vanguard* n° 195 et n° 203, 3 mars et 28 avril 1978). Et de fait, après l'écrasement de la mutinerie de Kronstadt, les dirigeants de la révolte s'enfuirent en Finlande où ils conspirèrent avec les Blancs pour renverser les bolchéviks et mettre en place ensuite une « dictature militaire temporaire ».

Mais contrairement au mythe, Kronstadt ne força pas les bolchéviks à changer de politique. Quelque temps auparavant, en février, Lénine avait soumis au Politburo des propositions pour une « nouvelle politique économique » (NEP). Une des plus importantes était de remplacer les réquisitions de grain, que les paysans haïssaient tellement, par le stimulant matériel d'un impôt en nature (mesure que Trotsky avait proposée un an plus tôt). Les propositions de Lénine furent adoptées par le dixième congrès, et elles étaient franchement vues comme un recul. Ce que la NEP signifiait essentiellement, c'était la restauration du capitalisme dans l'économie rurale, avec tous les dangers qui en découlaient. Mais les bolchéviks n'avaient pas le choix : en l'absence d'aide provenant d'une révolution victorieuse à l'Ouest (une des premières remarques de Lénine dans son rapport), l'industrie soviétique était simplement incapable de fournir l'outillage indispensable pour rendre économiquement réalisable la mise en place d'une agriculture collectivisée à grande échelle.

Pour contacter la Ligue trotskyste et la Jeunesse spartaciste

Paris Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen Le Bolchévik, BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél : 02 35 73 74 47

Pour faire redémarrer la production agricole, les bolchéviks étaient contraints de faire des concessions aux fermiers petits-bourgeois et aux petits propriétaires des campagnes.

Une autre mesure importante que le dixième congrès adopta fut l'interdiction des fractions. Du mécontentement s'était manifesté au sein de la classe ouvrière, il y avait même eu des grèves auxquelles des membres du Parti bolchévique avaient participé. Les dissidents s'étaient rassemblés en deux groupes : l'Opposition ouvrière et le Groupe ouvrier. L'Opposition ouvrière réclamait un « congrès des producteurs » auquel serait donné le contrôle de l'économie, ce qui revenait au fond à demander au Parti d'abandonner son rôle dirigeant dans l'Etat, *c'est-à-dire la fin de la dictature du prolétariat*.

Le danger de scission dans le Parti inquiétait Lénine au plus haut point, particulièrement étant donné l'âpre controverse qui l'avait opposé à Trotsky juste avant le congrès. Trotsky avait proposé la militarisation du travail, et avait publié une plate-forme fractionnelle. Trotsky cherchait à trouver un moyen de sortir l'industrie d'Etat de l'impasse désastreuse dans laquelle elle se trouvait, mais ses propositions étaient une tentative *administrative* inadéquate de résoudre des problèmes plus profonds. Trotsky s'opposa à Lénine dans ce débat particulier, et le fait qu'il ait poussé ce débat jusqu'au bout lui coûta une bonne part de son autorité dans le Parti. Lorsqu'émergea la « troïka » bureaucratique de Staline, Zinoviev et Kamenev, elle utilisa cette bataille passée comme prétexte pour se présenter comme « la fraction Lénine » sans Lénine. Et lors des élections au comité central qui suivirent immédiatement cette controverse sur les syndicats, de nombreux partisans de Trotsky furent écartés du comité central et remplacés par des proches de Staline.

Lénine considérait l'interdiction des fractions comme une *mesure d'urgence temporaire* destinée à préserver l'unité du Parti, et non à étrangler sa vie interne. Ainsi, lorsque Riazanov proposa un amendement contre des élections basées sur des plates-formes, Lénine rejeta énergiquement cette idée :

« Nous ne pouvons pas priver le parti et les membres du CC du droit d'en appeler au parti si une question fondamentale suscite des divergences. Je ne vois pas comment nous le pourrions ! Le présent congrès ne peut pas poser de conditions pour les élections au prochain congrès : et s'il se posait une question comme, par exemple, la conclusion de la paix de Brest-Litovsk ? Certifiez-vous que de telles questions ne peuvent pas se poser ? On ne saurait le certifier. Il se peut qu'il faille alors voter d'après des programmes. »

– « Remarques sur l'amendement de Riazanov à la résolution sur l'unité du parti le 16 mars », *Œuvres*, tome 32

Malheureusement, la bureaucratie naissante n'avait pas de tels scrupules. Elle utilisa l'interdiction des fractions comme un outil organisationnel commode et comme une matraque fractionnelle contre Trotsky et ses partisans quand éclata la bataille contre l'étroitesse nationale de Staline et sa mainmise bureaucratique, fin 1923.

La préoccupation primordiale de Lénine était de mettre en place dans le Parti une configuration de cadres dirigeants qui puissent administrer l'Etat soviétique et préparer l'Internationale à la vague de révolutions à venir. Malgré ses critiques mesurées du rôle de Trotsky dans le débat sur les syndicats, Lénine voyait chez Trotsky beaucoup des qualités politiques qui étaient indispensables pour diriger le Parti. Peu de temps après le dixième congrès du Parti, une situation préfractionnelle surgit dans le Politburo autour de la

question de la « théorie de l'offensive ». Cette théorie, défendue par le communiste hongrois Béla Kun, avait joué un rôle non négligeable dans la défaite de l'« action de mars » qui venait de se produire en Allemagne. Tant Lénine que Trotsky virent dans le courant aventuriste faussement « gauche » de Kun un danger mortel pour l'avenir de l'IC. Au troisième congrès du Comintern, au cours de l'été 1921, Lénine intervint directement en défense de Trotsky contre Béla Kun. La collaboration politique entre Lénine et Trotsky au troisième congrès préfigurait le bloc dans lequel ils se retrouvèrent à la fin de 1922 et au début de 1923 contre la bureaucratie stalinienne en train d'émerger.

L'émergence de la fraction Staline

La bataille politique documentée dans le livre de Vilkova était due à la conjonction de plusieurs facteurs. Le premier était la situation économique : l'adoption de la NEP avait stimulé l'agriculture, mais l'industrie d'Etat était loin de s'être développée à la même vitesse. Trotsky appelait ce phénomène la « crise des ciseaux » : la dichotomie entre des prix agricoles en baisse et des prix industriels élevés. Depuis longtemps Trotsky préconisait une planification centralisée de l'industrie soviétique, pour des raisons à la fois économiques et politiques. Dans le domaine de l'économie, il fallait surmonter l'anarchie qui prévalait dans l'organisation des ressources industrielles : les industries manquaient cruellement de crédits et de matières premières, et sans plan central la main droite ne savait jamais ce que faisait la main gauche. Fin 1922, Lénine lui-même avait été gagné à la proposition de Trotsky d'augmenter les pouvoirs du Gosplan, l'agence d'Etat nominalement responsable de la planification industrielle. Et du point de vue politique, c'est pour *reconstituer* le prolétariat soviétique que Trotsky voulait accélérer beaucoup plus la reconstruction de l'industrie soviétique.

Si la situation avait été « normale », les propositions de Trotsky auraient été acceptées avec enthousiasme, particulièrement étant donné le soutien de Lénine. Mais la situation était loin d'être normale : il se développait une bureaucratie qui avait pris le contrôle du Parti et de l'Etat soviétique, et sa conscience politique de son propre rôle et de ses propres besoins de parasite se renforçait de plus en plus. C'est cette corrosion bureaucratique qui est le deuxième des principaux facteurs qui menèrent à la bataille de 1923.

Au onzième congrès du Parti, en mars-avril 1922 – le dernier auquel il devait participer – Lénine avait mis le doigt sur le problème du bureaucratisme :

« La force économique dont dispose l'Etat prolétarien de Russie est tout à fait suffisante pour assurer le passage au communisme. Qu'est-ce donc qui manque ? C'est clair : ce qui manque, c'est la culture chez les communistes dirigeants. De fait, si nous considérons Moscou – 4 700 communistes responsables – et si nous considérons la machine bureaucratique, cette masse énorme, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent. A dire vrai ce ne sont pas eux qui mènent. C'est eux qui sont menés. »

– *Œuvres*, tome 33

Lénine faisait ici référence à la masse importante des rescapés de l'époque tsariste qui avaient été incorporés dans l'appareil d'Etat soviétique. C'est le bas niveau d'alphabétisation dans le pays qui avait rendu cela nécessaire. Mais ce qui était plus dangereux encore, c'est que les « communistes » dans la bureaucratie avaient adopté la vision marquée d'étroitesse nationale des Nepmen.

Au premier rang de ceux-ci figurait Staline. Bien que



En 1922, Lénine accusa Staline (à gauche) et son lieutenant Ordjonikidzé (à droite), ici en 1925, d'avoir foulé aux pieds le principe soviétique de l'égalité nationale en Géorgie.

« vieux-bolchévik », il n'avait joué aucun rôle significatif dans la révolution d'Octobre, au contraire il s'était tapissé dans l'ombre après le retour de Lénine en Russie. Lénine avait en effet vivement critiqué l'attitude conciliatoire de la direction du Parti envers le gouvernement provisoire bourgeois de Kérensky. Mais Staline, en dépit de son évident manque de profondeur dans les questions théoriques, avait acquis une réputation de compétence organisationnelle. Lénine s'était opposé à la nomination de Staline au poste de secrétaire général au dixième congrès, mais s'y était résigné au onzième congrès, en 1922. Staline transforma le secrétariat, auparavant simple appendice administratif du comité central, en appareil de partisans et de sycophantes triés sur le volet et sous sa coupe. Ceci s'appliqua aussi au Parti : des postes précédemment élus, comme ceux de secrétaire régional du parti, étaient désormais attribués par « recommandation » du « centre » du Parti, c'est-à-dire de Staline. La perversion atteignit un point tel qu'au douzième congrès, la plupart des délégués furent en fait *désignés* par les secrétaires régionaux, au lieu d'être *élus* par la base du Parti.

Trotsky a noté plus tard dans son livre *la Révolution trahie* (1936) que « la démobilisation d'une armée rouge de cinq millions d'hommes devait jouer dans la formation de la bureaucratie un rôle considérable. Les commandants victorieux prirent les postes importants dans les soviets locaux, dans la production, dans les écoles, et ce fut pour apporter partout, obstinément, le régime qui leur avait fait gagner la Guerre civile. Les masses furent partout peu à peu éliminées de la participation effective au pouvoir. » C'étaient des hommes habitués à recevoir des ordres – et à en donner. Et, comme le remarquait Trotsky dans *la Révolution trahie*, le grade conférait de plus en plus de privilèges :

« Si l'on ajoute aux émoluments tous les avantages matériels, tous les profits complémentaires à demi licites, et pour finir la part de la bureaucratie aux spectacles, aux villégiatures, aux hôpitaux, aux sanatoriums, aux maisons de repos, aux musées, aux clubs, aux installations sportives, on est bien obligé de conclure que ces 15 ou 20 % de la population jouissent d'au-

tant de biens que les 80 à 85 % restant [...]. La répartition des biens de la terre est en URSS beaucoup plus démocratique qu'elle ne l'était sous l'ancien régime russe et même qu'elle ne l'est dans les pays les plus démocratiques de l'Occident ; mais elle n'a encore presque rien de commun avec le socialisme. »

Le troisième facteur était la santé déclinante de Lénine. En mai 1922, il subit sa première attaque. On ne sait pas si Staline avait considéré la question de la succession avant cette attaque ; ce qui est certain, c'est qu'une fois Lénine malade, Staline et ses alliés d'alors, Zinoviev et Kamenev, se rapprochèrent de plus en plus pour faire barrage à Trotsky. Zinoviev et Kamenev apportaient à Staline une dose de respectabilité et un vernis politique dont il était sans conteste dépourvu. Zinoviev était un des plus anciens collaborateurs de Lénine, et il était à l'époque chef de l'organisation du Parti à Petrograd et président de l'IC ; Kamenev était le chef de l'organisation du Parti à Moscou, et membre de longue date du comité central bolchévique.

En décembre 1922, à la veille du douzième congrès, Lénine avait proposé à Trotsky de faire bloc pour combattre Staline. Un des principaux problèmes en débat avait trait à la question nationale : Lénine avait été horrifié d'apprendre qu'Ordjonikidzé, un des protégés de Staline, en était arrivé au point d'agresser physiquement un communiste géorgien. Ce qu'il y avait derrière cette brutalité, c'était le plan d'« autonomisation » que Staline était déterminé à faire passer. Il voulait imposer une république transcaucasienne unique aux Géorgiens, aux Arméniens et aux Azéris, et cela contre la volonté des communistes locaux. C'était une initiative qui violait le droit à l'autodétermination nationale, et Lénine insistait (malgré l'opposition de Staline) pour que ce droit fasse partie intégrante de la constitution de fondation de l'URSS. Lénine écrivit un memorandum avec des mots très durs, où il attaqua nommément Staline et exigeait que Trotsky mène une bataille au douzième congrès en défense des Géorgiens et contre le chauvinisme grand-russe manifesté par Staline et Ordjonikidzé.

La colère de Lénine ne découlait pas simplement de préoccupations intérieures ; il était aussi très conscient que des révoltes couvaient parmi les masses coloniales d'Asie. Comment l'Union soviétique pouvait-elle servir d'exemple aux peuples coloniaux, si la façon dont elle traitait les minorités nationales à l'intérieur de ses frontières n'apparaissait que comme une resucée des exactions bureaucratiques tsaristes ? Comme il le notait dans son memorandum : « Ce serait un opportunisme impardonnable si, à la veille de cette intervention de l'Orient et au début de son réveil, nous ruinions à ses yeux notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de nos propres allogènes » (*Oeuvres*, tome 36).

L'autre question en débat était que Staline avait proposé, en octobre 1922, d'assouplir le monopole du commerce extérieur. Cette proposition était un signe évident des pressions des couches petites-bourgeoises engendrées par la NEP. Celles-ci se renforçaient et piaffaient d'impatience parce qu'elles ne pouvaient pas commercer directement avec le marché mondial, ni permettre au capital étranger de pénétrer directement dans l'économie soviétique, ce qui aurait mis en péril les fondements mêmes de l'Etat ouvrier : la propriété collectivisée et l'économie planifiée. Assouplir les restrictions sur les importations et les exportations aurait considérablement accru l'indépendance des petits négociants, groupe qui pouvait former le noyau d'une nouvelle bourgeoisie, et cela aurait donc affermi les forces de la restauration capitaliste. Lénine s'y opposa



Basil Blackwell, Inc.

Léon Trotsky, Commissaire à la guerre et organisateur de l'Armée rouge

avec force, et Staline recula.

Lénine était déterminé à avoir une confrontation avec Staline. Dans des notes dictées à la fin de 1922, et connues plus tard sous le nom de « Testament », Lénine demandait ouvertement que Staline soit démis de son poste de secrétaire général. Mais Lénine fut incapable de lancer cette bombe : en mars 1923, il subit une deuxième attaque. Désormais, il n'allait plus jamais pouvoir prendre part à la vie politique ; mais c'était loin d'être évident à l'époque. Quand le douzième congrès du Parti s'ouvrit en avril, Trotsky était confronté à un vrai problème. Lénine était incapable d'agir, mais il n'était pas mort, et Trotsky avait très peur de donner ne serait-ce que l'impression de se mettre en avant comme l'héritier de Lénine. Quand Staline, hypocritement, suggéra que Trotsky fasse le rapport politique principal au congrès (qui avait toujours été fait par Lénine), Trotsky refusa. Mais en même temps, Trotsky ne mena pas la bataille que Lénine l'avait pressé d'engager.

Contrairement aux versions des faits présentées par Carr et Deutscher, Trotsky *aborda* en fait la question nationale et parla des notes de Lénine au congrès, mais il le fit de façon conciliante. Avant le congrès, Staline avait accepté tous les changements que Trotsky proposait sur la question nationale et l'affaire géorgienne. Bien sûr, à ce moment-là, Staline aurait accepté n'importe quoi pour détourner les critiques de Lénine et le danger qu'elles représentaient pour son pouvoir ! Et Staline savait que rien n'était gravé dans le marbre : dans un passage polémique de son article de 1913 « le Marxisme et la question nationale », Staline avait écrit que « le papier supporte tout » ce qu'on écrit dessus. Dans les années qui avaient suivi, Staline avait assurément pris cette leçon à cœur !

Lénine avait mis en garde Trotsky contre tout compromis retors que Staline pourrait proposer ; à en juger par les apparences, Trotsky ne tint pas compte des conseils de Lénine. Même avec les délégués « élus » au douzième congrès d'une manière si truquée, une bataille menée ouvertement, et faisant usage des remarques et des notes de Lénine, aurait

porté un coup à Staline et permis de *gagner du temps*. Mais Trotsky n'avait ni l'autorité ni l'expérience qu'avait Lénine des luttes internes dans le Parti, et il comptait vraiment sur le rétablissement de Lénine.

En ce qui concerne l'hésitation de Trotsky à mener la bataille nécessaire, il vaut la peine de citer ce passage de la dernière lettre d'Adolf Joffé, membre de l'Opposition trotskyste qui se suicida quelques années plus tard, alors qu'il était devenu très clair que le fait de n'avoir pas combattu Staline en 1923-1924 avait eu de lourdes conséquences. En novembre 1927, Joffé écrivait à Trotsky :

« Je n'ai jamais douté que vous étiez dans la voie juste, et, vous le savez, depuis plus de vingt ans, y compris dans la question de la "révolution permanente", j'ai toujours été de votre côté. Mais il m'a toujours semblé qu'il vous manquait cette inflexibilité, cette intransigeance, dont a fait preuve Lénine, cette capacité de rester seul en cas de besoin, et de poursuivre dans la même direction, parce qu'il était sûr d'une future majorité, d'une future reconnaissance de la justesse de ses vues. Vous avez toujours eu raison en politique depuis 1905, et Lénine lui aussi l'a reconnu ; je vous ai souvent raconté que je lui avais entendu dire moi-même : en 1905, c'était vous et non lui qui aviez raison [...]. Mais vous avez été souvent départi de la position juste en faveur d'une unification, d'un compromis dont vous surestimiez la valeur. C'était une erreur. Je le répète : en politique, vous avez toujours eu raison, et maintenant vous avez plus que jamais raison. Un jour, le parti le comprendra, et l'histoire sera forcée de le reconnaître. Ne vous inquiétez donc pas si certains vous abandonnent, et surtout si la majorité ne vient pas à vous aussi vite que nous le souhaitons. Vous êtes dans le vrai, mais la certitude de la victoire ne peut résider que dans une intransigeance résolue, dans le refus de tout compromis, comme ce fut le secret des victoires de Vladimir Ilitch. »

Cette lettre eut un profond impact sur Trotsky, et il montra, à partir de ce moment, en se battant avec intransigeance pour ses principes, à quel point il avait tiré les leçons de cette erreur capitale.

La bataille de 1923

La bureaucratie ne perdit pas de temps : Staline utilisa ses pouvoirs de secrétaire pour « réaffecter » les partisans de Trotsky et mettre à leur place des gens davantage au goût de la bureaucratie. Christian Rakovsky par exemple : Staline le retira du poste important qu'il occupait en tout mérite dans la République soviétique d'Ukraine et le « promu » à un poste de diplomate en Grande-Bretagne. Ces manœuvres servaient non seulement à isoler Trotsky, mais aussi à renforcer l'emprise de Staline sur l'appareil : ceux qui étaient nommés avaient évidemment un intérêt matériel direct à conserver leur poste et à contenter l'homme qui les avait mis là.

Cependant, les choses n'allaient pas se passer aussi facilement que la fraction de Staline l'avait souhaité. D'abord, il y eut une série de grèves, qui éclatèrent en URSS même ; deuxièmement une agitation intense, qui pouvait réellement se transformer en révolution ouvrière, secoua l'Allemagne au cours de l'été et de l'automne 1923. Une chose qui transparaît clairement des documents reproduits dans le livre de Vilkova, c'est que la fraction de Staline elle-même comprenait le lien entre ces deux choses, et avait autant peur de l'une que de l'autre.

Trotsky, en congé médical, avait été absent de Moscou une grande partie de l'été 1923. Il revint en août pour participer aux discussions avec le chef du KPD, Heinrich Brandler, qui était venu à Moscou. Trotsky insista pour que les Allemands *fixent une date* pour l'insurrection et commentent d'urgence à la *planifier* : on ne pouvait pas s'attendre à

ce que la crise politique qui avait commencé avec l'occupation française de la Ruhr dure indéfiniment. Les vacillations et les hésitations de la direction allemande, et des échelons supérieurs de l'IC elle-même, inquiétaient beaucoup Trotsky. En août, Staline avait envoyé une lettre à Zinoviev et Boukharine (c'était une de ses premières incursions sur la scène internationale). Dans cette lettre, il exprimait ses doutes sur la possibilité d'une révolution allemande et insistait pour que les communistes allemands soient « freinés et non poussés » (Deutscher, *Staline* [1949]). On peut supposer que Trotsky n'était pas au courant de cette lettre à l'époque, mais elle n'aurait fait que renforcer ses inquiétudes : Zinoviev, alors à la tête de l'IC, avait lui aussi dans le passé paniqué, vacillé, et s'était opposé à Lénine à la veille même de la révolution d'Octobre.

Brandler, pour sa part, était honnête dans son évaluation de ses propres capacités et de celles de la direction du KPD à mener à bien une action si lourde de conséquences. Brandler implora même les Russes d'envoyer Trotsky en Allemagne pour superviser l'organisation de l'insurrection. Trotsky était prêt à y aller, mais pour Staline et Cie, c'était hors de question. Pour eux, la question évidente était : « Et s'il réussissait ? »

Trotsky aurait-il pu ou non surmonter les carences du KPD ? C'est une question qui reste sans réponse. Mais sa présence sur place aurait certainement augmenté les chances de succès. Comme Trotsky l'a observé plus tard dans *les Leçons d'Octobre* (1924), ce document fondamental qui tirait les leçons de la défaite allemande en comparant cette expérience avec celle de la révolution d'Octobre 1917, « nous avons observé dans ce pays [l'Allemagne] une démonstration classique de la façon dont on peut laisser passer une situation révolutionnaire exceptionnelle d'une importance historique mondiale ». *Une révolution prolétarienne en Allemagne en 1923 aurait changé toute l'histoire de ce siècle*. L'échec de la direction du Parti allemand, avec la complicité de la direction zinoviéviste du Comintern, eut l'effet d'une bombe sur la situation politique intérieure de l'Union soviétique. Si la puissance industrielle d'un Etat ouvrier allemand avait enfin pu fournir les ressources dont avait si désespérément besoin la République soviétique, qui aurait eu besoin de quelqu'un pour arbitrer la pénurie ? Maintenant les espérances d'une extension internationale de la révolution prolétarienne internationale s'étaient effondrées. Cela provoqua une profonde démoralisation et un immense désespoir. Et c'est cette vague de désespoir que l'appareil stalinien chevaucha pour arriver au pouvoir ; elle lui permit de consolider sa position comme caste bureaucratique régnant sur un Etat ouvrier marqué par la pénurie économique.

Effectivement la pénurie était un problème. Pas tant la pénurie alimentaire, car grâce à l'adoption de la NEP et à plusieurs bonnes récoltes le risque de famines comme celle de 1921 avait diminué. Mais rien n'avait été fait pour remédier à l'extrême désorganisation de l'industrie d'Etat. Sans crédits de l'Etat, les industries d'Etat étaient incapables de se procurer des pièces de rechange ou même de payer leurs ouvriers. La production dégringolait, le chômage montait en flèche, et l'écart entre les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels augmentait très rapidement. C'était une « crise des ciseaux » à grande échelle, et maintenant il y avait un profond mécontentement dans la classe ouvrière elle-même.

Trotsky avait auparavant réclamé un programme d'industrialisation planifiée. Lénine avait soutenu son appel à renforcer le Gosplan, et officiellement cela avait été accepté au douzième congrès. Mais la bureaucratie avait tergiversé. Alors Staline et Cie furent totalement pris au dépourvu par les grèves qui agitèrent Petrograd et Moscou pendant l'été 1923. Comme le raconte Deutscher :

« Le choc fut d'autant plus sévère qu'il était inattendu. Les cercles dirigeants avaient porté sur la situation économique un regard satisfait et s'étaient vantés de son amélioration continue. Ils n'avaient pas reçu en temps utile les signes de la crise menaçante, ou, s'ils en avaient reçus, les avaient ignorés. »

La pagaille bureaucratique avait mené le pays dans l'impasse économique, et au lieu de traiter le problème, les staliniens eurent recours à la répression. On s'aperçut que des membres du Parti, pour la plupart issus de groupes oppositionnels de l'époque du dixième congrès, avaient participé activement à l'agitation. Ils furent arrêtés. Au grand dam de la bureaucratie, une commission dirigée par Dzerjinsky pour « enquêter » sur les grèves découvrit que beaucoup de membres du Parti pensaient que les oppositionnels étaient des membres loyaux du Parti et refusaient de témoigner contre eux. Ce que la commission proposa, c'est que tout membre du Parti ayant connaissance d'une activité fractionnelle soit obligé de la rapporter immédiatement au Guépéou (police politique d'Etat), au comité central (CC) et à la commission centrale de contrôle (CCC) !

Trotsky répondit par une série de lettres au CC et à la CCC en octobre 1923. Elles sont reproduites intégralement pour la première fois dans le livre de Vilkova. Des extraits de deux d'entre elles (8 et 23-24 octobre 1923) avaient été publiés quelque temps plus tard par un journal menchévique émigré à Berlin en 1924, et traduits en anglais dans *The Challenge of the Left Opposition, 1923-1925* [Le défi de l'Opposition de gauche, 1923-1925] (Pathfinder Press, 1975). Les menchéviks émigrés étant des opposants contre-révolutionnaires à la République soviétique, ils avaient naturellement choisi leurs « extraits » avec soin et n'avaient sélectionné que les critiques de Trotsky contre le régime tout en vidant les lettres de leur contenu essentiel. Par exemple, la deuxième lettre n'a que trois pages dans la traduction de Pathfinder, alors que le texte intégral dans le livre de Vilkova comporte *vingt-six* pages.

Dans la lettre du 8 octobre, Trotsky expliquait que c'est la direction du Parti qui portait la responsabilité de la crise économique : « Il n'y a pas d'organe du Parti ni d'organe soviétique dans lequel on examine et règle les problèmes économiques en tenant compte de leurs rapports réciproques, et dans la perspective appropriée. Pour être tout à fait exact, on devrait dire : il n'y a pas de gestion de l'économie, le chaos vient du sommet. » Il ajoutait : « Ce qui cause le mécontentement public, c'est principalement le gaspillage et l'activité incontrôlée d'un grand nombre d'organes de gestion, dont les administrateurs obéissent avec beaucoup d'empressement à la soi-disant "direction" du Parti (sous forme de proclamations insensées et d'autres abus) pour maintenir toute leur activité à l'abri de toute direction et de tout contrôle réels. »

Trotsky citait aussi des ordres contradictoires du Politburo (BP) concernant l'augmentation ou la diminution des effectifs des forces armées – les exigences arbitraires et souvent contradictoires de la direction semaient la confusion dans l'état-major de l'armée, qui devait, lui, planifier

concrètement (et ensuite replanifier de fond en comble) la mobilisation ou la démobilisation de 100 000 soldats. Mais face à ces problèmes, les membres ordinaires du Parti n'avaient aucun recours. Sans la possibilité d'exprimer leurs divergences et d'élire leurs propres directions locales, tous les mécontentements de la base ne pouvaient trouver d'expression ailleurs que dans le fractionnalisme « illégal ».

Après avoir noté que ses tentatives de changer la politique du Parti au sein du CC avaient échoué, Trotsky concluait en attaquant la proposition faite par Dzerjinsky de réprimer par la force, et recommandait que le Parti se revitalise par une discussion et une réorganisation internes, afin qu'il soit réarmé pour affronter ses tâches à l'intérieur du pays et au niveau international :

« Il est clair que ce régime et cet état de santé du Parti sont incompatibles avec les défis qui peuvent se présenter et qui, de toute évidence, se présenteront au Parti du simple fait de la révolution allemande. Nous devons mettre fin au bureaucratisme du secrétaire. Il faut instaurer la démocratie dans le Parti, du moins dans des limites qui garantissent au Parti une protection contre l'intransigeance et la déchéance. Les masses du Parti doivent s'exprimer ouvertement au sein du Parti sur ce qui les gêne, et on doit véritablement leur donner la possibilité de constituer son appareil organisationnel selon les règles du Parti et, surtout, selon l'esprit de notre Parti [...].

« Compte tenu de la situation actuelle, je considère qu'il est de mon droit et de mon devoir de donner mon opinion sur cette question à tout membre du Parti que je considère suffisamment préparé, mûr, cohérent, et par conséquent capable d'aider le Parti à sortir de l'impasse sans convulsions et heurts fractionnels. »

Dès lors, on n'allait plus mettre de gants.

Trotsky avait pris soin de restreindre la diffusion de ses lettres aux membres du BP et du CC ; mais il est tout à fait possible que l'appareil de Staline ait fait circuler des exemplaires « clandestins » pour débusquer et identifier les partisans de l'Opposition. Mais ce n'était pas la peine. Le 15 octobre, juste une semaine plus tard, un document portant la signature d'un certain nombre de membres éminents du Parti était soumis au CC ; ce document est connu sous le nom de « Déclaration des 46 » (ce document a été publié dans le recueil *De la bureaucratie* [Editions François Maspéro, 1971]). Il établissait un lien direct entre la mauvaise gestion bureaucratique de l'économie et le régime bureaucratique dans le Parti qui étouffait la discussion interne et forçait tous les militants qui avaient des divergences à l'activité fractionnelle « illégale ». Le *vrai* danger de fractionnalisme était au sommet :

« Si la situation ainsi créée n'est pas radicalement changée dans un avenir immédiat, la crise économique en Russie soviétique et la crise de la fraction dictatoriale dans le parti porteront des coups sérieux à la dictature du prolétariat en Russie et au Parti communiste russe. Avec de tels fardeaux sur les épaules, la dictature du prolétariat en Russie et sa direction le PC russe ne pourront aborder la phase imminente de désordres mondiaux que dans une perspective de défaites sur tout le front de la lutte prolétarienne. »

Les auteurs de ce document n'étaient pas des personnalités de second plan. Comme l'écrit Deutscher, c'étaient 46 « généraux de la révolution ». Ils avaient tous occupé des postes importants, beaucoup avaient été membres du CC à un moment ou un autre, et la plupart avaient héroïquement combattu pendant la Guerre civile. Trotsky lui-même n'était pas signataire, et on ne sait pas avec certitude quel rôle il a joué, s'il en a joué un, dans la rédaction de cette déclaration. Pour sa part, la fraction de Staline ne pouvait que supposer qu'il l'avait inspirée ; elle allait de toute façon l'en accuser.

Le 19 octobre, des « membres » du BP présentèrent un document répondant à la lettre de Trotsky du 8 octobre, et c'est un des joyaux du livre de Vilкова. La liste de membres à part entière ou suppléants du BP qui l'ont signé est, dans l'ordre : Boukharine, Zinoviev, Kalinine, Kamenev, Molotov, Rykov, Staline et Tomsky. Lénine et Roudzoutak sont mentionnés comme « absents », donnant ainsi (ou espérant donner) l'impression que Lénine avait joué un rôle dans la préparation du document ! Vilкова suggère dans une note de bas de page que Staline en était en fait l'auteur principal, à en juger par le style et les références péjoratives aux opposants politiques, et par le fait qu'il y a sur le texte dactylographié des corrections de la main de Staline. Boukharine, censé être le premier auteur, n'était même pas à Moscou lorsque le document fut présenté.

C'est un long document (vingt-deux pages), et nous ne pouvons en présenter que les extraits les plus tristement typiques, qui reflètent son mépris, sa suffisance et ses distorsions bureaucratiques. Ce document est également intéressant en ce qu'on peut y retrouver, sous forme embryonnaire, *toutes* les attaques futures contre Trotsky. Pour commencer, ce document note la retenue dont a fait preuve la majorité du BP en ne répondant pas par écrit aux nombreuses critiques faites par Trotsky, avant d'ajouter benoîtement que Lénine n'avait « qu'occasionnellement » donné des explications écrites concernant les erreurs de Trotsky. Selon une note de bas de page de Vilкова, c'est une référence à la polémique entre Lénine et Trotsky sur la question syndicale. Bien entendu, Staline ne mentionne pas l'accord de Lénine avec Trotsky, à partir de 1922, sur des questions aussi cruciales que le monopole du commerce extérieur, la nécessité de renforcer le Gosplan et la question des nationalités. En revanche, une série de controverses fabriquées de toutes pièces sont mentionnées : d'abord, la soi-disant « sous-estimation de la paysannerie » par Trotsky, en second lieu ses conceptions « aventuristes » en matière de politique étrangère, et finalement son « fractionnalisme ». Faisant référence à la « lettre plate-forme » de Trotsky du 8 octobre, Staline écrit :

« Pour commencer, dans cette lettre le camarade Trotsky, *en lançant une attaque contre le TsK [CC] du Parti*, agit comme instigateur d'une lutte contre le TsK, comme initiateur d'un mot d'ordre d'attaque contre le TsK à un moment difficile du point de vue de la situation internationale, raison pour laquelle le Politburo n'a simplement pas le droit de laisser sans réponse la lettre du camarade Trotsky » (souligné dans l'original).

Naturellement, la publication de la « Déclaration des 46 » fut brandie comme preuve numéro un du fractionnalisme de Trotsky. Selon Staline, le BP devait aussi contrecarrer les ambitions de Trotsky :

« En fait, le camarade Trotsky s'est mis dans la position suivante vis-à-vis du Parti : ou bien le Parti lui confère pratiquement des pouvoirs dictatoriaux dans la sphère de l'économie populaire et des forces armées, ou il refuse en fait de faire le moindre travail dans les domaines de l'économie et de l'industrie, se réservant seulement le droit de désorganiser systématiquement le TsK dans son difficile travail quotidien. »

Ce n'était que la répétition de la campagne de rumeurs sur les soi-disant « ambitions » de Trotsky que les staliniens avaient menée au douzième congrès. Dans le même document, Staline exhuma le refus de Trotsky d'assumer le poste de président adjoint du Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom) que Lénine lui avait proposé plusieurs années auparavant. C'était une tentative peu subtile de souligner les divergences passées entre Lénine et Trotsky. Mais



Basil Blackwell, Inc.

Les trotskystes soviétiques se sont opposés à la bureaucratie thermidorienne et aux forces de la restauration capitaliste. Manifestation de militants de l'Opposition de gauche exilés en Sibérie : « Faisons feu sur la droite – contre le koulak, le Nepman et le bureaucrate. »

cela ne tenait pas compte d'une question évidente : si Trotsky avait tant d'ambition pour des « pouvoirs dictatoriaux », pourquoi avait-il refusé l'offre que Lénine lui avait faite de devenir son second dans la plus haute institution de l'Etat soviétique ? Trotsky avait ses raisons, comme nous allons le voir, mais pas celles que lui attribuait Staline dans sa polémique malveillante.

C'est quand on en vient à la question de l'économie et de la vague de grèves de l'automne que l'on voit réellement jusqu'à quel point allait la suffisance de la bureaucratie :

« Des irrégularités passées dans le paiement des salaires [...] ont provoqué de l'agitation parmi les ouvriers dans certaines agglomérations. Naturellement, le Parti doit prêter la plus grande attention à ces phénomènes [...].

« Cependant, dans l'ensemble, l'attitude de la classe ouvrière est très saine, et si le Parti prête suffisamment d'attention aux questions de salaires (le Narkomfin doit recevoir l'ordre direct du TsK de payer les salaires dans tous les districts ouvriers avec le plus d'exactitude possible) et aux questions de prix, il y a toutes les raisons d'espérer que l'attitude de la classe ouvrière et de la paysannerie sera tout à fait satisfaisante. »

D'après Staline, donc, tout allait très bien au fond, excepté peut-être un tout petit peu d'agitation dans quelques agglomérations dont on ne donnait pas le nom, dans lesquelles le CC devrait faire un effort pour que les ouvriers soient payés. Ce qu'on ne disait pas, c'est que ces « agglomérations » étaient *les principaux centres industriels du pays* : Petrograd et Moscou !

Quand Staline s'aventure dans le domaine international c'est tout aussi éclairant : tout ce qu'il pouvait dire, c'était que les critiques de Trotsky sur les carences de la direction allemande « ont laissé une impression décourageante à tous ceux qui étaient présents » lors d'une session plénière du CC en septembre. Staline n'avait pas de contributions positives à offrir ; tout ce qu'il trouva à dire à la fin de la section consacrée à la révolution allemande était que « le camarade Trotsky ne peut simplement pas ignorer que la discorde et les désaccords dans notre TsK et notre Parti en ce moment porteront un coup très dur au Parti communiste allemand, qui est maintenant à l'avant-poste de la révolution mondiale ». Autrement dit, si Trotsky pouvait seulement arrêter de faire des vagues, nous, les bureaucrates, serions moins « découragés », et la révolution allemande se débrouillerait

toute seule. Il est à noter que le document de Staline a été présenté *une semaine* seulement avant que la direction allemande, sous la houlette de Staline, ne flanche et laisse échapper l'occasion d'une révolution prolétarienne. Il faut supposer que cela fit plaisir à Staline : après tout, les Allemands avaient été freinés.

Boukharine, alors à Petrograd, envoya un message téléphonique, le 20 octobre, au secrétariat et à Staline pour demander des modifications dans le document de Staline. Boukharine notait qu'« on ne peut pas dépeindre la crise économique en la regardant ainsi avec des lunettes roses », et insistait qu'il fallait mettre davantage l'accent sur la démocratie à l'intérieur du Parti et traiter l'Opposition de manière moins bovine. Boukharine sentait peut-être que l'Opposition avait davantage de soutien dans le Parti que ses alliés bureaucratiques ne le pensaient.

Trotsky répondit à la diatribe de Staline dans une longue lettre datée du 23 octobre. Dans cette lettre, il faisait remarquer qu'au lieu de s'adresser aux questions urgentes qu'il fallait discuter, la majorité du CC avait eu recours aux accusations de fractionnalisme et avait tenté de mêler le nom de Lénine à la controverse. Trotsky citait les lettres que Lénine lui avait adressées avant le douzième congrès, et qui montraient clairement que Lénine soutenait pleinement Trotsky contre Staline sur la question du monopole du commerce extérieur, l'affaire géorgienne, ainsi que la Rabkrin (inspection ouvrière et paysanne) que Lénine avait sévèrement critiquée. La Rabkrin était censée être un organe indépendant pour empêcher les excès bureaucratiques ; mais Staline la dirigeait et, contrairement aux intentions de Lénine, elle était plutôt devenue un refuge pour bureaucrates ratés. Les critiques sévères que Lénine avait faites de la Rabkrin rejaillissaient, bien sûr, lourdement sur Staline, et la majorité du BP avait essayé d'empêcher leur publication dans la *Pravda*.

La lettre de Trotsky réfutait point par point toutes les allégations, calomnies et insinuations contenues dans le document de Staline. Pour conclure, il réfuta l'argument selon lequel ses actions et ses déclarations étaient « sans précédent parmi les bolchéviks ». C'était loin d'être vrai : Lénine lui-même avait menacé de s'adresser à la base du Parti en avril 1917 s'il n'arrivait pas à obtenir le soutien du CC. Et

dans une remarque dirigée contre Zinoviev et Kamenev, Trotsky affirmait :

« D'ailleurs, il y eut des cas parmi nous où, à la veille de batailles décisives et au cours même de ces batailles (et c'était en octobre 1917), certains responsables de haut niveau ont déserté leurs postes, et en ont appelé au Parti contre le TsK, devant des non-membres du Parti et des opposants. »

Un plénum du CC et de la CCC eut lieu le 25-27 octobre, prétendument pour débattre à fond des divergences. En réalité, il avait été convoqué pour que la fraction de Staline puisse obtenir un *imprimatur* officiel contre Trotsky et les signataires de la « Déclaration des 46 ». Comme la fraction de Staline avait la majorité des voix, ce ne fut pas une surprise. Mais dans les comptes rendus sténographiés, Trotsky révéla pourquoi il avait refusé la proposition de Lénine de prendre le poste d'adjoint de Lénine dans le Sovnarkom. Ces documents exhumés par Vilkova montrent à quel point Trotsky avait le sentiment qu'être juif dans la Russie arriérée réduisait ses options politiques : il craignait que son appartenance ethnique ne devienne une arme entre les mains des ennemis de la révolution :

« Le problème, camarades, c'est qu'il y a un élément personnel dans mon travail, qui n'a aucune importance dans ma vie privée, pour ainsi dire, mais qui est d'une grande importance politique dans ma vie de tous les jours. C'est mon origine juive. Je me rappelle très bien que le 25 octobre 1917, à Smolny, Vladimir Ilitch allongé par terre avait dit : "Camarade Trotsky ! Nous allons vous faire commissaire du peuple aux affaires intérieures. Vous allez écraser la bourgeoisie et la noblesse." Je m'y suis opposé. J'ai dit qu'à mon avis, on ne devrait pas placer un tel atout dans les mains de nos ennemis ; je pensais qu'il vaudrait beaucoup mieux qu'il n'y ait pas de Juifs dans le premier gouvernement soviétique révolutionnaire. Vladimir Ilitch a dit : "Balivernes. Cela n'a pas d'importance !" Mais malgré son attitude, il semble que mes arguments l'ont d'une certaine manière influencé [...]. Quand on dut organiser nos forces militaires, j'ai été choisi ; je dois dire que je me suis opposé encore plus résolument au poste de commissaire du peuple à la guerre. Eh bien, camarades, après tout le travail que j'ai fait dans ce domaine, je puis affirmer avec certitude que j'avais raison. Je ne parle pas des résultats directs de mon travail ; vous savez que j'ai accompli mon devoir, et vous évalueriez positivement mon travail. Mais, camarades, peut-être aurais-je pu accomplir beaucoup plus encore, si cet élément n'était pas intervenu dans mon travail et n'avait pas interféré. Rappelez-vous quel obstacle cela a constitué dans certaines situations de crise, pendant les offensives de Ioudenitch, Koltchak et Wrangel, comment nos ennemis, dans leur agitation, utilisaient le fait que l'Armée rouge était dirigée par un Juif. »

Plus tard dans les années 1920, les staliniens allaient exploiter les vils préjugés antisémites de la population russe dans la lutte contre l'Opposition de gauche.

Au plénum Trotsky fut politiquement calomnié et isolé, n'obtenant que sa propre voix et celle de Préobrajensky, contre 102 pour la troïka. La façon dont il fut traité poussa Kroupskaïa, la femme de Lénine, militante de longue date du Parti, à écrire une lettre indignée à Zinoviev le 31 octobre. Cela contribua peut-être à la décision de la direction d'ouvrir les pages de la *Pravda* à la discussion, ce qu'elle fit le 7 novembre, pour le sixième anniversaire de la révolution d'Octobre. Ce qui devait être une soupape de sûreté pour faire baisser un peu la pression se transforma en un déferlement *massif* de mécontentement de la part de membres, et de dirigeants, du Parti. Staline reçut un accueil hostile de la part des membres du Parti du district de Krasnopresnensky. Des dirigeants du Parti qui étaient en accord avec Trotsky, comme Préobrajensky et Piatakov, intervinrent dans des meetings et obtinrent facilement de fortes majorités pour des résolutions formulées sans ménagement. Anton Antonov-Ovseenko

s'adressa aux organisations du Parti dans les garnisons, et en gagna un tiers au camp de l'Opposition. Lorsqu'une déclaration de Karl Radek fit état du soutien que Trotsky rencontrait dans les partis étrangers et qu'ensuite le Parti communiste polonais envoya un télégramme en soutien à Trotsky, la réaction de Staline ne se fit pas attendre. Il attaqua publiquement Trotsky dans une lettre publiée dans la *Pravda* le 15 décembre, et le comité de rédaction de la *Pravda* fut remplacé par des fidèles de Zinoviev et Staline. Fin décembre, les pages de la *Pravda* étaient effectivement et *pour toujours* fermées à la discussion démocratique interne dans le Parti.

Le soutien que Trotsky avait rencontré dans les garnisons fit *vraiment peur* aux staliniens. Trotsky avait été l'organisateur et le chef de l'Armée rouge, et si les cellules du Parti dans l'armée se ralliaient à l'Opposition, c'était un désastre. Antonov-Ovseenko fut donc limogé. La peur que Staline éprouvait vis-à-vis de l'héritage de Trotsky en tant que commandant en chef de l'Armée rouge et sa méfiance envers l'appareil militaire soviétique ne se relâchèrent jamais : à la fin des années 1930, il y effectua une purge sanglante dans laquelle le maréchal Toukhatchevsky et une grande partie du corps des officiers furent exécutés.

Le 5 décembre, une résolution sur le « cours nouveau » fut adoptée à l'unanimité par le BP et le présidium de la CCC. Officiellement, c'était pour restaurer un certain niveau de démocratie interne dans le Parti. Mais malgré ces belles paroles, la bureaucratie n'avait pas la moindre intention de mettre en pratique l'esprit de cette résolution. Le livre de Vilkova contient un mémorandum très révélateur écrit par Zinoviev et adressé à ses partenaires fractionnels le 5 décembre :

« Ils agissent conformément à toutes les règles de l'art fractionnel. Si nous ne créons pas immédiatement notre propre fraction, extrêmement unifiée, tout sera perdu.

« Je soumets une proposition pour arriver à cette conclusion à la première occasion. Je suggère que nous nous réunissions spécialement pour discuter de cette question, probablement chez le camarade Staline à la campagne, ou chez moi.

« Tout retard pourrait signifier la mort. »

C'est à la treizième conférence du Parti, en janvier 1924, juste avant la mort de Lénine, que le dénouement eut lieu. Malgré le soutien dont bénéficiait l'Opposition dans les cellules du Parti, elle n'obtint que trois délégués sur 128 ; en fait, malgré les belles formules de la résolution sur le « cours nouveau », les staliniens truquèrent les élections. Ivan Vratchev, l'un des trois délégués de l'Opposition, se leva et, défiant les huées orchestrées, dénonça le cours suivi par Staline et avertit les délégués qu'ils étaient en train d'assister à la fin de la démocratie dans le Parti. Vratchev en appela aux délégués : « *Camarades, il se peut que nous n'ayons plus que quelques heures de vraie démocratie, alors utilisons-les !* »

La conférence de janvier 1924 fut effectivement un moment décisif du Thermidor soviétique, la contre-révolution politique qui eut lieu en 1923-1924. Comme nous l'avons écrit : « Après janvier 1924, *les gens qui gouvernaient l'URSS, la façon dont l'URSS était gouvernée et les objectifs en vue desquels l'URSS était gouvernée*, tout cela avait changé » (« Quand le Thermidor soviétique a-t-il eu lieu ? », *Spartacist* édition anglaise n° 43-44, été 1989).

Juste après l'échec de la Révolution allemande, qui produisit une démoralisation considérable dans la classe ouvrière soviétique, la bureaucratie pouvait se présenter comme le meilleur défenseur du statu quo. Finies les aventures étrangères, tenons-nous en au travail de construction du « socialisme » ici même en Russie. Cela est en partie

implicite dans les actions et les documents de la bureaucratie à l'automne 1923, mais ce ne fut explicitement codifié programmatiquement que lorsque Staline trouva sa « justification » du statu quo avec sa « théorie » antimarxiste réactionnaire du « socialisme dans un seul pays », à l'automne 1924.

Trotsky lui-même ne réalisa que plus tard l'importance de la bataille de 1923. Il lui fallut l'expérience des batailles dans le Parti communiste russe durant toutes les années 1920, de l'exil et finalement de l'expulsion d'Union soviétique pour qu'il se rende compte que le changement *politique* décisif avait déjà eu lieu :

« L'écrasement de l'Opposition de gauche signifia, dans le sens le plus direct et le plus immédiat, le passage du pouvoir, des mains de l'avant-garde révolutionnaire aux mains des éléments les plus conservateurs de la bureaucratie et des sommets de la classe ouvrière. 1924, voilà l'année du commencement du Thermidor soviétique. »

– « L'Etat ouvrier, Thermidor et Bonapartisme »,
1^{er} février 1935

1924 a été le tournant, mais il faudra plus d'une dizaine d'années à Staline pour consolider sous sa forme achevée l'appareil de terreur policière dont on put voir l'ampleur à l'époque des procès de Moscou. Cette évolution s'est faite en parallèle avec celle de l'IC : pendant les années 1920, Zinoviev d'abord et plus tard Staline tentèrent quelques expériences directes de coalitions avec des forces bourgeoises. Cela les conduisit à l'alliance diplomatique et au bloc qu'ils conclurent avec les dirigeants syndicaux qui poignardèrent la grève générale britannique de 1926 ; ainsi qu'au sabotage plus direct et plus meurtrier de la Révolution chinoise de 1925-1927. En 1933, ce que Trotsky appela « le coup de tonnerre du fascisme » ne put réveiller le Comintern de Staline. Cela démontra que le Comintern était totalement mort en tant que force pour la révolution. En 1935, l'IC avait explicitement codifié un programme de collaboration de classes (le front populaire) puis joua un rôle agressivement contre-révolutionnaire dans la Guerre civile espagnole, en défense du pouvoir de la bourgeoisie. Staline était bel et bien, comme l'appelait Trotsky, « le grand organisateur de la défaite ».

Mais la contre-révolution *politique* que représentait la

domination de la bureaucratie n'a pas marqué la fin des conquêtes économiques arrachées par la révolution d'Octobre. Alors que le monde capitaliste était embourbé dans la Crise économique de 1929, l'Union soviétique s'embarquait dans son premier plan quinquennal. Quoiqu'avec de grossières distorsions bureaucratiques, les staliniens furent forcés d'utiliser les idées de l'Opposition de gauche et de créer toute une infrastructure industrielle. C'est ce qui permit à l'URSS de repousser l'invasion allemande nazie pendant la Deuxième Guerre mondiale. De plus, la puissance militaire et industrielle qu'était l'Union soviétique, malgré les déformations bureaucratiques, de par son existence même, permit après la guerre des renversements du capitalisme comme ceux qui eurent lieu en Chine et plus tard au Vietnam. Cela retint aussi la main de l'impérialisme américain, et l'empêcha de perpétrer au niveau international des actes de terreur et de génocide effrénés.

Mais le commandisme bureaucratique a ses limites : l'Union soviétique ne pouvait pas survivre indéfiniment face à la pression inexorable du marché mondial impérialiste. L'Union soviétique devait inévitablement succomber, à moins d'une extension de la révolution mondiale – et *cela* les staliniens ont fait de leur mieux pour l'empêcher. Des décennies de « direction » stalinienne avaient tellement désorganisé le prolétariat soviétique et sapé sa conscience et son esprit révolutionnaires que celui-ci fut incapable de résister à la contre-révolution capitaliste finalement accomplie par l'impérialisme US et Boris Eltsine en 1991-1992.

Par contre, pour ce qui subsiste des Etats ouvriers déformés qui se sont créés lorsque l'URSS existait, il y a urgence. Depuis la Chine jusqu'à Cuba, le temps nous est compté. Mais il y a encore une ouverture pour une intervention trotskyste : la lutte pour défendre les acquis qui subsistent de ces révolutions par la révolution politique ouvrière. Il faut construire des partis trotskystes, sections d'une Quatrième Internationale reforcée, pour diriger de nouvelles révolutions d'Octobre qui amèneront les ouvriers au pouvoir partout sur la planète. C'est pour ce but et cet objectif que la Ligue communiste internationale se bat. ■

Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé

Cette brochure, en anglais, rassemble plusieurs articles de *Workers Vanguard*, le journal de la Spartacist League/US, et du *Bulleten spartakovtsev* en russe, sur les événements dans l'ex-URSS de 1991 à 1993. Ces articles documentent le déroulement de la contre-révolution à partir du pitoyable putsch du « comité de l'état d'urgence » et du contre-coup d'Etat pro-impérialiste d'Eltsine en août 1991 ; ils avancent le programme trotskyste pour résister à la contre-révolution et en renverser le cours. Cette brochure contient aussi plusieurs articles polémiques dénonçant le rôle de nombreux groupes de « gauche » qui ont soutenu la contre-révolution eltsinienne, ainsi que celui des résidus du stalinisme dans l'ex-Union soviétique, dont la banqueroute est illustrée par leur infâme « coalition rouge-brune » avec des nationalistes russes virulents, des monarchistes et des fascistes.

15 FF (64 pages – en anglais)

Une collection de numéros du *Bolchévik* et de *Spartacist* contenant les principaux articles publiés dans cette brochure est disponible en français (15 FF).

Pour toute commande : le Bolchévik, BP 135-10,
75463 Paris Cedex 10, France



Alchimie centrisme ...

Suite de la page 64

même sigle, avec quelques initiales en moins.

Selon une déclaration commune publiée par la LTT et le LCMRCI, « les deux tendances se sont mises d'accord qu'il faut tenter un processus de discussion et de regroupement avec toutes les forces qui sont en faveur d'une internationale léniniste-trotskyste opposée au centrisme » (*Workers News* n° 58, octobre-novembre 1996). Mais le rapprochement entre ces tendances n'a rien à voir avec un « regroupement révolutionnaire ». Cette fusion est au contraire un bloc pourri reposant sur un escamotage des divergences politiques. Toutefois, c'est un authentique « regroupement » centrisme de droite. Il est, en effet, basé sur une histoire commune de soutien aux forces de la réaction antisoviétique dans les événements charnières qui ont conduit à la destruction contre-révolutionnaire des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique. Les divers appétits opportunistes des différentes composantes se réconcilient sur la base d'une perspective commune de suivisme par rapport aux travaillistes et aux nationalistes du tiers-monde.

Le regroupement révolutionnaire, c'est lutter pour un parti léniniste

Le regroupement révolutionnaire, c'est-à-dire la lutte pour gagner au programme et au parti du léninisme des militants subjectivement révolutionnaires dans les organisations centristes et réformistes, est effectivement quelque chose de vital. Cela devient aujourd'hui d'autant plus pressant que la question de forger une direction authentiquement internationaliste et révolutionnaire de la classe ouvrière mondiale se pose avec acuité. Maintenant que l'Union soviétique est détruite, les bourgeoisies mènent une offensive impitoyable contre la classe ouvrière, démantèlent tous les programmes sociaux et attisent la réaction raciste pour faire des immigrés les boucs émissaires de la montée de la misère et du chômage. En cherchant à accroître leur compétitivité face à leurs rivaux impérialistes, les bourgeoisies internationales poussent le monde vers l'annihilation dans une troisième guerre mondiale interimpérialiste.

Dans toute l'Europe de l'Ouest, la classe ouvrière a riposté. Ces luttes de classe ont été parmi les plus importantes et les plus combattives que l'on ait vues depuis des années ; pourtant, pour la première fois depuis la Commune de Paris, les masses ouvrières en lutte n'identifient plus la satisfaction de leurs revendications immédiates ni avec les idéaux du socialisme, ni avec le programme de la révolution prolétarienne. Comme nous l'écrivions dans notre « Mémoire sur les perspectives et les tâches » de la Ligue communiste internationale, en janvier 1996 :

« La LCI existe aujourd'hui dans une nouvelle période de l'histoire mondiale, une période marquée par les défaites colossales du prolétariat qu'ont été la contre-révolution dans l'ex-Union soviétique et dans toute l'Europe de l'Est, ainsi que par la possibilité de défaites similaires se profilant à Cuba, en Chine, au Vietnam et en Corée du Nord. En tant que trotskystes internationalistes, nous luttons pour la défense inconditionnelle de ces Etats ouvriers déformés contre la contre-révolution capitaliste. Comme il n'y a pas de précédents historiques qui pourraient servir de guide, il est essentiel d'avoir la clarté programmatique marxiste comme boussole. En tant que révolutionnaires trotskystes, nous sommes encore et toujours le parti de la Révolution russe. Cela ne signifie pas seulement, ou principalement, que nous avons été les seuls à

défendre l'URSS, ce qui à l'heure actuelle n'a que peu de points d'application, cela guide aujourd'hui notre lutte pour le communisme authentique : poursuivre la lutte de classe jusqu'à la victoire des ouvriers, jusqu'à ce que leur pouvoir soit implanté dans des conseils ouvriers partout dans le monde. Ce n'est qu'à cette condition que l'on peut commencer à éliminer l'exploitation économique et l'oppression sociale dans l'espèce humaine, et aller vers une société sans Etat, une société socialiste [...]. Il est essentiel qu'il y ait une lutte entre les partis et les courants qui s'affrontent au sein de la classe ouvrière pour qu'émerge un parti révolutionnaire d'avant-garde clair, défini et organisé. »

Depuis le début de notre existence, nous avons eu conscience que le regroupement révolutionnaire serait un élément crucial dans la construction d'un parti international léniniste. Cela requiert un combat polémique à la fois patient et intransigeant, ainsi que des actions, entre autres de front unique, dans lesquelles les points de vue et les stratégies politiques des différentes organisations sont testés dans l'action. Ce combat a pour objectif de détacher les militants subjectivement révolutionnaires des organisations réformistes et centristes, et de définir la base d'une fusion dans une organisation commune et principielle, basée sur le programme du marxisme révolutionnaire.

C'était la méthode de l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky, qui a établi les « vingt et une conditions » d'admission en son sein, sur la base de questions programmatiques tranchantes, destinées à séparer clairement les révolutionnaires des centristes ou des réformistes. C'est ce qu'a continué Trotsky dans sa lutte pour fonder et construire la Quatrième Internationale dans un combat sans merci contre les stalinien, les sociaux-démocrates, ainsi que contre les centristes qui prétendaient avoir une politique révolutionnaire, et qu'il qualifiait de « révolutionnaires en paroles, réformistes en actes ».

C'est par un processus de regroupements révolutionnaires, dans une large mesure avec des cadres issus du Secrétariat unifié, dans les années 1970, que notre tendance internationale s'est construite. Le projet de déclaration ci-dessous, écrit par ces ex-cadres du SU à la fin des années 1970, donnait la base programmatique d'un regroupement avec des militants en mouvement vers la gauche :

- « Pas de soutien politique ou électoral aux fronts populaires ; pour une opposition conditionnelle aux partis ouvriers dans des coalitions collaborationnistes de classes ouvertes ou implicites ;
 - Maintenons la théorie trotskyste de la révolution permanente ; pour une direction prolétarienne de la lutte nationale/sociale ;
 - Pour le soutien militaire aux forces nationalistes petites-bourgeoises combattant l'impérialisme, mais absolument aucun soutien politique à de telles forces ; pour des partis trotskystes dans chaque pays ;
 - Pour la défense inconditionnelle de tous les Etats ouvriers dégénéré/déformés contre l'impérialisme ; pour la révolution politique contre les bureaucraties ; pas de soutien politique à des cliques ou fractions stalinien en compétition ;
 - Contre la violence dans le mouvement ouvrier ;
 - Pour des fractions communistes dans les syndicats, basées sur le Programme de transition ;
 - Pour la tactique communiste du front unique au sommet ; pour la tactique de regroupement pour réunir les militants subjectivement révolutionnaires dans le parti d'avant-garde ; pour démasquer de façon intransigeante le centrisme ;
 - Rejet des prétentions des internationales pseudo-trotskystes à parler au nom de la Quatrième Internationale, détruite par le pablistisme en 1951-1953 ;
 - Reforger une Quatrième Internationale centralisée démocratiquement qui ne s'arrêtera qu'à la dictature du prolétariat. »
- Spartacist édition française n° 15-16, printemps 1980



DPA

Afghanistan : les intégristes réactionnaires soutenus par les impérialistes fusillaient les enseignantes pour le « crime » d'apprendre à lire aux filles. La LCI a salué l'intervention de l'Armée rouge en défense du régime nationaliste de gauche modernisateur et des femmes libérées du voile, contre la terreur des moudjahidin.

Cette déclaration a été publiée dans le document pour la première conférence internationale de notre tendance, qui s'est tenue en 1979, à la veille du déchaînement de la deuxième guerre froide impérialiste contre l'Union soviétique. Comme nous le notions dans ce document : « La position trotskyste de défense inconditionnelle des acquis de la révolution d'Octobre aura le même tranchant que notre opposition au front populaire en Europe de l'Ouest et au Chili dans la période précédente. »

Nous avons lutté de façon intransigeante pour la défense de l'Union soviétique et des autres Etats ouvriers déformés contre les attaques impérialistes et la contre-révolution interne. En tant que trotskystes, nous comprenions que lutter pour que les travailleurs arrachent le pouvoir des mains des usurpateurs de la Révolution russe, les stalinien antirévolutionnaires, était la seule façon de réellement défendre les acquis de la révolution, et faisait partie intégrante de la lutte pour la révolution socialiste mondiale. Pendant ce temps, toutes sortes de groupes et d'« internationales » qui s'auto-proclamaient léninistes – dont les « regroupements » de la conférence de la LTT – ne se battaient ni pour la défense des Etats ouvriers déformés, ni pour la révolution politique. Ils prenaient au contraire fait et cause pour des forces contre-révolutionnaires attisées par les impérialistes.

Bien sûr, aujourd'hui il n'y a pas beaucoup de militants de gauche qui ne déplorent pas les conséquences des contre-révolutions qu'ils ont aidé à fomenter avec les sociaux-démocrates pro-impérialistes et leurs maîtres bourgeois. La contre-révolution capitaliste a produit une paupérisation dramatique des masses soviétiques et d'Europe de l'Est, ainsi que l'horreur de la « purification ethnique ». C'est ce qui accompagne le « nouvel ordre mondial » impérialiste, avec son triomphalisme réactionnaire, ses attaques antiouvrières brutales et la situation désespérée du « tiers-monde » dans un monde post-soviétique « unipolaire ». Dans le numéro 3 de son journal théorique *In Defence of Marxism* (juin 1995),

intitulé « La théorie marxiste de l'Etat et l'écroulement du stalinisme », la LTT écrit :

« L'écroulement du stalinisme dans toute l'Europe de l'Est et l'ex-Union soviétique entre 1989-1991 est l'événement le plus important dans la politique mondiale du dernier demi-siècle. Cela a eu comme résultat une modification majeure de l'équilibre des forces internationales, et a déclenché dans son sillage guerres, crises économiques et troubles dans toute la région. »

Facile à dire maintenant. Mais voyons quelles étaient les positions de la LTT, du LCMRCI et de leurs partenaires de « regroupement » à chacun des moments où la défense de l'Union soviétique a été posée à brûle-pourpoint.

L'Afghanistan – Premiers coups de feu de la deuxième guerre froide

En décembre 1979, l'armée soviétique est intervenue en Afghanistan pour soutenir le régime nationaliste modernisateur du PDPA contre les réactionnaires islamistes, et pour protéger sa frontière sud, stratégique, contre une éventuelle incursion impérialiste. Cela a été le signal du déclenchement de la deuxième guerre froide impérialiste. Dans la plus grande opération de la CIA dans l'histoire, plus de deux milliards de dollars US d'équipement ont été livrés aux *moudjahidin* afghans, qui étaient aussi approvisionnés en munitions par la Grande-Bretagne de Thatcher. Tout en reconnaissant que la bureaucratie du Kremlin n'était intervenue qu'à contre-cœur pour stabiliser un Etat-client, nous comprenions aussi que l'intervention militaire soviétique était le seul moyen d'ouvrir la voie de l'émancipation aux peuples horriblement opprimés d'Afghanistan, et en particulier aux femmes. La Ligue communiste internationale (alors tendance spartaciste internationale) déclarait : « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! Etendez les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples afghans ! »

Les précurseurs de la LTT étaient des cadres du Workers Revolutionary Party de Gerry Healy, qui hurla au scandale contre l'intervention soviétique en Afghanistan. Lorsqu'ils sont sortis de l'organisation de Healy, après son implosion au milieu des années 1980, et qu'ils ont formé la Workers International League (WIL), ils ont continué à dénoncer la présence de l'armée soviétique en Afghanistan. Alors même qu'elle reconnaissait que l'intervention de l'Armée rouge créait des possibilités de transformation sociale, la WIL la dénonçait comme « complètement inadmissible même si l'intention est d'étendre les rapports de propriété nationalisée » (*Workers News* n° 8, avril 1988) !

Le LCMRCI continue de défendre la position qu'avait prise Workers Power au moment de l'intervention soviétique en Afghanistan, qu'ils ont qualifiée de « grand pas révolutionnaire en avant ». Workers Power avait fini par reconnaître que l'Union soviétique était un Etat ouvrier dégénéré, et non « capitaliste d'Etat », mais sa position sur l'Afghanistan était un exemple extrême de vacillation centriste. D'un côté ils déclaraient : « Nous nous opposons à l'invasion de l'Afghanistan. » De l'autre, ils déclaraient qu'il serait « tactiquement faux pour les révolutionnaires [...] d'exiger le retrait immédiat des troupes soviétiques. » En d'autres termes, pour Workers Power la défense de l'Union soviétique était réduite à une question « tactique ».

En 1989, le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, décidé par le régime Gorbatchev au Kremlin dans l'espoir vain d'apaiser l'impérialisme, a été le précurseur *direct* des contre-révolutions qui ont déferlé sur l'Europe de l'Est et l'Union soviétique elle-même. Par le biais du Partisan



Der Spiegel

Pologne, 1980 : ouvriers en prière avec Lech Walesa à Gdansk. La « gauche » social-démocrate et les pseudo-trotskyistes ont soutenu Solidarność, syndicat-maison de l'impérialisme et du Vatican.

Defense Committee, nous avons proposé d'organiser une brigade internationale pour aider à combattre les égorgeurs *moudjahidin* dans la ville de Jalalabad. Cette proposition ne visait pas seulement à fournir une aide militaire concrète. Nous comprenions aussi que cette brigade internationale pouvait contribuer à faire avancer, parmi les soldats et les officiers qui avaient cru aux implications internationalistes de leur engagement en Afghanistan, la lutte pour la révolution politique en Union soviétique, contre les bureaucrates stalinien traîtres.

La contre-révolution de Solidarność en Pologne

Après l'Afghanistan, le cri de ralliement de la campagne impérialiste pour renverser les acquis de la révolution d'Octobre ce fut : « Solidarité avec Solidarność ! » Quand Solidarność avait émergé du mouvement de grève de la classe ouvrière polonaise d'août 1980, nous avons noté que les révolutionnaires pouvaient le soutenir dans la mesure où les grèves renforçaient la capacité des travailleurs à lutter pour la révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne. Celle-ci avait hypothéqué l'économie auprès des banquiers du FMI, et avait cherché à se concilier l'Eglise catholique et les petits propriétaires paysans tout en maintenant la classe ouvrière sous son joug. En même temps, nous mettions en garde qu'« il faudrait être aveugle pour ne pas voir l'énorme influence de l'Eglise catholique et des sentiments pro-occidentaux chez les ouvriers en grève » (« Pologne : Les travailleurs bougent – Combattre la réaction cléricale ! Pour la révolution politique prolétarienne ! », *le Bolchévik* n° 19, septembre 1980).

Les forces de la réaction cléricale et de la restauration capitaliste sont sorties victorieuses de la première conférence nationale de Solidarność, en septembre 1981. Quand Solidarność, en décembre 1981, a tenté de prendre le pouvoir, nous avons appelé à « Stopper la contre-révolution de Solidarność ! » car nous reconnaissions que ce « syndicat » n'était rien d'autre qu'un instrument du Vatican, de la CIA et du FMI. Militairement, nous étions du côté du gouvernement du général Jaruzelski, pour défendre l'Etat ouvrier déformé polonais contre la contre-révolution capitaliste, mais notre appel à stopper Solidarność était intégralement lié à la nécessité de forger en Pologne un parti trotskyste internationaliste

capable de diriger une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne. Par contre, dans toute l'Europe, la plupart des militants de « gauche » se sont enthousiasmés pour Solidarność, ce qui leur a permis de s'immerger dans la social-démocratie de guerre froide – le SPD en Allemagne, le Parti socialiste de Mitterrand, le Parti travailliste en Grande-Bretagne, et ainsi de suite.

Le LCMRCI continue à défendre la ligne adoptée à l'époque par Workers Power, qui admettait que toutes les tendances dominantes dans Solidarność étaient contre-révolutionnaires, mais qui le soutenait quand même ! Les dirigeants de la LTT étaient alors bien au chaud dans le WRP de Healy, qui soutenait Solidarność avec tellement de zèle qu'il a fourni des munitions à Thatcher lorsqu'elle s'acharnait à détruire le syndicat des mineurs britanniques. A la veille de la grève des mineurs, les healystes ont « fait parvenir » à la presse de Fleet Street [le quartier londonien où sont installés les rédactions des quotidiens britanniques] une lettre d'Arthur Scargill qui caractérisait Solidarność comme « anti-socialiste ». Ces journaux, ainsi que les dirigeants pro-guerre froide du TUC [Trade Union Congress – la confédération syndicale britannique], l'ont utilisée pour lancer une croisade anticommuniste afin d'isoler le syndicat des mineurs.

Après la victoire de la contre-révolution capitaliste en Pologne, la WIL, quant à elle, s'exclamait : « L'ampleur sans précédent de la lutte de la classe ouvrière polonaise [en 1981] a sonné le glas du stalinisme international » (*Workers News* n° 30, avril 1991). Cette déclaration n'est pas complètement fausse. Le problème, c'est que ce ne sont pas les forces de la classe ouvrière, mais celles de l'impérialisme, qui l'ont emporté dans l'effondrement final des pays dirigés par les stalinien en Europe de l'Est et en Union soviétique.

Allemagne 1989 : la lutte contre l'Anschluss capitaliste

Quand le régime Honecker s'est effondré en Allemagne de l'Est et que le Mur de Berlin est tombé en 1989, une révolution politique a commencé en RDA. Les impulsions des masses est-allemandes allaient non dans le sens de la restauration capitaliste, mais au contraire vers la construction de ce qu'elles considéraient être une société socialiste décente sur les fondations de l'économie nationalisée de la RDA. Cela créa une situation exceptionnellement favorable pour

une intervention trotskyste. La LCI entreprit la mobilisation la plus importante et la plus soutenue de l'histoire de notre tendance, faisant appel aux militants et aux ressources de toutes les sections.

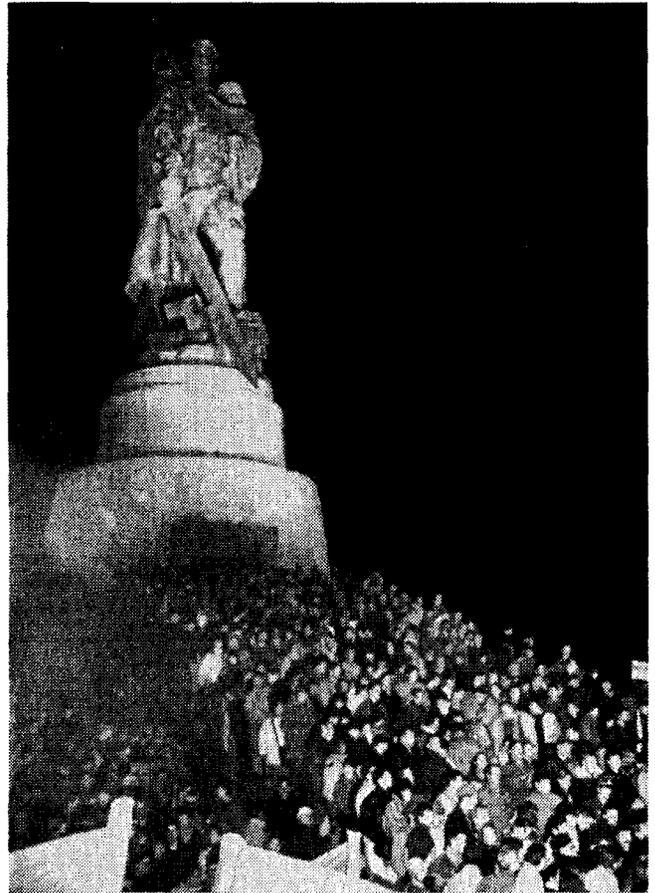
Dans notre propagande, qui était diffusée dans un bulletin quotidien à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, nous insistions sur l'importance et l'urgence de forger un parti léniniste-égalitariste pour établir un gouvernement des conseils ouvriers (soviets) en RDA. Ce gouvernement aurait servi de tremplin pour un Etat ouvrier allemand réunifié, basé sur une perspective d'Etats-Unis socialistes d'Europe. Il y eut effectivement un affrontement entre le programme de révolution politique de la LCI et le programme stalinien de capitulation et de contre-révolution, même s'il fut marqué par la disproportion entre nos forces limitées et celles du SED stalinien.

On a pu voir notre impact politique à Berlin-Est, quand 250 000 personnes ont participé à la manifestation de front unique du 3 janvier 1990, organisée à l'initiative du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) à Treptower Park, pour protester contre la profanation par des fascistes d'un mémorial aux soldats de l'Armée rouge tombés pour libérer l'Allemagne des nazis. Le SED, craignant de perdre complètement son contrôle bureaucratique sur la classe ouvrière, s'est rallié tardivement à l'organisation de cette action, et en a pris la tête. Ce front unique a intensifié la bataille politique entre le programme du trotskysme révolutionnaire et le stalinisme. Pour la première fois depuis que Trotsky avait été chassé d'Union soviétique, des trotskystes s'adressaient à la foule dans un Etat ouvrier déformé.

A la tribune, les porte-parole spartakistes ont dénoncé les forces de la contre-révolution capitaliste, condamné la « dictature de parti du SED » et appelé à des « soviets d'ouvriers et de soldats au pouvoir » pour une révolution socialiste en Allemagne de l'Ouest, combinée à une révolution politique prolétarienne en RDA. Le spectre d'une résistance ouvrière organisée face à la réunification capitaliste s'était manifesté à Treptow. Cela alarma les impérialistes ouest-allemands et leurs hommes de paille sociaux-démocrates, et ils mirent les bouchées doubles pour précipiter la RDA dans la réunification. Les élections furent avancées de deux mois, tandis qu'on inondait la RDA de deutschmarks. Le SED désavoua la manifestation de Treptow, et dénonça les spartakistes pour avoir qualifié le SPD de « cheval de Troie » de la contre-révolution impérialiste.

Les staliniens du Kremlin et de la RDA livrèrent l'Etat ouvrier déformé est-allemand à l'impérialisme. Deux mois plus tard, les partis de l'impérialisme ouest-allemand remportaient à une écrasante majorité les élections est-allemandes de mars 1990, et la RDA était absorbée dans un Quatrième Reich capitaliste réunifié. Dans ces élections, le Spartakist-Arbeiterpartei fut la seule organisation à se présenter sur un programme d'opposition intransigeante à l'*Anschluss* capitaliste.

Les cadres qui ont scissionné de la LICR de Workers Power pour former plus tard le LCMRCI ont critiqué, après coup, l'appel de la LICR à « une assemblée constituante pour les deux Allemagne en 1989 ». Ils ont fait remarquer que cela aurait subordonné l'Etat ouvrier déformé est-allemand aux « forces bourgeoises d'un autre pays capitaliste, et que l'Etat ouvrier dégénéré est-allemand pourrait être plus facilement détruit par l'impérialisme allemand ». Néanmoins, la défense de l'Etat ouvrier déformé est-



Berlin-Est, 3 janvier 1990 : manifestation de masse, organisée à l'initiative des spartakistes allemands, contre la profanation fasciste d'un monument à l'armée soviétique qui a vaincu les nazis dans la Deuxième Guerre mondiale.

allemand n'était de toute évidence pas une question de principe pour ceux qui allaient plus tard former le LCMRCI, car ils sont restés encore plusieurs années dans l'« internationale » de Workers Power.

De plus, à ce jour les groupes du LCMRCI n'ont toujours pas remis en cause l'appel au retrait de l'Armée rouge de l'ex-RDA lancé par la LICR en 1989. Cet appel faisait directement écho aux exigences de l'impérialisme de l'OTAN. Quand Gorbatchev céda aux puissances de l'OTAN et accepta de retirer ces troupes, cela joua un rôle déterminant dans la réunification contre-révolutionnaire qui a suivi. Même si superficiellement le « Projet de programme d'action » pour la RDA de la LTT/WIL semble un peu plus orthodoxe que Workers Power sur les événements en Allemagne de l'Est, il appelle aussi au retrait des troupes soviétiques. A part cela, le cri de ralliement de ce programme était le mot d'ordre : « Ni capitalisme ni stalinisme, mais une économie socialiste démocratiquement planifiée » (*Workers News* n° 24, mai 1990).

Si ça rappelle le mot d'ordre des cliffistes « Ni Washington ni Moscou, mais le socialisme international », c'est pour la simple raison que ça provient de la même source : la glorification des « vertus » de l'« impérialisme démocratique » déguisée en « lutte pour le socialisme ». Comme le faisait remarquer Trotsky dans une polémique contre le POUM, dans un de ses textes sur la Révolution espagnole, les

sociaux-démocrates invoquent la « démocratie » comme alibi pour soutenir la dictature de la bourgeoisie, en opposition à la lutte pour réaliser la démocratie ouvrière et le pouvoir d'Etat révolutionnaire du prolétariat :

« [...] on ne peut placer le socialisme sous le contrôle de la démocratie. Le socialisme – ou le communisme – nous suffit ; la “démocratie” n’a rien à y voir. Depuis, la révolution d’Octobre a démontré avec vigueur que la révolution socialiste ne peut s’effectuer dans le cadre de la démocratie. La révolution “démocratique” et la révolution socialiste se trouvent des deux côtés opposés de la barricade. »

– « Que doivent faire les bolchéviks-léninistes en Espagne », 12 avril 1936

Et quand on arriva à la destruction finale des acquis de la révolution d’Octobre, tant la LTT et Workers Power que leurs rejets parfois contestataires se sont retrouvés sur les barricades de la contre-révolution d’Eltsine, au nom de la « démocratie ».

Sur les barricades de la contre-révolution d’Eltsine

Le contre-coup d’Etat réussi d’Eltsine en août 1991, contre les pitoyables comploteurs du « Comité de l’état d’urgence » (composé des principaux lieutenants de Gorbatchev) a été le point charnière de la destruction des acquis de l’Etat ouvrier dégénéré soviétique. Si tant est que ce comité avait un programme, c’était pour une « perestroïka sans glasnost », c’est-à-dire une restauration du capitalisme contrôlée bureaucratiquement. De peur d’indisposer les puissances impérialistes occidentales, ils n’ont même pas essayé de réprimer Eltsine et la vermine réactionnaire (fascistes, profiteurs du marché noir, yuppies) qui s’était mobilisée sur ses barricades.

La position de la LCI fut qu’il fallait appeler les ouvriers à balayer la racaille contre-révolutionnaire perchée sur les barricades d’Eltsine. Une mobilisation indépendante des ouvriers aurait pu être l’étincelle d’une révolution politique prolétarienne, qui à la fois aurait chassé la bureaucratie en faillite et se serait affrontée aux forces de la restauration capitaliste soutenues par les impérialistes. A l’époque, nous notions :

« La “bande des huit”, avec son pathétique simulacre de coup d’Etat, a été incapable de balayer Eltsine parce que, comme nous l’avons écrit, c’était un “coup d’Etat de la perestroïka”. Mais tant l’impérialisme que les forces de la contre-révolution interne s’étaient rangés du côté d’Eltsine. Les “putschistes” ne manquaient pas seulement de détermination, ils ne voulaient pas non plus que les forces qui auraient pu vaincre les contre-révolutionnaires les plus extrêmes se déchaînent, car cela aurait pu conduire à une guerre civile si les eltsiniens avaient vraiment riposté. Et dans une lutte armée entre des restauracionnistes déclarés et des éléments récalcitrants de la bureaucratie, la défense de l’économie collectivisée aurait été mise à l’ordre du jour, quelles que soient les intentions des staliniens. »

– *Workers Vanguard* n° 535, 27 septembre 1991

La WIL/LTT admet aujourd’hui ouvertement que le contre-coup d’Etat d’Eltsine a été l’événement clé dans la destruction de l’Union soviétique, et se moque de la LCI parce qu’à l’époque nous n’avions pas immédiatement déclaré que l’Union soviétique avait cessé d’être un Etat ouvrier dégénéré. Il était clair pour nous que le pouvoir d’Etat avait été fracturé par les événements d’août, mais nous avions cherché à déclencher une réaction des ouvriers en défense de la propriété collectivisée. Nous avions distribué des dizaines de milliers d’exemplaires de notre tract « Ouvriers soviétiques : Ecrasez la contre-révolution de

Bush-Eltsine ! » Ce n’est qu’après, lorsqu’il était devenu clair que la classe ouvrière n’allait pas se mobiliser contre Eltsine, parce qu’elle avait été atomisée et que sa conscience de classe avait considérablement régressé durant les décennies de régime bureaucratique stalinien, que nous avons reconnu que l’Etat ouvrier soviétique avait été définitivement détruit.

Et quelle était la position de la WIL/LTT, qui aujourd’hui se vante d’avoir reconnu dès le contre-coup d’Etat d’Eltsine que sa victoire signifiait la fin de l’Etat ouvrier dégénéré soviétique ? Tout en attaquant Workers Power pour son appel à un « front unique » avec Eltsine (et elle démolit effectivement les arguments ineptes utilisés par Workers Power pour nier que le capitalisme ait été restauré), la LTT n’en déclare pas moins que « ceux des partisans de la LICR et du WRP/Workers Press qui se sont rendus sur les barricades d’Eltsine avaient entièrement raison d’agir ainsi » (*Workers News* n° 46, août 1993). Il n’y a là rien de surprenant : au fond, la LTT avait exactement la même position que Workers Power, bien qu’enrobée d’un verbiage un peu différent.

Dans *In Defence of Marxism* (n° 3, juin 1995), la LTT écrivait :

« [...] le 19 août 1991, la tâche la plus importante était de défendre les droits démocratiques de la classe ouvrière et des nations minoritaires contre le danger immédiat du coup d’Etat, en mobilisant pour une grève générale et, si les conditions avaient mûri, en organisant un soulèvement armé [...].

« Le succès d’une telle politique présupposait une volonté de se battre dans un bloc militaire aux côtés d’Eltsine et de ses partisans. Des tactiques similaires étaient applicables envers les nationalistes dans les républiques non russes, dont la plupart sont restés en dehors du coup d’Etat avec une attitude de lâche neutralité. »

Au nom des « droits démocratiques », la LTT a non seulement proposé un « bloc temporaire avec les eltsiniens » – c’est-à-dire avec les forces qui étaient le fer de lance de la restauration capitaliste –, elle a aussi reproché aux différents régimes réactionnaires (dont plusieurs, comme dans les pays baltes, étaient infestés de fascistes) de ne pas y avoir participé activement !

Quant au LCMRCI, quand il a quitté l’internationale de Workers Power en 1995, il a sévèrement critiqué l’appel de la LICR « pour un “front unique” avec Eltsine sans conditions », disant que cela équivalait à un « front unique » avec l’impérialisme. Ce qui est tout à fait vrai. Mais cela n’a pas empêché le groupe du LCMRCI en Nouvelle-Zélande d’avancer la possibilité d’un « bloc militaire » avec Eltsine, en déclarant que si Eltsine « avait rompu avec la bourgeoisie », les révolutionnaires auraient exigé qu’il appelle à une grève générale. En d’autres termes, leur « opposition » à la ligne de la LICR, de soutien inconditionnel à la contre-révolution d’Eltsine, était un appel à un « front unique » avec Eltsine... mais dans certaines conditions.

Néanmoins, le LCMRCI a toujours du mal à concilier sa condamnation de Workers Power avec sa fusion avec la LTT, qui a une position pratiquement identique [à celle de WP]. Le 15 décembre 1996, dans un meeting sur le « regroupement » à Londres, un dirigeant du LCMRCI a essayé de trouver la « ligne de classe » qui passe entre l’attitude de la WIL et celle de Workers Power vis-à-vis d’Eltsine. A cette fin, il a cité une déclaration de la LTT publiée après qu’Eltsine ait pris le pouvoir, et qui proclamait que « bien qu’il ait été approprié de faire un bloc militaire avec Eltsine et ses partisans si le coup d’Etat d’août



Radial Press

Réfugiés dans les ruines de Vukovar, en Yougoslavie. Les partisans de la restauration capitaliste ont utilisé le nationalisme comme arme pour détruire les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, et provoqué une orgie de « purification ethnique » meurtrière.

s'était développé en guerre civile, on ne pouvait faire aucun front unique avec un gouvernement restaurationniste résolu à détruire l'Etat ouvrier » (*In Defence of Marxism* n° 4, mai 1996). Il n'y a qu'un manœuvrier centriste cherchant une place dans un marais plus grand qui puisse trouver que l'« opposition » de la LTT à un front unique avec un gouvernement restaurationniste était une divergence de principe, alors que celle-ci était tout à fait prête à s'aligner avec Eltsine pour créer précisément un tel gouvernement.

« Secours ouvrier pour la Bosnie »

La contre-révolution capitaliste ainsi que la destruction de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé yougoslave qui en a résulté ont engendré partout dans les Balkans des massacres intercommunautaires, attisés par les rivalités et les interventions d'impérialismes concurrents. En tant qu'internationalistes prolétariens, nous nous sommes opposés à toutes les forces nationalistes en conflit dans les guerres qui ont fait rage dans l'ex-Yougoslavie. Mais nous avons défendu militairement les Serbes de Bosnie contre les attaques impérialistes. Nous nous sommes opposés à toutes les formes d'intervention impérialiste, y compris sous le drapeau de l'ONU, et nous avons appelé à la levée de l'embargo économique contre la Serbie.

La plus grande partie de la gauche centriste et réformiste a soutenu l'une ou l'autre des forces nationalistes et, tacitement au moins, les interventions impérialistes. Workers Power, le Secrétariat unifié et la WIL/LTT ont tous apporté leur contribution au « Secours ouvrier pour la Bosnie », qui a été une couverture pour l'intervention de l'OTAN/ONU du côté des Musulmans bosniaques. Leurs appels répétés à la « levée de l'embargo sur les armes pour la Bosnie » n'étaient qu'un appel à peine voilé aux impérialistes pour qu'ils arment les Musulmans bosniaques. Le LCMRCI, opposition soi-disant « de gauche » de Workers Power, a scissionné parce que WP avait refusé d'appeler clairement à la défense des Serbes bosniaques contre les bombardements de l'OTAN, pendant l'été 1995. Le LCMRCI dénonçait le soutien apporté par son ex-organisation aux Musulmans de

Bosnie dans les affrontements des Balkans, et écrivait que « tous les camps étaient réactionnaires ». Il appelait au « défaitisme des deux côtés, et à transformer le massacre interethnique en guerre de classe » (*Workers News* n° 56, mars-avril 1996). Mais maintenant que le LCMRCI s'apprête à s'unifier à la LTT, qui appelait à soutenir les Musulmans de Bosnie (et avant cela la Croatie) dans ce conflit nationaliste fratricide, on ne parle plus de tout cela.

La Bosnie n'est pas une nation, et il n'y a pas de « peuple » bosniaque. Dans ce qui était la Yougoslavie, avant le massacre intercommunautaire de ces dernières années, la population de Bosnie était constituée d'un mélange de Musulmans slaves, de Croates et de Serbes vivant ensemble sur le même territoire. Dans de telles situations, il ne peut y avoir de « solution démocratique » dans les limites du capitalisme. Car alors, « l'autodétermination » d'un peuple ne peut avoir lieu qu'en niant ce droit à un autre peuple, et passe par une « purification ethnique » sanglante. La seule solution juste dans la crise des Balkans passe par une révolution socialiste qui balaie tous les régimes réactionnaires et établit une fédération socialiste des Balkans. Avant tout, il faut pour accomplir cette tâche construire des partis révolutionnaires trotskystes, liés les uns aux autres par les principes de l'internationalisme prolétarien.

Suivisme du travaillisme, « ancien » et « nouveau »

Briser le carcan du travaillisme sur la classe ouvrière est une tâche stratégique pour les révolutionnaires authentiques. Pourtant, l'idée même de rompre avec le Parti travailliste est inconcevable pour une grande partie de l'« extrême gauche » en Grande-Bretagne. Leurs réactions à la création du Socialist Labour Party (SLP) d'Arthur Scargill l'ont bien montré. La WIL est d'une loyauté indéfectible envers le Parti travailliste, et s'oppose à la rupture de Scargill avec le Parti travailliste. Elle admet que le programme électoral du « nouveau » Parti travailliste (New Labour) est une « charte patronale », et que « [la politique] pro-impérialiste du Parti travailliste est plus forte que jamais » (*Workers News* n° 58,

octobre-novembre 1996), mais elle recommande aux travailleurs de voter pour lui, et par conséquent contre le SLP, quoi qu'il arrive. D'autres, comme l'International « Bolshevik » Tendency (IBT), se sont simplement liquidés dans le SLP (ou partiellement liquidés, comme dans le cas du Communist Party of Great Britain [CPGB]).

La formation du SLP comme scission du Parti travailliste est une remise en cause de l'hégémonie du Parti travailliste sur le mouvement ouvrier. En tant que telle, c'est une ouverture potentielle pour un parti marxiste. Cela lui permet d'intervenir et d'exacerber les contradictions entre les aspirations et les intérêts de la base ouvrière du Parti travailliste, d'une part, et ses dirigeants procapitalistes d'autre part, et de démontrer ainsi la nécessité d'un véritable parti léniniste. C'est sur cette base que la Spartacist League/Britain a cherché à intervenir dans ce qui s'est passé dans et autour du SLP.

Tout en maintenant leur indépendance politique, les camarades de la SL/B ont activement fait campagne pour les candidats du SLP à Hemsworth et Barnsley East, faisant remarquer que les plate-formes de ces candidats s'adressaient à des besoins ressentis par les travailleurs, et qu'ils se présentaient en opposition au « nouveau » Parti travailliste de Tony Blair. En même temps que nous faisons du porte-à-porte avec les militants du SLP et que nous distribuons leur propagande électorale, nous sommes aussi intervenus dans les meetings électoraux du SLP, où nous avons distribué nos propres tracts appelant à un soutien critique aux candidats du SLP, et où nous avons vendu notre journal *Workers Hammer*. Alors que l'IBT, le CPGB et d'autres étaient occupés à manœuvrer les uns contre les autres pour accroître leur influence à l'intérieur du SLP, nous avons exposé clairement notre désaccord fondamental avec le programme politique du SLP, qui est celui du réformisme de l'« ancien » Parti travailliste, et qui accepte tacitement le cadre de l'impérialisme britannique et de ses institutions parlementaires. Nous y opposons la nécessité d'un parti léniniste qui a pour but le renversement révolutionnaire de l'impérialisme britannique et l'instauration d'une fédération des républiques ouvrières des îles britanniques.

Quant à la WIL, cela fait longtemps qu'elle attaque Scargill de la droite. Ainsi, elle a publié une dénonciation stalinophobe du SLP de Scargill, rédigée par Al Richardson,

raillant que le SLP « semble mesmerisé par le stalinisme » et qualifiant les militants de l'ex-Parti communiste actuellement dans le SLP de « résidus des défenseurs les plus serviles de la vieille bureaucratie russe » (*Workers News* n° 57, mai-juin 1996). Cela montre à quel point la gauche travailliste en Grande-Bretagne tient au « socialisme démocratique » (autrement appelé trahison social-démocrate). Des mots durs pour le stalinisme – dont même les impérialistes proclament la mort – sont proférés par ceux qui pardonnent tout à cet instrument servile de l'impérialisme britannique qu'est le Parti travailliste. Ce n'est pas nouveau non plus pour ceux de la WIL, qui n'ont jamais répudié ni leur rôle passé de larbins de Gerry Healy ni ses attaques anticommunistes perfides contre le dirigeant du syndicat des mineurs.

Quant au Committee for Revolutionary Regroupment (CRR – Comité pour le regroupement révolutionnaire), il a scissionné du SU britannique parce qu'il s'opposait à la fusion de ce dernier avec Militant. Comme le CRR est un fan du nationalisme irlandais, il ne pouvait pas supporter de voir Militant ramper devant des personnalités paramilitaires loyalistes notoires d'Ulster, comme Billy Hutchinson. Cependant, le CRR maintient l'engagement du SU à soutenir le Parti travailliste de Blair et à y faire un travail d'« entrisme », tout en fermant les yeux sur l'enthousiasme de Blair pour des dirigeants loyalistes comme David Trimble, qui l'année dernière était à la tête de quelques-unes des plus grandes mobilisations loyalistes contre les catholiques qu'ait connues l'Irlande du Nord depuis des années.

Dans cette coalition centriste hétéroclite, la WIL et le CRR s'accrochent à Blair, tandis que le LCMRCI appelle à voter pour le SLP, en déclarant que « la création du SLP représente la scission à gauche la plus importante dans le Parti travailliste depuis plus de soixante ans » (*International Bulletin* n° 1, août 1996). Cela n'empêche pas le LCMRCI de continuer à appeler à voter pour le Parti travailliste de Tony Blair dans les circonscriptions où le SLP ne présente pas de candidat.

Tactique léniniste du front unique contre « front unique anti-impérialiste »

Notre intervention et notre travail concret vis-à-vis des candidatures du SLP à Hemsworth et Barnsley East étaient une application de la tactique de soutien critique, proposée

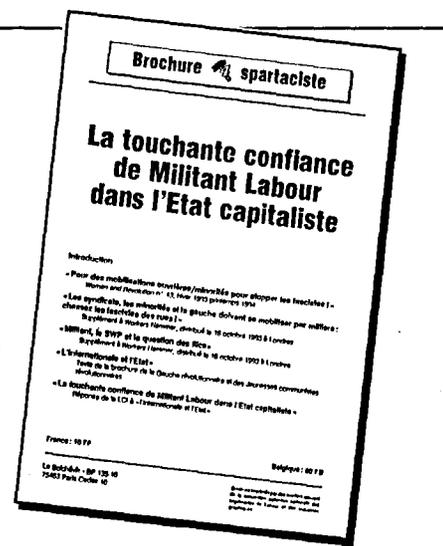
La touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste

Cette brochure oppose la politique révolutionnaire de la Ligue communiste internationale au réformisme du Comité pour une Internationale ouvrière, dirigé par l'organisation britannique Militant Labour et auquel est affiliée en France la Gauche révolutionnaire-Jeunesses communistes révolutionnaires (GR-JCR).

Notre brochure reproduit le texte intégral d'une polémique de la GR-JCR publiée en mai 1994 sous le titre « L'Internationale et l'Etat », avec une réponse détaillée de la LCI.

Canada Cdn\$ 1, Belgique 60 FB, France 10 FF

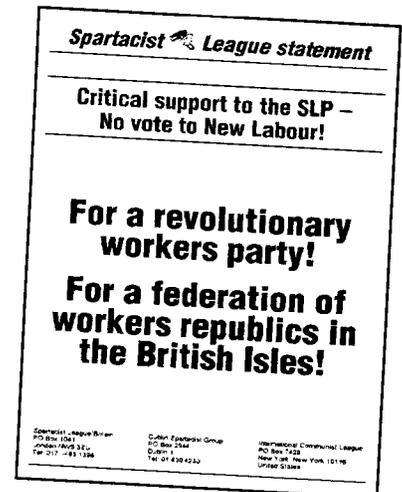
Pour toute commande : Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France





Spartacist Britain

La grève des mineurs britanniques de 1984-1985 fut une confrontation de classe majeure. La Spartacist League/Britain appelait à étendre la grève ; les pontes du Parti travailliste et du TUC ont laissé les mineurs se battre seuls. Dans les élections législatives de mai 1997, la SL/B a donné un soutien critique au SLP, une scission de gauche du « nouveau » Parti travailliste (New Labour) de Blair. A droite la déclaration de la SL/B : « Soutien critique au SLP – Pas une voix pour le New Labour ! – Pour un parti ouvrier révolutionnaire ! Pour une fédération de républiques ouvrières des îles britanniques ! »



par Lénine en 1920 comme moyen pour une petite avant-garde communiste « de trouver un écho » chez les masses. Le soutien critique est une application de la tactique du front unique : en proposant des *actions* unitaires urgentes autour de questions concrètes en défense de la classe ouvrière, les jeunes partis communistes cherchaient à démontrer dans la lutte la supériorité du programme et de la direction communistes, pour gagner la masse des travailleurs qui demeuraient sous l'influence des partis sociaux-démocrates réformistes. L'affrontement des idées dans des débats politiques ouverts et dans l'action commune élève le niveau de conscience de la classe ouvrière. On peut ainsi arracher les travailleurs à leurs dirigeants réformistes traîtres et à leurs suivistes centristes. La LCI se base sur cette tradition léniniste, résumée par le mot d'ordre « marcher séparément, frapper ensemble », *parce que* notre but est de lutter pour le pouvoir d'Etat prolétarien.

Dans son article de 1934 « Centrisme et Quatrième Internationale », Léon Trotsky écrivait qu'« un centriste jure volontiers par la politique du front unique, mais il la vide de tout son contenu révolutionnaire, en la transformant de méthode tactique en principe suprême ». Ces mots décrivent fort bien la LTT, dont les longs exposés sur le « front unique » servent de justification pour soutenir des alliances de collaboration de classes.

L'indépendance de la classe ouvrière par rapport à ses exploités est le principe fondamental du marxisme révolutionnaire. Pourtant, non seulement la LTT appelle à donner un soutien électoral à des partis ouvriers dans des coalitions de front populaire avec des partis bourgeois, mais elle donne même un soutien électoral à des partis nationalistes bourgeois. Dans les élections de 1994, en Afrique du Sud, la WIL a appelé à voter pour le front populaire nationaliste de « l'alliance tripartite » entre l'ANC, le Parti communiste et le COSATU (Congrès des syndicats sud-africains). Pourtant, même à l'époque, elle admettait ouvertement que « l'ANC a cessé d'être un mouvement de libération nationale, et est devenu un parti nationaliste-bourgeois de plus en plus conservateur, prêt à donner au capitalisme sud-africain dominé par les Blancs un visage politique

noir » (*Workers News* n° 50, mai-juin 1994).

C'est caractéristique des centristes. Ils sont tout à fait capables de faire des « analyses » parfaitement correctes, desquelles ils ne tirent absolument aucune conclusion révolutionnaire pratique. Au contraire, dans la pratique, ils agissent d'une manière qui ne les distingue pas des organisations situées sur leur droite. Comme le notait Trotsky : « Les centristes ont beau bavarder sur "les masses", c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent. » La LTT utilise cet argumentaire centriste pour capituler devant des forces antiprolétariennes. Ainsi, son groupe sud-africain, Comrades for a Workers Government (CWG – Camarades pour un gouvernement ouvrier), essaie de justifier son soutien à l'ANC avec l'argument que celui-ci « a un soutien prolétarien de masse ».

Dans les élections sud-africaines, nous avons appelé à voter pour le Workers List Party (WLP). Tout en notant que le programme du WLP n'allait pas au-delà des limites du réformisme de gauche, nous écrivions :

« La question de l'organisation politique du prolétariat, indépendamment de la formation nationaliste qu'est l'ANC et en opposition à elle, est une question stratégique clé aujourd'hui pour l'Afrique du Sud. A cet égard, le WLP permet de tirer, de façon rudimentaire, une ligne de classe. Un vote pour cette organisation sera vu en Afrique du Sud comme un vote pour un parti ouvrier plutôt que pour l'ANC. »

– « Elections en Afrique du Sud – L'accord ANC/De Klerk trahit la libération des Noirs », *le Bolchévik* n° 128, mai-juin 1994

Quant à la LTT/WIL, elle a soutenu, elle, le Parti communiste de la fédération de Russie (KPRF) de Guennady Ziouganov dans les élections de 1995. Malgré son nom, le parti de Ziouganov est un parti complètement bourgeois, voué principalement à encourager le chauvinisme grand-russe et à ressusciter l'impérialisme russe. A l'évidence, la LTT/WIL, qui se préoccupait tant dans le passé des « droits démocratiques » des nations minoritaires dans l'ex-Union soviétique, ne s'en soucie plus au lendemain de la contre-révolution.

La composante latino-américaine du LCMRCI essaie d'inventer une aile prétendument « anti-impérialiste » de la

bourgeoisie dans les pays sous-développés, devant laquelle elle puisse capituler politiquement. Elle appelle ça le « front unique anti-impérialiste ». Pour le LCMRCI, ainsi que pour toutes les organisations centristes latino-américaines, c'est un camouflage bien pratiqué pour leur position que l'« ennemi principal » n'est pas dans leur propre pays. Cette méthodologie centriste, qui est aussi partagée par WP, est en contradiction directe avec la perspective de la révolution permanente de Trotsky. Trotsky soulignait que la bourgeoisie dans les pays arriérés est tellement dépendante de l'impérialisme que même les tâches de la révolution démocratique bourgeoise ne peuvent être accomplies que par la prise du pouvoir par le prolétariat, et son extension internationale.

Dans « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste » (1940), Léon Trotsky décrivait les oscillations politiques des classes dirigeantes néocoloniales :

« Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions, le gouvernement national, dans la mesure où il essaie de résister au capital étranger, est contraint de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat. D'autre part, les gouvernements de ces pays qui considèrent comme inévitable et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire. Ainsi, la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement démocratique, la pression de l'impérialisme étranger et le développement relativement rapide du prolétariat ôtent toute base à un régime démocratique stable. »

Quand des groupes autochtones d'exploiteurs, insatisfaits de la part de butin que leur laissent les impérialistes, adoptent une coloration nationaliste et/ou religieuse et affichent un ersatz d'« anti-impérialisme », le parti révolutionnaire prolétarien doit maintenir l'indépendance *stratégique* de la classe

ouvrière dans la lutte pour la dictature du prolétariat, même quand il s'engage dans des blocs militaires tactiques temporaires avec une partie des exploiters coloniaux *avec comme objectif de mieux les concurrencer pour la direction des masses opprimées*. C'est la tâche centrale du programme de la révolution permanente. Le prix de la subordination des forces prolétariennes aux bourgeoisies coloniales dans un « front unique anti-impérialiste », c'est la défaite sanglante pour les ouvriers, lorsque les exploiters coloniaux, craignant pour leur domination de classe, s'allient avec les impérialistes pour écraser le prolétariat. Comme l'a montré la répression sanglante de la Révolution chinoise de 1925-1927 par Chiang Kai-shek, la deuxième étape de la révolution « par étapes » c'est l'assassinat en masse des communistes !

Les « vingt et une conditions » d'admission à l'Internationale communiste (IC) adoptées au deuxième congrès de l'IC, incluaient la condition que « tout parti appartenant à la Troisième Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies ». Dans ce même congrès de l'IC, dans sa « Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale », Lénine expliquait clairement les tâches des partis communistes par rapport aux pays coloniaux en appelant à :

« La nécessité de lutter résolument contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratique bourgeois des pays arriérés ; l'Internationale communiste ne doit appuyer les mouvements nationaux démocratiques bourgeois des colonies et des pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes autrement que par le nom, soient dans tous les pays arriérés groupés et éduqués dans l'esprit de leurs tâches particulières, tâches de lutte contre les mouvements démocratiques bourgeois de leur propre nation. »

Le mot d'ordre de « front unique anti-impérialiste » est issu d'un débat confus au quatrième congrès de l'IC. Staline s'en est saisi et l'a déformé pour justifier sa ligne de liquidation politique du Parti communiste chinois dans le Guomindang nationaliste-bourgeois de Chiang Kai-shek, ce qui a conduit au massacre de dizaines de milliers de communistes et d'ouvriers en lutte à Shanghai en 1927.

Plus récemment, la gauche, y compris les précurseurs du LCMRCI, la LTT et le CRR, se sont servis du « front unique anti-impérialiste » pour soutenir la révolution islamique de l'ayatollah Khomeiny en Iran en 1978-1979. L'issue sanglante de ce « mouvement » est parfaitement claire depuis longtemps : d'innombrables militants de gauche ont été emprisonnés et exécutés, le voile réimposé et les femmes, les ouvriers et les minorités nationales brutalement persécutés. A l'époque pourtant, nous étions les seuls à exiger : « A bas le shah ! A bas les mollahs ! Pour une révolution ouvrière en Iran ! »

Alors que leur soutien à Khomeiny est quelque chose qu'ils mentionnent rarement aujourd'hui, Workers Power et le LCMRCI continuent de se vanter de leur soutien militaire à l'Argentine du général Galtieri dans la guerre des Falklands/Malvinas (îles Malouines). Même après avoir scissionné de Workers Power, le LCMRCI a noté avec approbation qu'en 1981 Workers Power « a eu le courage de faire de l'agitation pour la victoire de l'Argentine dans la guerre menée par son "propre" impérialisme ». La Spartacist League/Britain a lutté pour le défaitisme révolutionnaire des

Polémiques avec la gauche sud-africaine

(en anglais)

Lettres et articles présentant la position marxiste sur des questions clés en débat dans la gauche sud-africaine : pour une opposition révolutionnaire prolétarienne au gouvernement de « néo-apartheid » de l'ANC nationaliste-bourgeois ; le débat sur un « parti ouvrier de masse » ; le programme trotskyste de la révolution permanente opposé à la doctrine de la « construction de la nation » dans les pays coloniaux et néo-coloniaux.

5 FF US\$ 1 Cdn\$ 1.25

Commande :
Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

International Communist League
(Fourth Internationalist)

The Fight For a Revolutionary Vanguard Party: Polemics on the South African Left

Letter to the New Unity Movement 10
Two Letters to the Workers Organisation for Socialist Action 17
Tailing the ANC's Neo-Apartheid Nationalism 24
Letter to the Workers International to Rebuild the Fourth International 28
Greetings to WOSA Conference 34
Leon Trotsky: Letter to South African Revolutionaries 7

Publ. 1981 - 177 p. - 10.50 £ - 14.95 \$ - 19.95 Cdn\$ - Spartacist Publishing Co. Box 1237 GPO New York, NY 10116 USA

deux côtés. Nous avons pour mot d'ordre « Coulez Thatcher ! Coulez la junte ! », et nous argumentons que le meilleur aboutissement possible serait que les machines de guerre des deux gouvernements soient détruites.

Comme nous le notions dans notre brochure « Workers Power's Phoney International Splinters Over Balkans Betrayal » [l'Internationale bidon de Workers Power vole en éclats autour de leur trahison dans les Balkans] (novembre 1995) :

« L'Argentine n'était pas une semi-colonie, et cette guerre n'était pas une guerre contre l'expansion impérialiste. La Grande-Bretagne est entrée en guerre avec la bourgeoisie argentine pour un bout de terre désolée à des centaines de kilomètres du territoire argentin, qui n'avait plus de population argentine depuis 150 ans. Quant aux gisements pétroliers autour des Malvinas, les gouvernements argentin et britannique s'en partagent joyeusement les bénéfiques potentiels dans des rencontres amicales à New York.

« Le soutien militaire que Workers Power a apporté à l'Argentine du général Galtieri n'a peut-être pas eu de conséquences fatales en Grande-Bretagne, mais en Argentine et ailleurs en Amérique latine c'était une trahison criminelle qui a renforcé le chauvinisme contre la lutte de classe prolétarienne. »

Bien sûr, il peut y avoir des actions de front unique spécifiques de caractère anti-impérialiste entre les révolutionnaires prolétariens et des forces nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises. Par exemple, les révolutionnaires ont soutenu l'Égypte de Nasser quand, en 1956, elle a voulu reprendre le Canal de Suez des mains des impérialistes. Notre tendance internationale, notre section américaine en particulier, a fait, dans les années 1980, une campagne financière pour le gouvernement sandiniste nationaliste petit-bourgeois du Nicaragua en guerre contre les *contras* soutenus par les États-Unis. Notre mot d'ordre était : « Défendre, parachever, étendre la révolution nicaraguayenne ! » Mais cela est à mille lieues de l'idée que se fait le LCMRCI d'un « front unique anti-impérialiste », qui signifie pour lui un soutien *politique* aux régimes nationalistes du « tiers-monde ».

Une touchante confiance dans l'Etat capitaliste

L'adhésion du LCMRCI au « front unique anti-impérialiste » va de pair avec sa conception révisionniste de l'Etat capitaliste. Ses documents appellent à « entrer dans l'armée et la police militaire, en créant des cellules communistes et des comités de soldats et d'agents de la police militaire ». La ligne grotesque du LCMRCI, qui laisse ainsi entendre que les brutes sauvages de la *police militaire* de Bolivie peuvent passer du côté de la classe ouvrière, est antimarxiste et potentiellement suicidaire. Elle obscurcit délibérément la différence entre les *soldats* d'une armée de conscription, qui sont utilisés comme chair à canon dans les guerres des patrons capitalistes, et les *policiers* (y compris militaires), qui s'engagent volontairement comme nervis armés des capitalistes.

Dans une situation de luttes sociales intenses et d'agitation révolutionnaire, il devient possible (et c'est même absolument nécessaire) de scissionner l'armée selon un clivage de classe, et d'organiser des conseils d'ouvriers et de soldats. Mais c'est une des données élémentaires du marxisme que les flics, racistes, briseurs de grèves, sont des *ennemis mortels* du mouvement ouvrier, qui doivent être complètement balayés au cours de la révolution ouvrière.

Mais le LCMRCI maintient au moins sur le papier la

position qu'il faut « armer les masses ». Le CRR de Gerry Downing, par contre, nous attaque de façon hystérique parce que nous sommes, selon le mot d'ordre des Chartistes, « pour le droit des citoyens à porter des armes ! » Downing, montrant son véritable crétinisme travailliste, fulmine contre les « conséquences de l'exportation de la culture américaine des armes, avec son taux de criminalité horrifiant » (*Workers Republic* n° 2, décembre 1996). Cet esprit de clocher de « petite Angleterre » fait écho au racisme de la bourgeoisie américaine qui « abhorre » la « culture des armes » dans les ghettos noirs des États-Unis. Si Downing veut réellement savoir à quoi ça peut ressembler d'être sans arme dans la société américaine, il devrait essayer d'interviewer Rodney King, qui a failli y passer quand il a été tabassé par les criminels super-armés de la police de Los Angeles. Sur le « sol britannique », tellement sacré pour la gauche travailliste, la position de Downing revient à reconnaître à l'Etat de Sa Majesté le « droit » d'avoir un monopole absolu sur les armes. C'est l'à-plat-ventrisme antirévolutionnaire de la gauche travailliste qui se révèle ici.

La lutte pour un parti d'ayant-garde léniniste

Nous nous battons pour parachever le travail commencé par Lénine et Trotsky lorsqu'ils conduisirent la classe ouvrière à la victoire en Russie en 1917. Nous nous battons pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde entier. L'essence du trotskysme, c'est la lutte pour une direction révolutionnaire qui puisse conduire le prolétariat au pouvoir au niveau international. Comme l'a écrit Trotsky dans le document de fondation de la Quatrième Internationale : « La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

A la différence de nos opposants centristes et réformistes, qui se vautrent dans leur opportunisme tout en niant tout problème interne, nous nous efforçons d'être honnêtes et directs quand nous évaluons nos tâches et les difficultés auxquelles nous sommes confrontés. Comme nous l'avons écrit dans notre « Mémoire sur les perspectives et les tâches » international l'année dernière :

« Le fait de n'avoir pas bien évalué la période dans laquelle nous sommes et le rapport qui en découle nécessairement entre notre petite avant-garde révolutionnaire et le prolétariat, ainsi que le fait que l'Union soviétique n'existe plus et ne soit plus un facteur actif et déterminant en politique, ont conduit à de la désorientation et à un appétit à poursuivre des programmes et des forces politiques qui ne sont pas les nôtres. »

La fraction minoritaire de Y. Rad et Marie Hayes en 1994 dans notre section canadienne a été une des premières manifestations de ce phénomène dans notre organisation. En cherchant frénétiquement à découvrir des forces autres que le prolétariat pour diriger la « lutte », ils ont fait l'éloge de diverses formations ex-staliniennes, comme la « coalition rouge-brune » russe infestée de fascistes ; ils se sont tournés vers le régime militaire algérien pour combattre l'intégrisme islamique ; et ils ont appelé à soutenir le Congrès national africain (ANC) nationaliste-bourgeois dans les élections sud-africaines de 1994. Leur penchant pour les formations nationalistes peu ragoûtantes les a conduits rapidement en dehors de notre internationale, après une bataille politique sans concessions. Aujourd'hui, Rad et Hayes sont la section canadienne de la LTT.

Pendant la lutte fractionnelle à l'intérieur de notre organisation, Rad et Hayes vitupéraient contre la soi-disant « stalinophobie » de la LCI, et nous accusaient d'avoir « rejoint la

croisade anticommuniste ». Après avoir quitté la LCI et s'être « regroupés » avec la LTT, leur ligne est à l'exact opposé. Dans un article annonçant leur adhésion à la LTT, ils ont dénoncé notre « stalinophilie », tandis qu'ils épousaient rétrospectivement la cause de forces anticommunistes comme Solidarność. Mais nulle part le changement de ligne à 180 degrés de Rad et Hayes n'a été plus ahurissant que sur la Yougoslavie. D'une position de soutien pratiquement inconditionnel aux Serbes dans l'affrontement nationaliste fratricide sanglant en Yougoslavie, ils en sont venus à appeler maintenant à « lutter pour défendre les Musulmans » contre les Serbes. Apparemment, c'est le prix qu'ils ont dû payer pour être admis dans l'internationale de la WIL.

Le fait que Rad et Hayes aient pu passer instantanément sur des positions *diamétralement opposées* à celles qui les avaient conduits à constituer une fraction au sein de notre organisation, sans que cela gêne la LTT, en dit long sur sa conception du « regroupement ». Loin de la lutte pour la clarté programmatique léniniste nécessaire pour forger une authentique internationale régie par le centralisme démocratique, le processus de « regroupement » de la LTT semble avoir davantage en commun avec la manière dont McDonald's accorde des franchises à l'étranger.

L'idée que la lutte politique interne fait partie du combat pour préserver le programme et la raison d'être de l'avant-garde révolutionnaire est complètement étrangère à tous ces « regroupements ». Dans un article intitulé « Regroupement révolutionnaire » (*Workers Republic* n° 2, décembre 1996), Gerry Downing du CRR dénigre la bataille politique la plus récente dans la LCI, contre le cours révisionniste de Jan Norden qui était depuis des années rédacteur en chef de *Workers Vanguard*, et nous accuse d'essayer de faire de Norden le « bouc émissaire » de notre soi-disant « changement de ligne » sur la nature du stalinisme.

Selon Downing, Norden a fait défection de notre organisation à cause d'« une déception aiguë devant l'incapacité des staliniens à remplir le rôle historique que les sparts leur ont attribué et à défendre les rapports de propriété nationalisée en Europe de l'Est et en URSS ». Il ne fait aucun doute que Norden a effectivement attribué ce rôle aux staliniens. Mais si la LCI avait attendu que les staliniens défendent les États ouvriers, alors pourquoi aurions-nous, par exemple, mobilisé les cadres et les ressources de notre internationale en Allemagne de l'Est pour lutter pour une révolution politique ouvrière *contre* les traîtres staliniens ? D'ailleurs, une des choses que nous reproche Norden c'est que nous avons dit ouvertement que les staliniens *ont dirigé* la contre-révolution en RDA, en faisant tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher toute possibilité d'insurrection de la classe ouvrière, parce qu'ils savaient qu'ils en seraient la cible.

Comme nous l'écrivions dans notre article « Une défection inavouée du trotskysme » (*Workers Vanguard* n° 648, 5 juillet 1996) :

« [...] nous nous battons pour une nouvelle révolution d'Octobre. Mais il y a une grande disproportion entre ce but et la conscience politique actuelle de la classe ouvrière, de la jeunesse et de la gauche internationale. Aujourd'hui, même la plupart des militants subjectivement à gauche considèrent comme plutôt ésotérique l'idée qu'une révolution prolétarienne, du type de celle qu'a menée avec succès en Russie le Parti bolchévique de Lénine en 1917, est la clé de la libération de l'humanité. Et cela est dû en bonne partie aux crimes des staliniens et, avant eux, des sociaux-démocrates qui ont ridiculisé le programme et les idéaux du marxisme révolutionnaire. »

Pour Norden, la disproportion entre ce pour quoi nous luttons et le niveau de conscience actuel de la classe ouvrière est devenue un abîme béant et infranchissable. Il était devenu de plus en plus pessimiste quant à la capacité de notre parti et de son programme d'avoir un impact quelconque dans le « nouvel ordre mondial ». Et c'est pourquoi il s'est mis de plus en plus désespérément à rechercher, pour s'y adapter, des forces sociales autres que le prolétariat, et des organisations autres qu'un parti d'avant-garde léniniste pour faire avancer la cause de l'émancipation humaine.

Tout en déclarant que Norden ne semble pas « susceptible de changer sur la question du stalinisme », Downing accorde une mention favorable à ses « tentatives de s'engager dans la lutte de classe au Brésil ». En effet, la conciliation centriste de Norden envers le groupe Luta Metalúrgica (LM), avec qui la LCI était en relations fraternelles, est du même acabit que les « relations internationales » en forme de bloc pourri que recherchent le CRR, la LTT et le LCMRCI.

Nos relations avec LM étaient guidées par ces conseils de Trotsky :

« Traiter avec la plus extrême attention ces groupes qui avancent effectivement vers nous, prêter l'oreille attentivement et patiemment à leurs critiques, doutes et hésitations ; les aider à évoluer vers le marxisme ; ne pas s'effrayer de leurs caprices, de leurs menaces, de leurs ultimatums (les centristes sont toujours capricieux et susceptibles) ; ne leur faire aucune concession sur les principes. »

— « Centrisme et Quatrième Internationale »,
22 février 1934

Après quelques mois de tests, avec des visites au Brésil et par correspondance, pour confronter les problèmes politiques et les divergences, nous avons finalement rompu les relations fraternelles avec LM, quand il est devenu tout à fait clair qu'ils faisaient passer leur travail syndical opportuniste et leurs postes syndicaux avant la lutte pour forger le noyau d'un parti trotskyste au Brésil. Les scissions aussi bien que les fusions sont les moyens par lesquels se construit un parti léniniste. Mais l'idée de scissionner avec un groupe de militants syndicalistes combattifs au nom du programme et des principes est complètement étrangère à des manœuvriers centristes comme Downing, la LTT et le LCMRCI.

Comme l'affirme le *Programme de transition*, le document de fondation de la Quatrième Internationale écrit en 1938 :

« La Quatrième Internationale ne recherche ni n'invente aucune panacée. Elle se tient entièrement sur le terrain du marxisme, seule doctrine révolutionnaire qui permette de comprendre ce qui est, de découvrir les causes des défaites et de préparer consciemment la victoire. La Quatrième Internationale continue la tradition du bolchévisme, qui a montré pour la première fois au prolétariat comment conquérir le pouvoir. »

Pour d'authentiques révolutionnaires, la lutte politique pour définir le programme est clé pour la construction d'un parti révolutionnaire international discipliné et politiquement homogène. Pour des groupes comme les « regroupements » de la conférence de la LTT, le programme politique est l'ennemi à enterrer le plus profondément possible, au nom de l'« unité ». Mais la politique a sa propre logique, et comme les centristes et les réformistes sont toujours sensibles aux pressions de leurs propres classes dirigeantes nationales, les pactes de non-agression internationaux leur explosent toujours à la figure. Tout ce qui ressortira de ce regroupement sera aussi violemment instable que profondément imprincipiel. ■

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

International Communist League: Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA

Spartacist League of Australia

Spartacist ANZ Publishing Co.
GPO Box 3473, Sydney, NSW, 2001, Australie

Australasian
SPARTACIST 

Marxist newspaper of the Spartacist League of Australia
\$5/4 issues (1 year) in Australia and seairmail elsewhere
\$7/4 issues—Airmail

Spartacist League/Britain

Spartacist Publications
PO Box 1041, London NW5 3EU, Grande-Bretagne

WORKERS HAMMER 

Marxist newspaper of the Spartacist League/Britain
£3/1 year International rate: £7—Airmail
Europe outside Britain and Ireland: £4

Trotskyist League of Canada/ Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association
Box 6867, Station A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada

SPARTACIST CANADA 

English-language newspaper of the Trotskyist League/
Ligue trotskyste
\$3/4 issues International rate: \$8—Airmail

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

SpAD, c/o Verlag Avantgarde
Postfach 5 55, 10127 Berlin, Allemagne

SPARTAKIST 

Herausgegeben von der Spartakist-Arbeiterpartei
Deutschlands

6 Ausgaben: DM 10,— Übersee Luftpost: DM 20,—
Auslandsabo: DM 15,—

Dublin Spartacist Group

PO Box 2944, Dublin 1, République d'Irlande

Ligue trotskyste de France

Le Bolchévick, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

LE BOLCHEVIK 

Publication de la Ligue trotskyste de France
4 numéros: 20FF Hors Europe: 30FF (avion: 40FF)
Etranger: mandat poste international

Spartacist Group India/Lanka

Ecrire à International Communist League, New York, USA

Legia trotskista d'Italia

Walter Fidacaro, C.P. 1591, 20101 Milano, Italie

SPARTACO 

Organo della Lega trotskista d'Italia
Abbonamento a 4 + supplemento: L. 5.000
Europa: L. 8.000 Paesi extraeuropei: L. 12.000

Groupe spartaciste Japon

PO Box 49, Akabane Yubinkyoku, Kita-ku, Tokyo 115, Japon

スパルタシスト

Publication du Groupe spartaciste Japon
Dernier numéro: ¥100

Grupo Espartaquista de México

J. Vega, Apdo. Postal No. 1251, Admon. Palacio Postal 1
C.P. 06002, México, D.F., Mexique

ESPARTACO

Publicación del Grupo Espartaquista de México
México: 4 números/Mex\$10 (por correo)
Extranjero: US\$4/4 (via aérea) US\$2/4 (via terrestre/marítima)

Spartacist/Moscou

Ecrire au Bolchévick, Paris, France

Бюллетень Спартаковцев

Spartakusowska Grupa Polski

Platforma Spartakusowców, Skrytka Poczтовая 148
02-588 Warszawa 48, Pologne

Platforma
SPARTAKUSOWCÓW 

Pismo Spartakusowskiej Grupy Polski
Dernier numéro: 1.00 zł

Spartacist/South Africa

Spartacist, PostNet Suite 248
Carlton Centre, Level 100, Shop 140
Commissioner Street, Johannesburg 2001, Afrique du Sud

Spartacist League/U.S.

Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

WORKERS VANGUARD

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.
\$10/22 issues (1 year)
International: \$25/22 issues—Airmail \$10/22 issues—Seairmail

Regroupement révolutionnaire ou alchimie centriste ?

La déclaration reproduite ci-dessous a été publiée par la Spartacist League/Britain (SL/B) en février 1997, pour opposer l'action et les principes politiques fondamentaux de la Ligue communiste internationale trotskyste à la frénésie de « regroupements » imprincipiels des différents courants centristes dans cette période post-soviétique. La déclaration a été légèrement adaptée pour publication dans Spartacist.

Le triomphalisme impérialiste qui a fait suite à la destruction contre-révolutionnaire des États ouvriers bureaucratiquement déformés d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique a eu un impact considérable sur ceux qui prétendaient adhérer au programme et aux principes du marxisme révolutionnaire. Tandis que les bourgeoisies du monde entier claironnent que « le communisme est mort », une grande partie de la gauche s'empresse de renier toute prétention au léninisme et cherche à se « regrouper » dans des organisations réformistes plus larges avec des sociaux-démocrates, des ex-staliniens, des Verts, d'autres soi-disant « progressistes » et même des forces ouvertement capitalistes.

Le Workers Revolutionary Party (WRP) de Cliff Slaughter, un des produits de la dégénérescence de l'organisation de Gerry Healy du même nom, s'est liquidé. Les partisans de Slaughter cherchent maintenant à former une chapelle œcuménique réunissant « les organisations qui font campagne pour l'environnement et la justice, tous les groupes socialistes, le Parti travailliste et les syndicats ». Militant Labour a récemment décidé que son nom était beaucoup trop « radical », et a opté pour le nom plus « digeste » de Socialist Party. Quant au « Secrétariat unifié de la Quatrième

Internationale » (SU), qui pendant des années a prétendu frauduleusement être la continuité de la Quatrième Internationale révolutionnaire de Trotsky, il est au bord de l'effondrement terminal.

En France, l'ex-section « star » du SU [la LCR] est à la recherche d'une alliance électorale avec le Parti communiste français et les Verts petits-bourgeois. En Italie, les membres du SU, comme toutes sortes d'autres groupes, se sont liquidés à l'intérieur de Rifondazione Comunista (RC). RC, issue de l'ancien Parti communiste italien, sert de couverture de gauche au gouvernement de front populaire qui est en train d'imposer une austérité capitaliste et des attaques racistes féroces contre les immigrés.

La Leninist-Trotskyist Tendency (LTT), qui prétend être une alternative à ce liquidationnisme total, organise une conférence sur le « regroupement révolutionnaire » destinée à attirer des groupes dissidents provenant d'un SU en désintégration. Plus précisément, ce qui doit se concrétiser alors, c'est une fusion avec des ex-membres du SU actuellement rassemblés dans le Committee for Revolutionary Regroupment [Comité pour le regroupement révolutionnaire], ainsi qu'avec certains militants du Liaison Committee of Militants for a Revolutionary Communist International (LCMRCI – Comité de liaison des militants pour une Internationale communiste révolutionnaire), une scission de la LICR (Ligue pour une Internationale communiste révolutionnaire, tendance « internationale » de Workers Power/Pouvoir ouvrier [WP/PO]), qui a approximativement le

suite page 52

Workers Vanguard

Janvier 1992 : la Ligue communiste internationale manifeste à New York contre Boris Eltsine, en visite chez ses maîtres de Wall Street. Les trotskystes ont lutté pour la défense inconditionnelle de l'Union soviétique et pour la révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne. Les réformistes et les centristes ont fait cause commune avec l'impérialisme contre l'Etat ouvrier dégénéré.

